

CONCORDIS INTERNATIONAL

# COHÉSION SOCIALE & CARTOGRAPHIE DES INFRASTRUCTURES EN OUHAM PENDÉ



## Table des matières

Résumé.....	2
Résumé des recommandations.....	4
Introduction.....	5
Approche et méthodologie .....	5
Méthodologie.....	5
Partie 1 : La transhumance dans l’Ouham Pendé .....	8
Contexte historique de la transhumance dans l’Ouham Pendé .....	8
Le potentiel de transhumance pacifique dans l’Ouham Pendé.....	10
La transhumance dans l’Ouham Pendé aujourd’hui.....	11
Partie 2 : Sécurité et conflits liés à la transhumance .....	15
Cartographie de la sécurité et des conflits dans les localités visitées .....	19
Violence basée sur le genre – prévalence et prévention.....	24
Partie 3 : Les infrastructures et leur contribution à la coexistence pacifique .....	29
Infrastructure autour de l’eau.....	29
L’infrastructure autour de la santé du bétail .....	33
Infrastructures d’élevage .....	42
Infrastructure et Commerce .....	43
Des infrastructures pour favoriser une coexistence en paix .....	48
Conclusion et recommandations .....	55
Recommandations communes à toutes les régions .....	55
Recommandations : Ngaoundaye .....	56
Recommandations : Bocaranga & Kouï.....	57
Recommandations : Bozoum & Bossemptélé.....	58
Recommandations : Paoua .....	58
Annexe I : Méthodologie détaillée.....	60
Annex II : Acronymes et abréviations .....	62

## Résumé

Ce rapport vise à amplifier les voix des communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes de l'Ouham Pendé, une préfecture du nord-ouest de la République centrafricaine. Il s'appuie sur les résultats des consultations menées par Concordis en 2019 et 2021<sup>1</sup> et sur un exercice de cartographie financé par le Fonds pour la consolidation de la paix de l'Organisation des Nations unies (ONU) et mené par Concordis au premier semestre 2022 en tant que partenaire de mise en œuvre de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il vise à guider les programmes de consolidation de la paix et de développement en soulignant le rôle de la transhumance dans la région, son lien avec la paix et les conflits et le besoin d'infrastructures spécifiques pour soutenir une transhumance pacifique.

L'exercice de cartographie a mobilisé 785 personnes. L'équipe a utilisé une combinaison d'entretiens avec des informateurs clés, de questionnaires individuels et de discussions de groupe pour constituer un ensemble de données quantitatives et qualitatives. Les résultats des consultations de 2019 et 2021 sont combinés avec les enseignements de l'exercice de cartographie pour fournir des cartes, des récits et des idées pour chaque domaine clé d'infrastructure, ainsi que des recommandations pour chacune des différentes zones géographiques de l'Ouham Pendé.

### Transhumance et cohésion sociale

Le rapport montre que la transhumance a longtemps été mutuellement bénéfique pour les communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes de l'Ouham Pendé. Il existe une interdépendance importante entre les éleveurs et les agriculteurs, avec de nombreuses interactions entre ces groupes de subsistance, à travers le partage du travail : par exemple, l'échange de viande, de lait et de fumier contre des produits agricoles, la location de bœufs pour les labours, le pâturage du bétail sur les terres en jachère, et l'épandage de fumier sur les terres cultivées. Cette relation mutuellement bénéfique peut se développer si ces groupes interagissent sur la base de principes et de pratiques établis de longue date.

La gestion des conflits a également été vitale pour les relations entre les communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes. Cependant, celles-ci ont été particulièrement tendues depuis les violences de 2012 et le coup d'État qui s'en est suivi. Depuis lors, une nouvelle pratique d'élevage transhumant est apparue, s'appuyant sur de jeunes bergers, voyageant sans famille, souvent armés et gérant de grands troupeaux. Les groupes armés modifient la dynamique du pouvoir dans les relations autour de la transhumance. Enfin, le rôle réduit de l'État a également eu un impact négatif sur la gouvernance de la transhumance et la gestion des conflits entre les communautés.

En outre, l'instabilité politique, la présence de groupes armés et les pressions liées au changement climatique ont entraîné la destruction ou la dégradation des infrastructures agropastorales existantes : bureaux et agences des institutions étatiques, routes désignées pour le bétail, pâturages, points d'eau, marchés aux bestiaux, parcs, terres agricoles, centres de santé et centres vétérinaires. L'absence de tous ces éléments est un facteur aggravant des conflits autour de la transhumance dans la préfecture de l'Ouham Pendé et contribue à créer les conditions d'une augmentation des violences basées sur le genre.

### Besoins en infrastructures

L'accès à l'eau constitue un défi urgent en matière d'infrastructures pour les communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes. Étant donné le potentiel de conflit autour de l'accès à l'eau, les communautés considèrent la réhabilitation et l'entretien des points d'eau comme faisant partie des

---

<sup>1</sup> Ces rapports et d'autres rapports Concordis peuvent être consultés à l'adresse suivante : <https://www.concordisinternational.com/centralafricanrepublic>

mesures de sécurité relevant de la responsabilité de l'État. Ceux qui ont accès aux rivières et à d'autres sources naturelles signalent des obstacles tels que la culture et la contamination. Cependant, les principaux problèmes concernent les communautés qui dépendent des forages et des puits, notamment des puits pastoraux destinés à l'approvisionnement en eau pour le bétail. En effet, la quasi-totalité des communautés signalent des infrastructures liées à l'eau peu fiables ou défectueuses, et formulent des suggestions pour leur réparation ou leur réhabilitation qui, selon elles, réduiraient les conflits et amélioreraient les relations entre agriculteurs et éleveurs.

L'absence de services vétérinaires, dont les pharmacies vétérinaires, les sous-postes et les parcs de vaccination, constitue une préoccupation importante aux yeux des communautés sédentaires et transhumantes. Presque toutes les communautés déclarent les services inexistantes ou peu fiables. Les éleveurs sont prêts à payer des taxes pour la fourniture d'infrastructures liées à la santé du bétail, comme la vaccination et d'autres services vétérinaires, tandis que les communautés sédentaires souhaitent le traitement du bétail des transhumants pour empêcher la contamination transfrontalière de leurs propres animaux. La réhabilitation des infrastructures pour la santé du bétail incitera les éleveurs à utiliser les couloirs et les postes frontaliers convenus pour y accéder, et les recettes fiscales qui en résulteront seront importantes pour la construction d'infrastructures, notamment d'institutions publiques. Ce rapport propose donc un aperçu de la perception des institutions publiques qui soutiennent le développement agricole et la santé du bétail. Les services de l'ACDA, de l'ANDE et de la FNEC<sup>2</sup> ont en effet beaucoup manqué depuis la crise. Bien que ces trois organismes reprennent progressivement leurs services dans l'Ouham Pendé, cette présence n'est pas encore reconnue par la majorité des personnes consultées en 2022.

Les infrastructures relatives à l'élevage, notamment les enclos à bétail et les puits pastoraux, sont presque toutes détruites ou endommagées. La réparation et réhabilitation de ces infrastructures sont importantes non seulement pour réduire les conflits liés au piétinement des cultures et à l'approvisionnement en eau du bétail, mais également pour rétablir l'activité économique grâce au fonctionnement des enclos à bétail sur les marchés aux bestiaux.

90% des éleveurs disent acheter des produits agricoles au moins une fois par semaine et 90% des agriculteurs affirment que la vente aux transhumants est essentielle à leur subsistance, témoignant ainsi de l'importance des infrastructures commerciales. Ceci est souligné par les résultats des consultations de 2019 et 2021 selon lesquels le commerce entre les communautés sédentaires et transhumantes forme une relation socialement cohésive et économiquement symbiotique qui contribue à une transhumance pacifique. Ce rapport souligne la nécessité d'un accès facile et sûr aux marchés, en particulier pour les femmes, ainsi que d'une meilleure infrastructure sur les marchés, notamment des hangars et des étals pour l'exposition des marchandises.

Les zones de dessiccation du manioc sont les plus fréquemment citées par les participants nommant les infrastructures nécessaires à une coexistence pacifique. Ce rapport en explique les raisons et examine les catégories d'infrastructures dont les communautés préconisent le financement. Il est frappant de constater que les éleveurs et les agriculteurs recommandent également d'améliorer les principales infrastructures de l'autre partie lors des consultations de 2021 : en examinant les éléments nécessaires à une coexistence pacifique, chacun reconnaît l'avantage pour l'autre de disposer des infrastructures nécessaires à sa subsistance. Il s'agit là d'un changement clair par rapport aux relations nettement plus antagonistes entre éleveurs et agriculteurs décrites lors des consultations de 2019, précédant quatre

---

<sup>2</sup> L'ACDA est l'Agence centrafricaine pour le développement agricole. L'ANDE est l'Agence nationale du développement de l'élevage et la FNEC est la Fédération nationale des éleveurs Centrafricains.

années de travail intensif de consolidation de la paix mené par Concordis avec les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs.

Alors que les mécanismes traditionnels de gestion des conflits perdent de leur popularité parmi les communautés sédentaires, l'ouverture à de nouveaux mécanismes de résolution des conflits est également très répandue. Les groupes de conseil mis en place après la consultation de 2019 de Concordis sont désormais largement reconnus pour leur travail de prévention des conflits, en sensibilisant les communautés aux besoins pratiques de chacun et en choisissant une approche collaborative lorsque des conflits surviennent.

## Résumé des recommandations<sup>3</sup>

### Recommandations communes à toutes les régions

1. Améliorer l'accès à l'eau.
2. Réhabiliter les infrastructures pour maintenir et améliorer la santé du bétail.
3. Améliorer les infrastructures autour et l'accès aux marchés.
4. Réduire la distance parcourue par les femmes pour accéder aux infrastructures agropastorales.

### Recommandations : Ngaoundaye

1. Réparer et construire des forages et des puits.
2. Fournir plus d'infrastructures de services vétérinaires, en particulier à la frontière.
3. Réhabiliter les infrastructures autour des marchés réguliers et des marchés aux bestiaux.

### Recommandations : Bocaranga & Kouï

1. Réparer et construire des forages et des puits.
2. Fournir une infrastructure plus étendue autour des services vétérinaires.
3. Réhabilitation des infrastructures autour des marchés réguliers et des marchés aux bestiaux.
4. Améliorer l'accès aux marchés.

### Recommandations : Bozoum & Bossempaté

1. Réparer et construire des forages et des puits.
2. Fournir plus d'infrastructures autour des services vétérinaires.
3. Réhabiliter les infrastructures autour des marchés réguliers et de bétail.
4. Améliorer l'accès aux marchés.

### Recommandations : Paoua

1. Réparer et construire des forages et des puits.
2. Fournir des infrastructures autour des services vétérinaires.
3. Réhabiliter les infrastructures autour des marchés réguliers et des marchés aux bestiaux.
4. Réparer le pont de Paoua.

Ce rapport et d'autres similaires peuvent être consultés à l'adresse suivante : <https://www.concordisinternational.com/centralafricanrepublic>

---

<sup>3</sup> Les recommandations détaillées sont en fin de rapport.

## Introduction

Ce rapport s'appuie sur les résultats des consultations menées par Concordis dans l'Ouham Pendé en 2019 et 2021<sup>4</sup> et sur un exercice de cartographie financé par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix mené par Concordis au premier semestre 2022 en tant que partenaire de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le rapport s'articule autour de trois parties principales. La première porte sur la transhumance, passée et présente, et sur la manière dont elle a contribué à la paix dans cette région du nord de la République centrafricaine (RCA). La deuxième traite de la sécurité et des conflits liés à la transhumance, y compris les violences basées sur le genre (VBG). La troisième examine spécifiquement les infrastructures liées à la transhumance et la manière dont elles peuvent contribuer à une coexistence pacifique.

Concordis a travaillé avec les communautés impliquées et affectées par la transhumance. Les éleveurs transhumants ainsi que les communautés semi-sédentaires et sédentaires ont ainsi identifié les infrastructures liées à la transhumance spécifiques à leur itinéraire ou à leur localisation : ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne plus et ce qui serait primordial afin de réduire les conflits liés à la transhumance. L'objectif est d'amplifier les voix des communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes, en exposant leur expérience vécue, leurs espoirs et leurs craintes concernant la transhumance.

## Approche et méthodologie

### L'approche de Concordis

Concordis travaille de manière inclusive et impartiale aux côtés des communautés touchées par les conflits, en identifiant et en mettant en œuvre des solutions viables aux causes profondes des conflits.

Dans le cadre de notre action de consolidation de la paix, nous menons des consultations approfondies dans les endroits où nous travaillons. Les équipes vont au-delà des centres urbains et rencontrent les gens là où le conflit se déroule et se fait sentir, dans les villages et sur les couloirs de bétail.

### Méthodologie

Ce rapport est basé sur des données récoltées et analysées grâce à une méthode de recherche quantitative et qualitative, accompagnée par un exercice de cartographie des infrastructures pertinentes. Cette consultation a impliqué 785 personnes :

- 493 dans des groupes de discussion et 292 par le biais de questionnaires individuels ;
- 229 femmes et 556 hommes ;

Concordis travaille en RCA depuis 2015 et notamment dans la préfecture de l'Ouham Pendé depuis 2018 grâce à des financements de l'Union européenne et de UK Aid Direct.

Une évaluation indépendante d'un programme achevé en 2021 a conclu que Concordis a fait preuve « d'une grande maîtrise de la résolution des conflits et de l'engagement des parties prenantes ». Elle conclut : « Le projet a eu un fort impact et une valeur ajoutée significative sur la cohésion sociale, la résilience, le développement économique local et la gouvernance. Les changements d'attitude et de comportement entre agriculteurs et éleveurs dans les zones de projet ont été largement démontrés. (...) Mis en œuvre dans un contexte extrêmement complexe, le projet a fait preuve d'une excellente flexibilité et d'une grande capacité d'adaptation et est donc resté très pertinent tout au long de la période du projet ».

<sup>4</sup> Ce rapport et d'autres similaires peuvent être consultés à l'adresse suivante : <https://www.concordisinternational.com/centralafricanrepublic>

- 371 de la population sédentaire (47%) et 414 éleveurs (53%) dont 183 transhumants étrangers<sup>5</sup> et 231 semi-nomades ;
- Les 292 questionnaires individuels comprenaient 51 transhumants étrangers, 91 semi-nomades et 150 agriculteurs. 98 participants étaient des femmes.

L'équipe de Concordis était composée de trois chargés de programme, d'un chargé de programme principal et d'un gestionnaire de programme. L'association GDAP (Groupement pour le développement agro-pastoral) a aussi participé à la récolte de données.

L'équipe a recouru à une combinaison d'entretiens avec des informateurs clés, de questionnaires individuels et de groupes de discussion pour constituer des ensembles de données quantitatives et qualitatives.

Celles-ci ont été utilisées pour glaner une compréhension nuancée de la dynamique du conflit, désagrégée par sexe, âge, ethnicité et lieu, et pour comprendre les opportunités qui existent pour construire la cohésion sociale et la prospérité économique, pour un bénéfice mutuel.

Par la même occasion, l'équipe a géolocalisé et cartographié les infrastructures liées à la transhumance qui étaient présentes, cassées ou signalées comme étant nécessaires.

142 éléments d'infrastructure ont été identifiés, enregistrés, géolocalisés et photographiés.

L'équipe a produit une série de cartes pour analyser les résultats, notamment en superposant la cartographie de la dynamique des conflits aux cartes des infrastructures présentes, absentes ou endommagées. Ces cartes combinées ont été employées afin de démontrer où et quelles infrastructures devraient être fournies en priorité, en vue de s'attaquer aux moteurs du conflit et de promouvoir une cohésion sociale durable.

La méthodologie est détaillée en annexe.

*Nota Bene sur la structure cartographique : dans la mesure où seules les localités visitées par les équipes de terrain sont présentées, les cartes ne sont pas destinées à un usage général mais bien au contexte de la recherche effectuée. Les principales routes et rivières sont indiquées ainsi que les frontières internationales et préfectorales. L'analyse des résultats fait référence aux sous-préfectures de l'Ouham Pendé<sup>6</sup> comme indiqué ci-dessous.*

---

<sup>5</sup> Les transhumants étrangers font traverser une frontière internationale à leur bétail pendant la migration saisonnière. Les semi-nomades déplacent leur bétail à l'intérieur de la RCA pendant la migration saisonnière.

<sup>6</sup> Ce rapport fait référence à l'Ouham Pendé tel qu'il existait avant sa division en 2022 en deux préfectures : Lim Pendé et Ouham Pendé.

## Les sous-préfectures de l'Ouham Pendé<sup>7</sup>



<sup>7</sup> Source: [https://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Ouham-Pende\\_sub-prefectures.png](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Ouham-Pende_sub-prefectures.png)



## Partie 1 : La transhumance dans l’Ouham Pendé

### Contexte historique de la transhumance dans l’Ouham Pendé

Alors que depuis des siècles, les populations de la région déplacent leur bétail en fonction des changements saisonniers de leur environnement, un changement majeur s'est produit dans les années 1920, lorsque l'administration coloniale française a commencé à attirer les bergers Peulhs Mbororo des colonies voisines en Oubangui-Chari, comme la RCA s'appelait à l'époque, pour approvisionner la colonie en viande.<sup>8</sup> Ces premiers bergers transfrontaliers sont arrivés par l'Ouham Pendé, un point d'entrée naturel depuis le Cameroun limitrophe. Depuis lors, ces éleveurs ont trouvé des moyens de coexister, dans un intérêt mutuel, avec les agriculteurs de la région, en échangeant de la viande, du lait et du fumier contre du sel et des produits agricoles tels que le mil, le sorgho, le manioc, les légumes et les arachides.<sup>9</sup>

La gestion des conflits a également joué un rôle essentiel dans cette relation. Les conflits sont inévitables lorsque, par exemple, une vache s'éloigne de son troupeau la nuit et piétine les champs qu'un agriculteur local avait cultivés et dont les produits étaient une source de survie.

Une tentative formelle de réduire ces conflits a été établie dans les années 1960 par la ségrégation des terres, en créant des districts administratifs ou des communes (communes d'élevage) dans lesquels seul le pastoralisme est autorisé.<sup>10</sup> Il existe un débat sur la question de savoir si ce zonage est toujours adapté, ou même s'il n'a jamais été pleinement respecté.

Par le passé, les relations entre éleveurs et agriculteurs étaient plus interdépendantes, comme en témoignent les interactions significatives entre les groupes de subsistance, avec le partage du travail, le commerce mutuel, la location de bœufs pour le labourage, le pâturage du bétail sur les jachères et les chaumes des cultures, et la fumure des terres cultivées. Les relations entre les éleveurs transhumants et les communautés sédentaires sont particulièrement tendues depuis les violences de 2012 et le coup d'État qui a suivi.<sup>11</sup> Poussée par des revendications de négligence et de marginalisation dans les zones frontalières du nord, en particulier parmi les communautés musulmanes, la rébellion de la Séléka a été considérée comme visant les groupes ethniques chrétiens ainsi que les institutions gouvernementales. En réaction, d'anciennes forces de police et des communautés sédentaires ont formé des groupes d'autodéfense locaux qui se sont transformés en groupe armé Anti-Balaka, qui, à son tour, a commencé à cibler les communautés musulmanes, affirmant qu'elles avaient soutenu ou permis les attaques de la Séléka.<sup>12</sup> Cette situation a entraîné une fuite à grande échelle des groupes musulmans de la région, y compris la plupart des éleveurs, commerçants et collecteurs de diamants Peulhs, laquelle a eu un impact important sur les

---

<sup>8</sup> J.B. Suchel, "Élevage des Bovins en République Centrafricaine", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, Paris, 1967, pastoralism 137. Cela concerne le sous-groupe des legnols de Mboro (Wodaabe, Djaafun, Danedji, Oudda), qui étaient eux-mêmes intéressés à éviter le poids des taxes et des contrôles ailleurs.

<sup>9</sup> J. Boutrais, "Éleveurs, bétail et environnement", dans : C. Blanc-Pamard et J. Boutrais (ed.), *Dynamique des systèmes agraires : à la croisée des parcours : pasteurs, éleveurs, cultivateurs*, Paris : ORSTOM, 1994; Landais et Loste 1990; B. Bonnet et al., *Contribution à la relance du dialogue local à Berberati*. Paris : IRAM, 2017 ; FAO-DRC-CRS, *Situation de la transhumance et étude socioanthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République centrafricaine*, mars 2015, p. 9.

<sup>10</sup> B. Bonnet et al., *Contribution à la relance du dialogue local à Berberati*. Paris : IRAM, 2017.

<sup>11</sup> J.R. Betabelet, A.M. Ababa, et I. Tidjani, 'Élevage bovin et conflits en Centrafrique', *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 2015, 68(272), pp. 557-575 ; G.F. Ankogui-Mpoko et T. Vircoulon, 'La transhumance en Centrafrique : Une analyse multidimensionnelle'. Bangui: European Union-Fond Bekou/Landell Mills, 2018.

<sup>12</sup> Conciliation Resources, 'Perspectives of non-state armed groups in the Central African Republic', *Conciliation Resources*, 2017.

mouvements du bétail et le commerce.<sup>13</sup> Les chiffres du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) montraient à l'époque que 540 000 personnes furent chassées du pays et 690 000 autres déplacées en son intérieur. L'Ouham Pendé a été profondément touchée.

Alors que le soulèvement a mis un peu plus de cent jours pour renverser François Bozizé, le nouveau gouvernement a eu du mal à exercer son autorité politique ou à fournir des services en dehors de la capitale. Dans ce vide, d'autres groupes ont émergé, notamment Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R), créé pour assurer la protection des éleveurs Peulhs transhumants dans un contexte d'incidents violents persistants ayant fait des morts<sup>14</sup> ; deux groupes de l'ex-Séléka, le Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC) et le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) ; et Révolution et Justice (RJ), qui s'est ensuite divisé en deux factions, RJ Sayo et RJ Belanga. 3R s'est depuis imposé comme le groupe dominant dans le nord-ouest, bien que sa légitimité politique ait été fortement érodée suite à des accusations de crimes de guerre, notamment le massacre de 46 civils non armés dans l'Ouham Pendé en mai 2019.<sup>15</sup>

Exerçant une autorité politique de facto dans les régions qu'ils contrôlent, ces groupes ont encouragé les éleveurs de l'autre côté des frontières de la RCA à venir exploiter les terres précédemment occupées par ceux qui avaient fui ou perdu leur bétail pendant la crise. Des éleveurs tchadiens, dont certains avaient été associés au banditisme, phénomène communément appelé zargina ou zaraguina<sup>16</sup>, se sont installés dans les pâturages libérés. Souvent appelés localement "transhumants étrangers", ces éleveurs semblent, en partie, originaires de la région du lac Tchad, où la transhumance saisonnière a été perturbée par Boko Haram, les opérations militaires et les mesures de sécurité, notamment la fermeture des frontières et le harcèlement des autorités publiques.<sup>17</sup> Certains de ces éleveurs, souvent bien armés, ont fait fi des routes de transhumance établies pour éviter les conflits, saccagé les champs et brûlé des villages en conflit avec les communautés locales sur leur chemin.

Ces exactions ont rendu les communautés sédentaires craintives et défensives à l'égard des éleveurs transhumants de manière plus générale, avec des répercussions sur les éleveurs actifs dans la région depuis de nombreuses années, ainsi que sur ceux qui, confrontés à divers éléments incitatifs dans leur contexte d'origine, pourraient chercher à s'installer en RCA, ou du moins à mener la migration saisonnière de leurs troupeaux de manière pacifique et bénéfique pour les parties prenantes de l'économie transhumante. En 2018, 3R a signé des accords avec d'autres groupes armés, aboutissant à un arrêt temporaire des confrontations armées, permettant aux éleveurs qui avaient fui les combats de revenir prudemment dans l'Ouham Pendé. Au-delà des communautés sédentaires et des pasteurs transhumants,

---

<sup>13</sup> Food and Agricultural Organisation, Danish Refugee Council, Catholic Relief Services, 'Situation de la transhumance et étude socioanthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République Centrafricaine'. Bangui: Rapport Conjoint de Mission FAO-DRC-CRS, 2015 ; P. Schouten and S.P. Kalessopo, 'Politics of pillage: The political economy of roadblocks in the Central African Republic'. IPIS, 2019.

<sup>14</sup> Dans son essai, "Écosystème des groupes armés en Centrafrique," Thierry Vircoulon observe, 'Le mouvement 3R dirigé par le Peul Sidiki dit avoir trois priorités : protéger la communauté peul et mettre fin à la discrimination dont elle est victime ; le retour des personnes déplacées ; mettre en place des règles régissant la transhumance' (Vircoulon, 2020, p. 20).

<sup>15</sup> Human Rights Watch, "Central African Republic: Armed Group Kills 46 Civilians", 18 juillet, 2019.

<sup>16</sup> C. Seignobos, 'Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun'. *Afrique Contemporaine*, 2011, 239(3), pp. 35-59.

<sup>17</sup> Ils avaient été accueillis à Logone (Cameroun) et à Zinder (Niger), mais ces régions sont rapidement devenues trop peuplées et ils ont été forcés de trouver d'autres routes de migrations alternatives. C'est pour cela que nombreux d'entre eux ont progressivement continué leur transhumance vers le sud jusqu'à la frontière entre la Centrafrique et le Tchad et dans l'Ouham Pendé et l'Ouham. C. Rangé, "Insécurité dans la région du Lac Tchad : où en est le pastoralisme et comment penser son développement ? ", FAO-CIRAD, mars 2018, pp. 2-3.

l'Ouham Pendé et l'Ouham occidental accueillent également des pasteurs semi-sédentaires, dont un grand nombre sont revenus récemment après avoir fui pendant la crise. Certains des éleveurs venant du Tchad sont en effet des éleveurs centrafricains déracinés en raison du conflit.<sup>18</sup>

Au cœur de ces relations complexes et fragiles, une nouvelle vague d'élevage transhumant est née dans le nord de la RCA ces dix dernières années : des jeunes bergers engagés, voyageant sans famille, souvent armés et à la tête de larges troupeaux. De nombreuses communautés sédentaires ont déclaré se sentir en danger face à ces bergers, dont le bien-être de leur propre famille n'est pas en cause en cas de conflit et dont la sagesse des membres plus âgés de la famille ou d'un ardo<sup>19</sup> ne peut être sollicitée. Leur présence crée une dynamique très différente des modes de transhumance plus traditionnels.

En raison de leurs frontières avec le Tchad et le Cameroun – pays abritant d'importantes communautés pastorales et confrontés aujourd'hui à des bouleversements rapides – l'Ouham Pendé et l'Ouham continueront d'être un pivot pour la transhumance. Ils constituaient en effet un élément clé du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix 2017-2021 du gouvernement centrafricain et demeurent centraux pour la transhumance saisonnière du bétail.

### **Le potentiel de transhumance pacifique dans l'Ouham Pendé**

Préfecture la plus au nord-ouest de la RCA, à la frontière du Tchad et du Cameroun, l'Ouham Pendé se compose de six sous-préfectures et de 23 communes. Les sous-préfectures regroupent Bozoum, qui compte cinq communes, Paoua, qui en compte huit, et Bocaranga, qui en compte trois. L'Ouham Pendé abrite environ 435 000 habitants permanents sur une région de 32 100 km<sup>2</sup>. Outre les communautés sédentaires, de nombreux éleveurs semi-sédentaires et transhumants vivent également dans l'Ouham Pendé durant une grande partie de l'année, même si leurs nombres sont difficiles à estimer.

La violence permanente a bouleversé les modèles traditionnels d'élevage, miné le commerce et endommagé les relations mutuellement bénéfiques qui ont longtemps permis une transhumance pacifique. Alors que l'année 2020 a été largement considérée comme une année plus paisible pour la transhumance que les années précédentes, l'année 2021 fut marquée par une recrudescence de violence, en particulier dans les parties nord-ouest de l'Ouham Pendé, ainsi que dans l'ouest de l'Ouham, et ce même si les groupes sédentaires et transhumants continuent de s'engager les uns avec les autres par le biais du commerce et des événements sociaux.

Pourtant, l'élevage et l'agriculture saisonniers peuvent offrir des systèmes de production mutuellement bénéfiques.<sup>20</sup> Les éleveurs sont conscients de leur dépendance vis-à-vis des communautés locales pour certains produits. Les communautés sédentaires sont sensibles aux avantages que les éleveurs peuvent apporter en tant qu'acheteurs de leurs produits et en tant que vendeurs de viande, de lait et, du fait de leur mobilité sur de longues distances, d'importantes fournitures secondaires, notamment des produits manufacturés. Ces deux systèmes de production sont en mesure de coexister si des accords clairs sont conclus : les éleveurs peuvent pâturer les terres agricoles en jachère et les fertiliser au profit des agriculteurs, tout en fournissant des bœufs pour la traction. Cette collaboration peut faire de la

---

<sup>18</sup> Données venant des entretiens. Voir aussi L. Archamnaud & I. Tidjani, , "Étude des réalités agricoles et pastorales en Ouham", Londres/Bangui : UKAid/Action contre la Faim/DRC/Solidarités, 2016.

<sup>19</sup> Un ardo est le chef sur le terrain d'un groupe ou d'un camp d'éleveurs Peulhs. Tous les groupes d'éleveurs Peulhs ont un ardo qui les représente. L'ardo participe à toutes les décisions prises par le groupe. Les ardos peuvent accepter de voyager ensemble dans des groupes plus importants.

<sup>20</sup> IPIS/Concordis, *Promoting peaceful and safe seasonal migration in northern Central African Republic, Results of consultation with transboundary herders semi-settled herders and settled communities in Ouham Pendé and Western Ouham*, Anvers, décembre 2020, p.70.

transhumance et de l'agriculture arable des systèmes de production mutuellement bénéfiques, en augmentant à la fois les rendements des troupeaux et des cultures, et en renforçant les moyens de subsistance grâce au commerce. Plus généralement, l'interdépendance entre les moyens de subsistance est une base solide pour stimuler l'interaction économique et sociale, rendre les communautés plus résilientes et augmenter le coût d'opportunité de la violence.

La plupart des éleveurs et des sédentaires sont conscients que leurs moyens de subsistance respectifs dépendent les uns des autres. Presque toutes les communautés sédentaires reconnaissent que la transhumance fait partie intégrante de leur économie locale. Nombre d'entre elles se félicitent de la symbiose sociale et économique qui existe depuis longtemps, certaines la décrivant comme "vitale" pour leur bien-être.

### **La transhumance dans l'Ouham Pendé aujourd'hui**

Les communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes visent toutes à assurer leurs moyens de subsistance et leur sécurité, qui, à leurs yeux, sont étroitement liés. Pour les uns, cela signifie préserver la santé de leur bétail ; pour les autres, il s'agit de faire croître des récoltes suffisantes pour la saison suivante ; et pour d'autres encore, il s'agit de diversifier leurs moyens de subsistance et d'avoir de multiples occupations.

Ces activités ne placent pas nécessairement les communautés en concurrence les unes avec les autres. Bien au contraire, elles sont parfaitement conscientes de leur interdépendance économique. Cependant, si les frictions entre les communautés existent depuis les premières transhumances, la situation sécuritaire, l'évolution de la dynamique de la transhumance et l'histoire récente de l'Ouham Pendé et de l'Ouham ont provoqué une rupture des relations et des accords antérieurs ainsi qu'une augmentation des conflits violents.

Par ailleurs, si les communautés sédentaires reconnaissent largement les avantages de la transhumance, bon nombre d'entre elles soulignent que celle-ci ne peut fonctionner harmonieusement que si elle est pratiquée selon des principes et des procédures établis de longue date – et la crise de 2012 et 2013 a marqué une rupture avec ces normes. 60% de la population sédentaire fait état de la destruction continue de leurs champs par les éleveurs transhumants et certains agriculteurs affirment qu'ils plantent moins de cultures, non seulement en raison du constat continu que leurs champs ont été piétinés par le bétail transhumant ou autrement endommagés et leurs cultures détruites ; mais aussi car les éleveurs transhumants sont moins disposés à payer des compensations, en particulier dans les régions où 3R est actif, et les agriculteurs font face à une insécurité physique accrue dans les champs. Par ailleurs, les agricultrices sont particulièrement exposées aux risques de violence sexualisée et tous s'accordent à dire qu'ils craignent que le travail dans leurs champs les expose à des risques de violence.

Avant la crise, de nombreux agriculteurs et éleveurs bénéficiaient de décennies de relations, d'accords et de mécanismes de résolution des conflits soigneusement construits. Les ardos arrivaient avant les troupeaux, annonçant leur présence et demandant la permission de suivre avec le bétail. Les gommiers<sup>21</sup> indiquaient la direction que les troupeaux devaient prendre pour rester sur les couloirs et éviter les champs où les cultures n'avaient pas encore été récoltées. Des comités comprenant des membres du service technique et des représentants des deux communautés allaient inspecter la destruction des cultures et convenaient du niveau de compensation. Cependant, depuis la crise, non seulement les agriculteurs empiètent sur les pâturages (communes d'élevage) et les routes de transhumance, mais les éleveurs empiètent à leur tour sur les terres agricoles. Les équipes chargées des rapports de Concordis ont constaté

---

<sup>21</sup> Les gommiers sont sélectionnés par le maire de la commune parmi la population sédentaire. Ils connaissent la brousse et aident les éleveurs à savoir où aller et ce qu'il faut éviter. Ils collectent également les taxes communales.

que la transhumance commençait avant que les communautés sédentaires n'aient fini de récolter leurs cultures. En effet, la concurrence entre éleveurs pour les ressources naturelles (eau, pâturages) pousse certains d'entre eux à commencer leur voyage plus tôt, et les agriculteurs à laisser leurs cultures dans le sol plus longtemps, au-delà du début habituel du début du cycle de transhumance.

De nouveaux groupes d'éleveurs, dont beaucoup ne connaissent pas les accords et les mécanismes du passé, ont également commencé à exploiter les pâturages de l'Ouham Pendé. Enfin, la présence de groupes armés bouleverse les motivations ainsi que la dynamique de pouvoir au sein des relations autour de la transhumance.

### **Les relations entre communautés sédentaires et transhumantes**

La cohésion sociale entre les groupes sédentaires, semi-sédentaires et transhumants a été considérablement affectée par la crise de 2012/2013 et les perceptions des autres groupes basées sur l'ethnicité restent ancrées. Une minorité non négligeable parmi la population sédentaire et les éleveurs transhumants identifie leurs conflits comme étant liés à un groupe spécifique, bien que la grande majorité ne blâme pas des groupes entiers.

Lors des consultations, plus d'un tiers des personnes interrogées parmi les sédentaires décrivent leurs relations avec les éleveurs comme hostiles et moins d'un tiers comme familiales et/ou amicales, un quart affirmant que les relations sont totalement inexistantes.

Pour beaucoup de sédentaires, les violences subies et perpétrées par les éleveurs ou les groupes qu'ils associent aux éleveurs pendant la crise sont encore trop récentes et restent un obstacle aux bonnes relations avec les éleveurs. Les agriculteurs masculins expliquent qu'ils ont : "peur des transhumants car nous ne sommes pas en sécurité à cause de leurs armes. Avant la crise, nous vivions en paix avec eux, mais après 2013, ils ont rejoint la coalition Séléka afin de nous massacrer." Certains font la différence entre différents types d'éleveurs, en fonction de leurs origines : "Les Mbororo qui vivaient ici avant la crise peuvent revenir, mais les Tchadiens et Soudanais qui ont des armes, ils ne sont pas les bienvenus," insistent les femmes vivant sur l'axe Paoua-Bebingui.

Les personnes sédentaires soulignent également la différence entre les éleveurs transfrontaliers qui voyagent avec leur famille et ceux qui voyagent sans. Les femmes bergères sont systématiquement considérées comme plus intégrées à la population locale et ne font pas l'objet de suspicion. Les éleveurs avec famille, qu'ils soient semi-sédentaires ou transfrontaliers, sont considérés comme cherchant activement à s'intégrer et à être acceptés par la population locale, et la présence de femmes et d'enfants semble très rassurante pour les communautés sédentaires.

Un changement fondamental souvent cité est le passage de la transhumance traditionnelle et familiale à une activité menée par de jeunes hommes armés. Les références à des bergers engagés, jeunes, armés et ne parlant pas sango, venant du Cameroun et du Tchad, sont de plus en plus nombreuses et la peur de ces jeunes bergers armés est un facteur puissant et souvent répété dans la perception de l'autre. Les communautés sédentaires parlent de violence et de menaces de violence, en particulier dans les champs qu'elles cultivent et provenant principalement de la nouvelle vague d'éleveurs transhumants. Dans le même temps, beaucoup plus d'éleveurs sont revenus du Cameroun en 2020 et 2021 avec leurs familles, plutôt que comme jeunes hommes seuls.

Les résultats de la consultation de 2019 montrent que, plusieurs années après la crise de 2012 et 2013, les éleveurs veillent à ne pas blâmer les populations locales pour les violences. Un seul groupe de

transhumants a accusé les jeunes d'un village local de harcèlement.<sup>22</sup> En 2021, les transhumants n'ont pas non plus accusé les communautés sédentaires d'être responsables de la violence : plus de la moitié des éleveurs transhumants ont identifié les groupes armés comme la principale cause d'insécurité et près de la moitié ont fait référence au banditisme.<sup>23</sup>

La cohésion sociale – mesurée par les indicateurs d'interaction lors d'événements sociaux clés – s'est améliorée récemment, malgré le conflit dans le nord-est de la RCA, l'instabilité politique au Tchad et la pandémie mondiale. La participation et la propension à participer, tant des communautés sédentaires que des groupes de transhumants, à deux événements clés de la vie de l'autre communauté – les mariages et les funérailles – ont augmenté de manière significative entre 2019 et 2021. Plus les groupes interagissent socialement, plus ils sont susceptibles de déclarer se sentir en sécurité. Une majorité non négligeable de la population sédentaire ayant participé à des cérémonies de mariage transhumantes a également déclaré se sentir en sécurité.

### **Choix et modification des itinéraires de transhumance**

Les critères utilisés par les groupes de transhumants pour choisir leurs itinéraires et le moment de leur transhumance sont les suivants :

- des pâturages suffisants à leur destination ;
- l'accès à des points d'eau en cours de route ;
- l'accès aux marchés sur la route où ils peuvent vendre le bétail et le lait et faire les achats nécessaires ;
- la qualité du chemin, y compris par exemple l'absence de fossés profonds, où les vaches risquent de se blesser en se cassant une jambe, et de flore toxique ;
- la réduction du risque de présence de mouches tsé-tsé et de moustiques porteurs de maladies ;
- la sécurité, tant pour le bétail que pour les bergers eux-mêmes.

La plupart des couloirs officiels sont restés inchangés, mais les itinéraires réellement utilisés semblent fragmentés et peu clairs, formant un réseau complexe qui suit rarement les itinéraires officiels.

Les éleveurs utilisent maintenant des routes qui n'étaient pas utilisées auparavant : leur présence a été notée sur l'axe Bozoum-Bossempaté et, après l'intervention des membres du groupe consultatif, la présence des éleveurs est maintenant acceptée sur l'axe Ngoutéré-Bilakaré.

Les raisons de cette fragmentation et de ces changements sont les suivantes :

- Les accords qui existaient dans le passé autour des routes et des pâturages ne sont plus couramment respectés par les éleveurs. Les villageois sont très déçus du non-respect du zonage des terres agricoles et des pâturages par les éleveurs, qui eux-mêmes expriment des frustrations similaires.
- Les frontières entre les pâturages et les terres agricoles sont généralement intuitives : cours d'eau et routes principales.<sup>24</sup> Cependant, les éleveurs étrangers, sans connaissance préalable de ces

---

<sup>22</sup> IPIS/Concordis, *Promoting peaceful and safe seasonal migration in northern Central African Republic, Results of consultation with transboundary herders semi-settled herders and settled communities in Ouham Pendé and Western Ouham*, Anvers, décembre 2020, p.46.

<sup>23</sup> Concordis, *Promoting peaceful transhumance in northern Central African Republic: Findings from the 2021 consultations in Ouham-Pendé and western Ouham*, Londres, 2021, p.6.

<sup>24</sup> Source : affirmé lors de divers entretiens avec les autorités locales.

frontières ni les compétences nécessaires en matière de langue, de communication et de négociation, peuvent facilement les franchir.

- De nombreux éleveurs disent qu'ils avaient l'habitude de suivre les routes officielles pour le bétail, mais que celles-ci ont été reprises par des groupes armés qui installent des postes de contrôle et prennent de l'argent. Ceci pousse les éleveurs à chercher de nouvelles routes, souvent plus proches des villages et des routes pour se protéger des forces des FACA/MINUSCA déployées le long des routes principales.
- D'autres éleveurs s'éloignent le plus possible des routes et des villages afin d'éviter les conflits avec les communautés sédentaires.
- Certains éleveurs paient des taxes aux groupes armés – le plus souvent à 3R – qui les autorisent ensuite à paître n'importe où. Certains éleveurs disent se sentir plus en sécurité dans les régions contrôlées par 3R, car il a été démontré que 3R intervient en leur nom dans les conflits avec les agriculteurs.
- Les agriculteurs cultivent des terres fertilisées autrefois utilisées pour la transhumance et le pâturage mais abandonnées pendant les années de crise. Ils ont notamment besoin de plus d'espace pour cultiver et s'adapter aux changements écologiques des zones arides de la RCA. Les équipes chargées des rapports ont noté moins de mentions en 2021 de l'agriculture sur les couloirs de transhumance qu'en 2019.
- Les éleveurs de retour se plaignent du fait que certaines communautés sédentaires ignorent les couloirs de transhumance établis de longue date et cultivent des champs adjacents aux points d'eau historiquement reconnus.
- De nombreux éleveurs qui déclarent que leur zone d'attache se trouve en RCA ont été déracinés et déplacés pendant des années au cours de la crise, soit vers un autre endroit en RCA, soit vers des régions voisines au Tchad ou au Cameroun. Au cours des deux dernières années, ils ont commencé à revenir pour la saison sèche (devenant de facto des éleveurs transfrontaliers) mais affirment qu'ils ne peuvent souvent pas retourner sur les lieux où se trouvaient leurs anciens camps de bétail dans la mesure où ces lieux ont été repris par d'autres éleveurs, sont occupés par des agriculteurs ou inaccessibles pour d'autres raisons. Ils cherchent maintenant des pâturages ailleurs, en terrain inconnu, et sont confrontés aux problèmes et à la méfiance associés aux éleveurs transfrontaliers, au sein de communautés sédentaires avec lesquelles ils n'ont pas encore développé de relations malgré une histoire et une langue communes.

### **Conséquences des modifications des itinéraires de transhumance**

- Les changements apportés aux itinéraires de transhumance laissent toutes les communautés dans l'incertitude : où emmener et où peut-on croiser du bétail, comment rester en sécurité et éviter les conflits, quand le bétail arrivera-t-il près des communautés locales et comment et où s'engager les unes avec les autres afin de conclure de nouveaux accords autour de la transhumance ?
- Les éleveurs déplorent la difficulté à trouver des couloirs clairs : les agriculteurs plantent sur des zones autrefois réservées au bétail et semblent surpris du retour du bétail l'année suivante.
- Les agriculteurs affirment que la "brousse" et les champs éloignés sont devenus plus dangereux à cause des groupes armés et des itinéraires de transhumance plus erratiques des éleveurs<sup>25</sup>. Ce rapport indique que les agriculteurs consacrent moins de temps aux activités agricoles par crainte d'être exposés à la violence dans les champs. Les femmes se sentent exposées à des violences sexuelles de la part d'hommes armés qui se déplacent dans les champs. Les hommes et les femmes rapportent des incidents de viol lorsque les femmes sont seules et incapables de se protéger. [08]

---

<sup>25</sup> Groupe de discussion avec résidents locaux, Benamkor, 21 février 2019.

## Partie 2 : Sécurité et conflits liés à la transhumance

*Les informations sur la sécurité et les conflits autour de la transhumance recueillies au cours de ce projet de cartographie financé par la FAO ont été complétées par les enseignements tirés des consultations de Concordis menées dans l'Ouham Pendé en 2019 et 2021. Cela ne reflète pas toujours les changements plus récents : par exemple dans les opérations, les alliances et même les nomenclatures des groupes armés.*

### **Le rôle de l'État dans la promotion des mécanismes de transhumance en paix**

Dans de nombreuses régions, la prestation de services publics, notamment les services vétérinaires et l'entretien des infrastructures hydrauliques en faveur de la transhumance, a cessé. Si certains services, comme les agents de l'ANDE, reviennent lentement, leur présence ne se fait toujours pas sentir au-delà des grandes villes. Les communautés perçoivent cette situation comme étant à la fois le fruit et la conséquence de l'insécurité, causée au moins en partie par les groupes armés. Les communautés sédentaires signalent un manque d'implication de l'État pour permettre le passage des bergers en toute sécurité pour toutes les communautés et un manque d'application par l'État des réglementations relatives au zonage des terres pour l'agriculture et la transhumance.

Certains groupes armés ont activement cherché à s'approprier des rôles et des prérogatives normalement associés aux autorités de l'État, notamment la sécurité, la résolution des conflits, la fiscalité, la gouvernance des marchés aux bestiaux et l'autorisation de la transhumance transfrontalière. Dans certains endroits, les populations sédentaires déplorent que cette situation ait créé une nouvelle autorité publique considérée comme biaisée en faveur des éleveurs, à leur propre détriment. La consultation de 2019 a montré que 3R avait également empiété sur la commercialisation du bétail, en interdisant aux bouchers et aux commerçants d'accéder directement aux camps de bétail dans certains endroits, et en remplaçant les autorités locales dans le contrôle et l'imposition des taxes sur les marchés de bétail.<sup>26</sup>

Les communautés sédentaires veulent que l'État fournisse et garantisse l'utilisation d'un zonage clair et délimité avec des routes désignées pour les couloirs de transhumance. Les transhumants veulent que l'État veille à ce que les agriculteurs quittent les couloirs de transhumance dès que la récolte est terminée. L'État a également un rôle à jouer dans la sécurité des femmes qui travaillent dans les champs ou qui vivent seules dans les villages, ainsi que dans la création de régions mobiles de camping de nuit pour le bétail, où les animaux sont gardés ensemble et empêchés de s'enfuir dans les champs de cultures.

Ces initiatives pourraient aller de pair avec le redémarrage par la FNEC et d'autres agences techniques d'activités telles que les vaccinations et la prestation de services vétérinaires. La prestation de ces services nécessite de la sécurité.

### **La sécurité autour de la transhumance**

Toutes les communautés définissent la sécurité par rapport aux moyens de subsistance. Les communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes donnent toutes la priorité à la protection de leurs moyens de subsistance et à la sécurité qui, pour elles, sont étroitement liées. La plupart des groupes sédentaires indiquent que c'est le manque de sécurité qui les empêche d'entreprendre des activités de subsistance. Pour les éleveurs, la santé du bétail est impérative : face aux restrictions – qu'elles soient dues au changement climatique, à des conflits ou à des impositions politiques – l'accès à d'autres pâturages sûrs constitue leur principale préoccupation. Les agriculteurs, quant à eux, définissent leur sécurité en termes d'accès aux terres agricoles pour récolter la nourriture nécessaire à leur survie et, idéalement, pour la

---

<sup>26</sup> IPIS/Concordis, *Promoting peaceful and safe seasonal migration in northern Central African Republic, Results of consultation with transboundary herders semi-settled herders and settled communities in Ouham Pendé and Western Ouham*, Anvers, décembre 2020, p.73.



vendre sur le marché. De la même manière que les éleveurs mesurent leur bien-être en fonction de la santé de leurs troupeaux, les agriculteurs incluent la sécurité alimentaire dans leur définition de la sécurité.

La sécurité durable nécessite une approche large incluant la fourniture de services, en particulier l'application des accords de zonage, la vaccination du bétail aux frontières, la réhabilitation des points d'eau et la fourniture de médicaments et d'éducation. La sécurité doit être adaptée à chaque contexte, centrée sur les besoins de ceux qui la requièrent et axée sur la prévention des problèmes actuellement causés par son absence.

On constate une différence notable dans les perceptions déclarées de la sécurité entre les femmes et les hommes. Près de 60% des femmes consultées en 2021 dans l'Ouham Pendé et l'Ouham ont déclaré se sentir en insécurité, contre un peu plus de 40% des hommes. Les plus jeunes sont les plus craintives : près de 70% des jeunes femmes (18-25 ans) estiment que leur situation n'est pas sûre.

Plus de 60% des personnes issues des communautés sédentaires consultées en 2021 ont décrit leur situation actuelle en matière de sécurité comme mauvaise ou très mauvaise. En revanche, moins de 20% des éleveurs transhumants ont décrit leur situation sécuritaire comme mauvaise et aucun ne l'a décrite comme très mauvaise. Cet écart s'est creusé depuis 2019. Les équipes chargées des rapports établissent un lien entre l'insécurité sédentaire et le fait que davantage d'éleveurs viennent désormais avec des armes. Il se peut que les éleveurs transhumants se sentent plus en sécurité en raison d'une baisse des attaques de vengeance à l'encontre des éleveurs dans les zones ne faisant plus l'objet d'un contrôle par les Anti-Balaka. En outre, la cohésion sociale s'est nettement améliorée dans les régions où les deux communautés étaient auparavant séparées, ou dans les zones considérées dangereuses pour les éleveurs. Plus récemment, cependant, la cohésion sociale s'est détériorée avec l'arrivée des forces bilatérales et une augmentation de la stigmatisation qui a entraîné une plus grande distanciation entre les éleveurs et les communautés d'agriculteurs.

Près de la moitié des personnes consultées issues des communautés sédentaires ont déclaré avoir subi des violences, contre un quart des transhumants. Les communautés sédentaires ont décrit des sévices sous la forme de destruction de champs par le bétail (58%), de violences physiques (14%), d'insécurité alimentaire (8%), de viols et d'autres formes de violences sexuelles (7%), de pillages, de rackets et de vols de bétail (7%) et de destructions de maisons, notamment par le feu (6%). Les communautés sédentaires ont également signalé des abus à l'encontre des personnes pratiquant la transhumance. Tous les pourcentages ont baissé, certains de façon notable, entre les consultations de 2019 et celles de 2021.

Les communautés sédentaires accusent les éleveurs transhumants et les groupes armés – de manière plus ou moins égale – d'être responsables de leur insécurité. Tant que les "éleveurs étrangers" seront considérés comme responsables de 90% des destructions de champs, les communautés sédentaires les verront comme l'un des principaux moteurs de l'insécurité. Les équipes chargées des rapports notent qu'en 2019, les généralisations basées sur le comportement d'un individu étaient beaucoup plus nombreuses, et les rapports d'incidents impliquant des actes de violence de la part d'individus issus de groupes ethniques spécifiques suscitaient des commentaires généraux basés sur l'appartenance ethnique du groupe. En 2021, les personnes faisant partie des groupes établis étaient plus disposées à contempler avant d'extrapoler à une ethnie entière.

Lorsqu'invités à énumérer les principaux obstacles à la paix, la plupart des personnes consultées ont fait référence à la situation sécuritaire, les bandits armés et les groupes armés figurant parmi les principaux défis. Près de la moitié de toutes les personnes interrogées dans les communautés sédentaires et d'éleveurs ont mentionné un ou plusieurs groupes armés, notamment 3R ou les groupes Séléka et Anti-Balaka, selon l'endroit. En 2019, les éleveurs ont veillé à ne pas blâmer les populations locales : ils étaient

plus susceptibles d'attribuer le vol ou l'abattage de bétail aux Anti-Balaka et la taxation illégale, le pillage et le racket aux Séléka, RJ et 3R.<sup>27</sup> En 2019, ce sont les bouchers et les femmes sédentaires qui accusent leurs propres jeunes d'attaquer les camps de bétail : "Aujourd'hui, nos jeunes préfèrent piller le bétail plutôt que de travailler dans les champs."

Malgré les niveaux élevés d'insécurité ressentie par les populations locales, celles-ci manifestent une confiance continue et forte dans l'autorité de l'État (et, dans une moindre mesure, dans la MINUSCA) pour assurer leur sécurité. Lors des consultations de 2021, plus de 95% de la population sédentaire et près de 80% des éleveurs transhumants consultés considéraient les FACA comme l'un des acteurs principaux pour assurer la sécurité et maintenir la paix et appelaient à sa réhabilitation en tant que gardien de la sécurité. Les populations sédentaires ont reconnu que les patrouilles de la MINUSCA et des FACA avaient rétabli la paix le long des routes principales. Dans toutes les communautés, une proportion non négligeable a également mentionné le rôle des autorités locales telles que les maires et les chefs de village dans le maintien de la paix, certains expliquant même l'importance des FACA et de la MINUSCA comme renforçant leur autorité.

La volonté d'une réhabilitation urgente de l'autorité de l'État était largement répandue parmi les communautés sédentaires et les éleveurs transhumants. Celle-ci nécessiterait la fourniture de services – des vaccinations aux postes frontières pour le bétail entrant en RCA, jusqu'aux enseignants et à la fourniture de médicaments.

Depuis 2021, les attitudes envers les FACA semblent avoir changé en raison de la guerre entre les FACA et la Coalition patriotique pour le changement (CPC). Ce changement n'est pas lié au fait que les FACA mènent une guerre active contre des éléments de la CPC, mais plutôt à leur collaboration apparente avec les forces de sécurité internationales (FSI). Ces dernières ont été accusées d'avoir changé de comportement, se montrant plus brutales non seulement envers les éleveurs mais aussi envers la population de la RCA en général. Elles semblaient également bénéficier d'un haut niveau d'impunité, profitant de celle-ci pour taxer les éleveurs et, dans certains cas, emprisonner ou commettre des actes de violence à l'encontre de personnes soupçonnées d'infractions, sans craindre de répercussions en cas de fausses déclarations. Depuis peu, la situation s'est améliorée, les dirigeants ayant vraisemblablement compris qu'un tel comportement ne pouvait plus durer.

Lors des consultations de 2021, moins de 3% des membres des groupes sédentaires et transhumants ont identifié les groupes armés comme le meilleur acteur pour garantir leur sécurité. Bien que 3R ait revendiqué comme seul objectif la protection des éleveurs contre les attaques, la plupart des groupes armés semblent avoir abandonné leur identité initiale de groupes de défense communautaire (le RJ et les autres Anti-Balaka sont généralement issus des agriculteurs, et 3R des éleveurs), et se consacrent plutôt à la recherche de rentes auprès des éleveurs de bétail qu'ils étaient censés protéger.

### **L'érosion des mécanismes locaux de résolution des conflits**

Il existe une corrélation entre la présence de mécanismes de résolution pacifique des conflits, la sécurité et la qualité des interactions avec "l'autre". Les personnes qui se sentent moins en sécurité ont tendance à avoir moins d'interactions économiques. Cela peut avoir des répercussions sur leurs moyens de subsistance, et elles ont tendance à moins accepter les interactions sociales.

---

<sup>27</sup> IPIS/Concordis, *Promoting peaceful and safe seasonal migration in northern Central African Republic, Results of consultation with transboundary herders semi-settled herders and settled communities in Ouham Pendé and Western Ouham*, Anvers, décembre 2020, p.46.

Lorsque nous avons demandé aux communautés ce qu'elles jugeaient nécessaire au déroulement pacifique de la transhumance, il a été largement admis qu'un mécanisme de résolution des conflits sur le partage des ressources naturelles – dans le contexte de l'Ouham Pendé, essentiellement le partage des terres et des sources d'eau – ainsi qu'un autre mécanisme permettant d'informer les communautés locales de l'arrivée des bergers, constituaient des priorités absolues.

Auparavant, les éleveurs réglait leurs différends en s'adressant aux autorités locales, comme le maire. Depuis la crise de 2012 et 2013, les accords à l'amiable sont menacés, les acteurs gouvernementaux n'étant plus en mesure de faire office de garant final pour faire respecter les mesures convenues. La consultation de 2019 a révélé que le règlement traditionnel des litiges organisé par les autorités locales s'est complètement effondré,<sup>28</sup> et près de 40 % de la population sédentaire a déclaré ne pas avoir cherché de médiation pour des litiges survenus au cours des deux années précédentes.<sup>29</sup> Les constatations faites en 2021 ont confirmé ces observations.<sup>30</sup>

À la place des autorités traditionnelles, de nouveaux acteurs ont commencé à être impliqués dans le règlement des différends, notamment la MINUSCA, les FACA, les groupes armés et les autorités supérieures de l'État. La consultation de 2019 a révélé que de nombreux éleveurs transfrontaliers qui ont payé des taxes à 3R se réfèrent également au groupe pour la résolution des conflits, contournant ainsi les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, bien qu'il s'avère que cela soit à la demande du groupe armé plutôt qu'une préférence exprimée par les éleveurs.

Si les mécanismes traditionnels de gestion des conflits perdent de leur popularité parmi les communautés sédentaires, en partie à cause des groupes armés qui supplantent les autorités traditionnelles et qui sont perçus comme ayant un parti pris pour les éleveurs, les Chefs de village, eux, demeurent reconnus par de nombreux membres des groupes transhumants et sédentaires comme des intermédiaires fiables. Par ailleurs, on constate une réelle réceptivité aux nouveaux mécanismes de résolution des conflits. Les groupes de conseil mis en place après la consultation de Concordis en 2019 ont ainsi été largement reconnus pour leur travail de prévention des conflits, en sensibilisant les groupes aux besoins pratiques de chacun et en adoptant une approche collaborative lorsque des conflits surviennent.

Lors des consultations de 2019 et de 2021, les éleveurs ont estimé qu'ils étaient plus enclins que les populations sédentaires à essayer de régler un problème à l'amiable : les résultats des consultations de 2019 ont montré que cette option n'était pas considérée comme viable par les populations sédentaires, qui affirment qu'on ne peut pas faire confiance aux éleveurs pour maintenir des accords à l'amiable, surtout s'ils portent des armes.<sup>31</sup>

---

<sup>28</sup> Dans les enquêtes, 131 incidents ont été déclarés par 98 personnes interrogées au cours des deux dernières années. 14 transhumants et 84 personnes interrogées parmi les populations sédentaires ont déclaré un incident conflictuel au cours des deux dernières années. 8 transhumants et 25 personnes interrogées des populations sédentaires en ont déclaré un de plus. Au total, 22 incidents ont été déclarés par les transhumants et 109 par la population sédentaire.

<sup>29</sup> IPIS/Concordis, *Promoting peaceful and safe seasonal migration in northern Central African Republic, Results of consultation with transboundary herders semi-settled herders and settled communities in Ouham Pendé and Western Ouham*, Anvers, décembre 2020, p.67.

<sup>30</sup> Concordis, *Promoting peaceful transhumance in northern Central African Republic: Findings from the 2021 consultations in Ouham-Pendé and western Ouham*, Londres, 2021, p.66.

<sup>31</sup> IPIS/Concordis, *Promoting peaceful and safe seasonal migration in northern Central African Republic, Results of consultation with transboundary herders semi-settled herders and settled communities in Ouham Pendé and Western Ouham*, Anvers, décembre 2020, p.68.

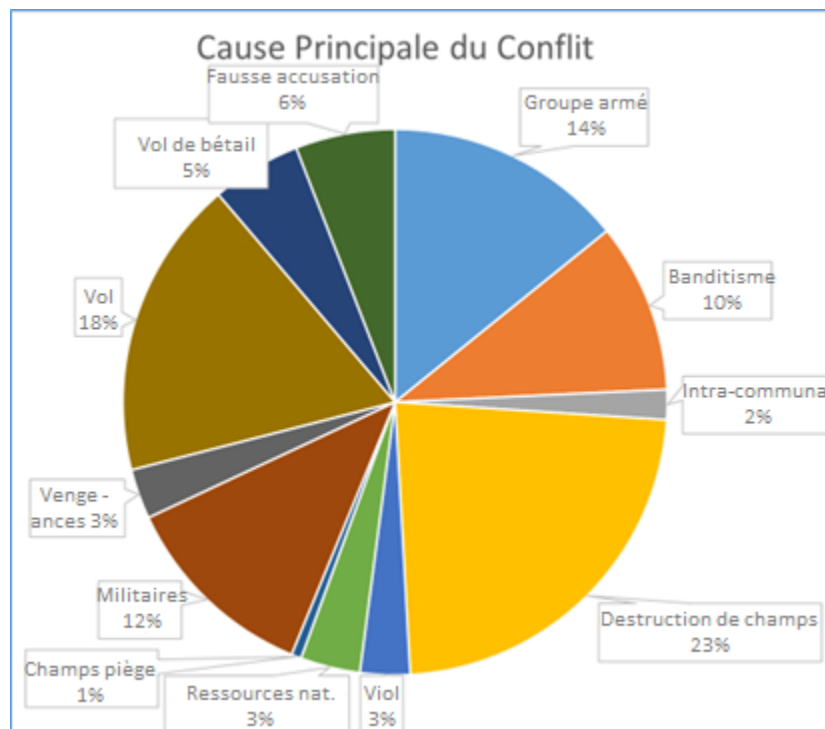
Le succès de tout mécanisme de résolution des conflits est généralement considéré comme dépendant davantage des personnalités impliquées que de la station ou du rôle de ces personnalités.

### Cartographie de la sécurité et des conflits dans les localités visitées

De nombreuses dynamiques de conflit en RCA tournent autour de la gouvernance de la transhumance – propriété des animaux, accès aux pâturages, formes payantes de "protection" et taxation des couloirs de bétail. En raison de la valeur concentrée dans le bétail, le bétail est devenu un prix convoité dans le conflit.<sup>32</sup>

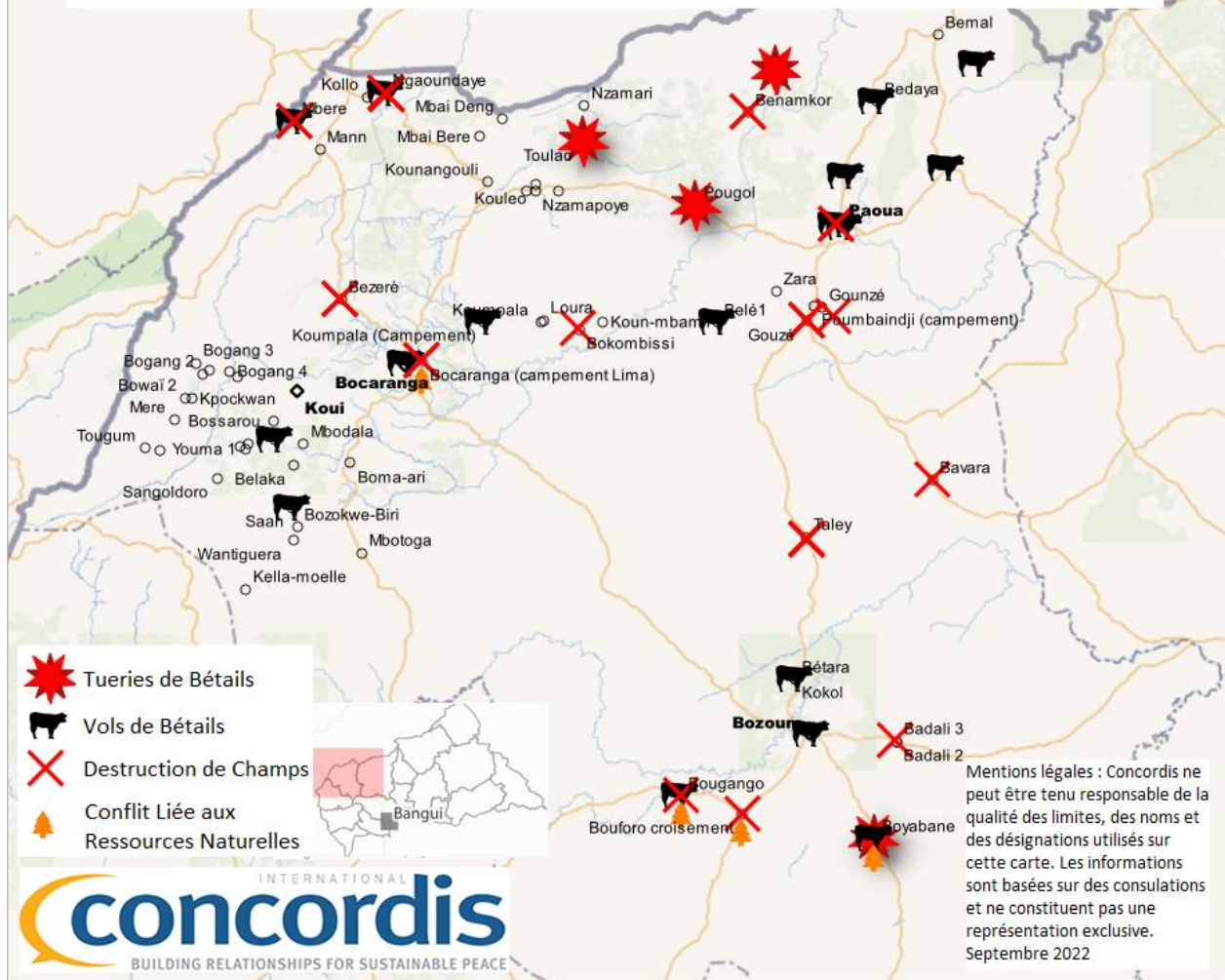
Dans l'Ouham Pendé, les doléances et rancœurs sont exprimées à l'encontre de groupes et définies par leur mode de vie – éleveur ou agriculteur – plutôt que par leur ethnicité ou leur religion. On note une absence remarquable de références à l'ethnicité ou à la religion lorsqu'il s'agit de parler de problèmes avec d'autres communautés.

Pour la plupart des personnes interrogées, leurs principales doléances concernent la destruction des cultures, le vol de bétail, les taxes illégales et les fausses accusations. Les éleveurs mettent l'accent de manière disproportionnée sur la taxation illégale comme principal fardeau, suivie de près par le vol de bétail et le massacre de bovins. La taxation illégale est largement attribuée aux groupes armés ainsi qu'aux FACA. On constate ainsi deux moteurs de conflit : les effets physiques de la transhumance sur les cultures et des actions contre le bétail, et les attaques contre les individus par 3R, les FACA et les bandits.

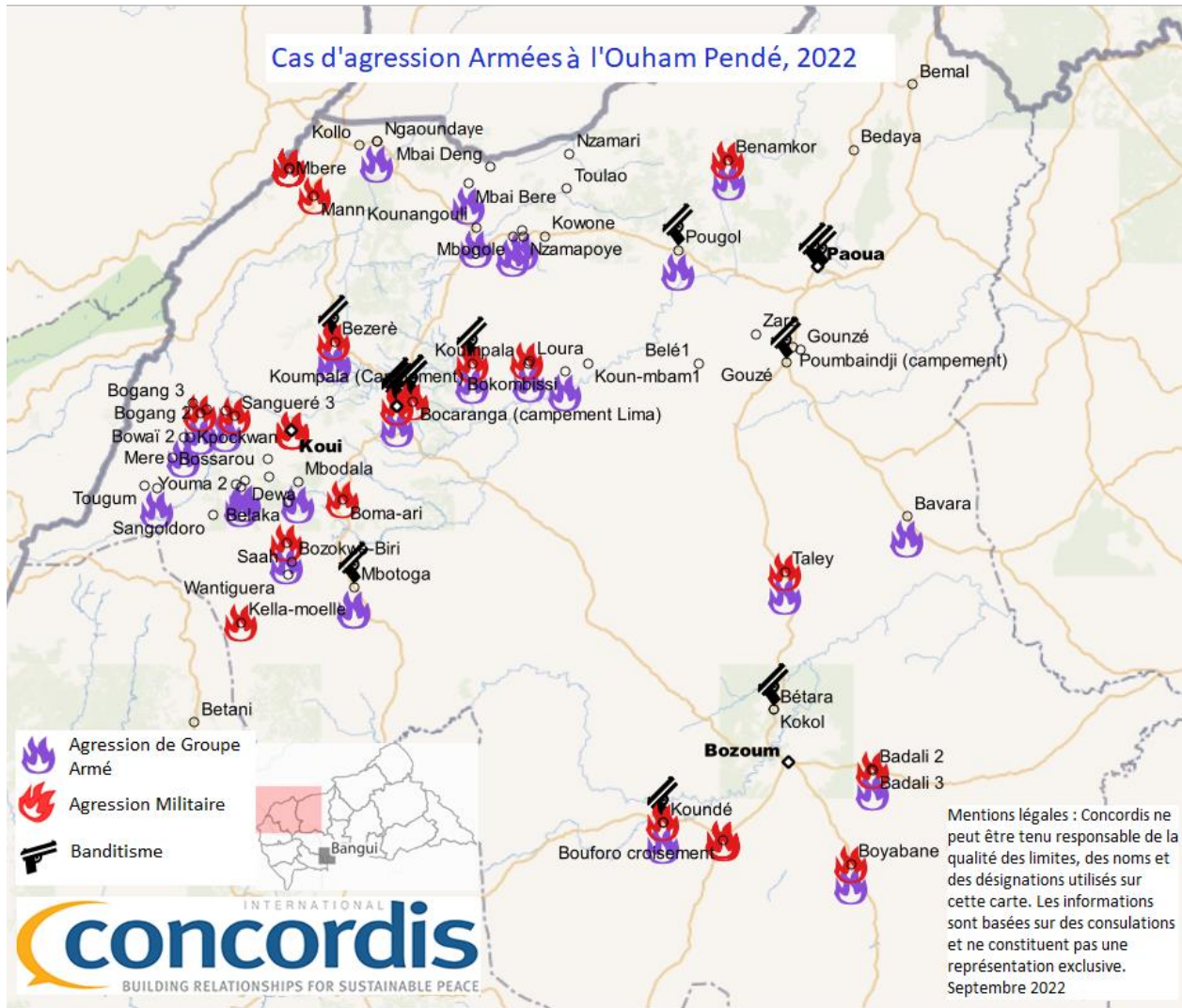


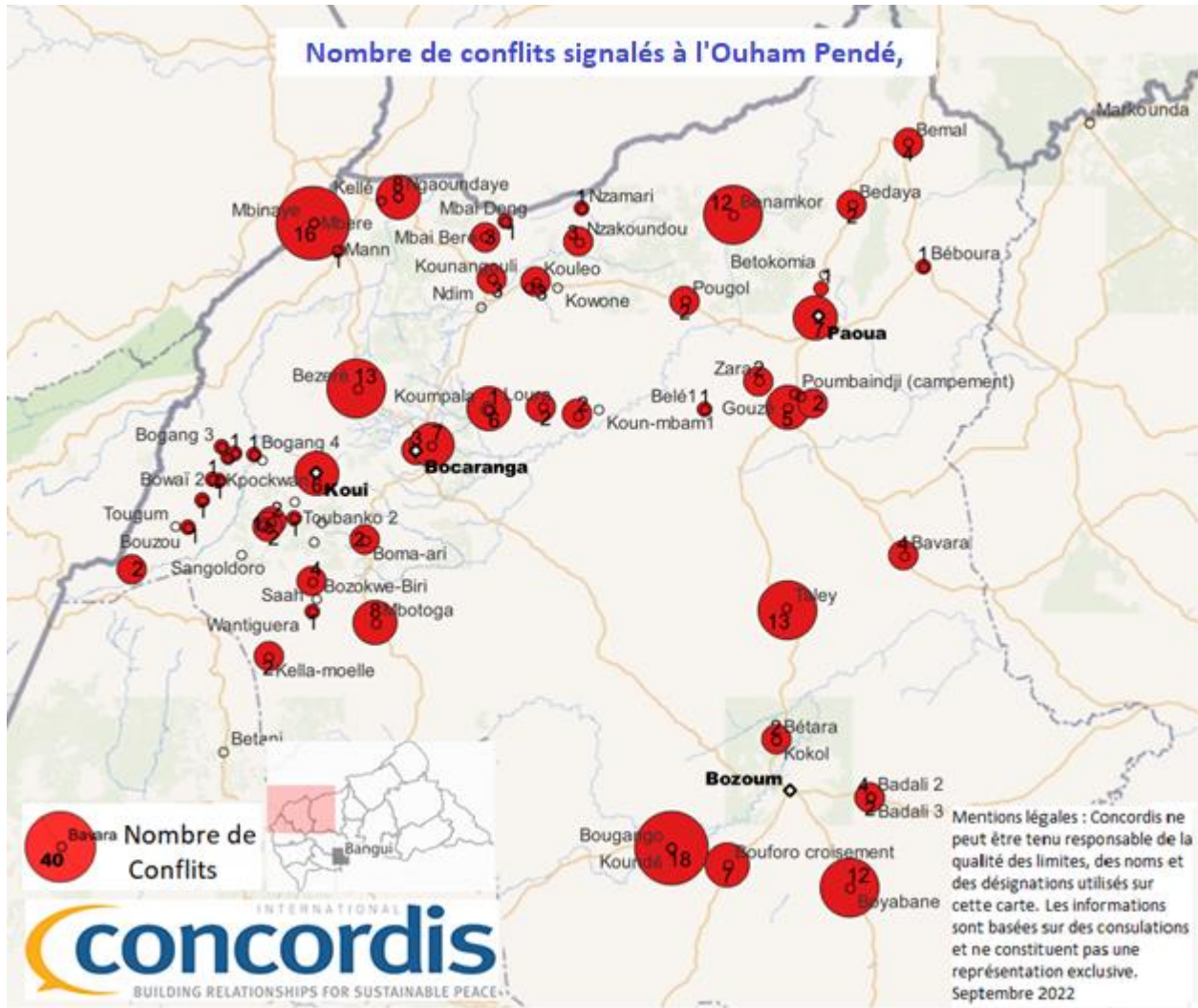
<sup>32</sup> Cf. P. Schouten & S.-P. Kalessopo, *The Politics of Pillage: the political economy of roadblocks in the Central African Republic*, 2017. Copenhague/Antwerp : DIIS/IPIS ; IPIS/DIIS, *Central African Republic: a conflict mapping*, 2018 ; L. de Vries, "Navigating violence and exclusion: The Mbororo's claim to the Central African Republic's margins", 2020. *Geoforum*, 109, pp.162-170.

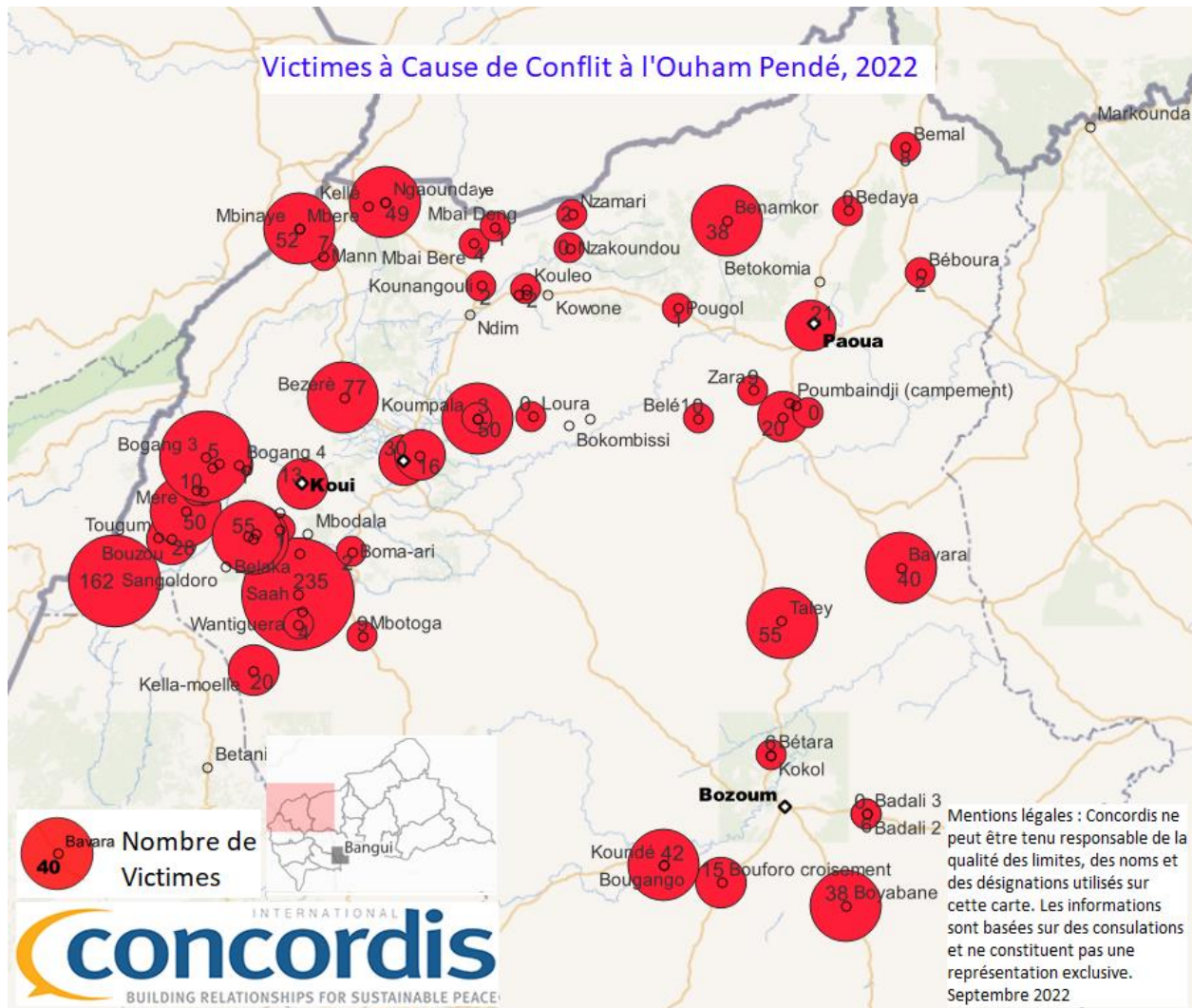
## Instances de Conflits Directement Liées à la Transhumance à l'Ouham Pendé, 2022



## Cas d'agression Armées à l'Ouham Pendé, 2022







### Conflit et transhumance

Le vol de bétail et la destruction des champs suivent des routes de transhumance connues, y compris un axe important qui va du sud du Tchad à travers Bemal, Paoua, Gouzé et Bavara. Cette carte fait clairement état d'une corrélation non négligeable entre le vol de bétail et la destruction des champs, indiquant qu'il ne s'agit pas nécessairement d'un cycle de rétribution mais plutôt d'un résultat de la transhumance elle-même. La destruction des champs étant la principale cause de conflit, les personnes interrogées ont souvent appelé à un dialogue plus soutenu entre les éleveurs et les agriculteurs afin que la transhumance puisse être organisée plus efficacement. Comme indiqué précédemment, les deux partis comprennent et visent la relation mutuellement bénéfique qui est possible pendant la transhumance.

### La violence armée

Un développement récent concerne le massacre ciblé du bétail par les forces des FACA, par exemple à Mbali, près de Pougol, où les troupes du gouvernement ont ouvert le feu sur les éleveurs, provoquant leur fuite et la perte de 750 têtes de bétail. L'objectif déclaré de 3R de protéger les éleveurs transhumants dans le cadre du conflit a suscité des soupçons à l'encontre des éleveurs, accusés de servir d'unités de



reconnaissance et d'auxiliaires pour monter des embuscades contre les forces gouvernementales. Les éleveurs qui se déplacent dans la brousse sont souvent armés pour leur propre protection, ce qui éveille les soupçons, et ils se méfient des interrogations des troupes des FACA en patrouille, entraînant des rencontres tendues qui débouchent parfois sur des échanges de tirs. En outre, les personnes interrogées ont indiqué que les contractants militaires Russes ne distinguaient pas les bergers des 3R.

En comparant les cartes montrant les agressions armées et les victimes, on constate que la violence est plus importante dans les régions où il y a une présence à la fois de groupes armés et des FACA : peu étonnant, dans la mesure où la probabilité d'une confrontation militaire est plus élevée. De plus, cette situation renforce la probabilité que les éleveurs soient accusés de combattre pour 3R dès lors qu'ils sont activement présents dans la région, comme c'est le cas le long de la frontière occidentale, de la frontière centrale nord et dans le sud-est. La cartographie des victimes de conflits révèle que la plus forte concentration se trouve principalement dans ces régions, dans la sous-préfecture de Kouï et dans le sud-est. En ce qui concerne la préfecture de Kouï, il est tout à fait plausible que l'intensité choquante des combats et le harcèlement des civils soient liés au trafic d'armes à travers la frontière avec le Cameroun, lequel lutte également contre des groupes armés tels que Boko Haram dans l'Extrême-Nord, et contre la crise Anglophone, créant ainsi un "triangle du commerce des armes".<sup>33</sup> Dans le cas du Sud-Est, 3R contrôle les zones minières autour de Taley, provoquant ainsi des affrontements plus nombreux autour de ces ressources précieuses.

A la frontière nord, la carte indique une grande variation des cas de conflit et du nombre de victimes, avec le nord-ouest tenu par le gouvernement (près de Ngaoundaye) qui connaît peu de cas de violence armée mais de nombreuses victimes ; le centre tenu par 3R avec peu de victimes rapportées, et des cas de réquisitions rebelles sur les villageois ; et le nord-est tenu par le gouvernement où la violence est fortement concentrée autour de Benamkor. L'absence de groupes armés et l'existence d'une présence militaire dans et autour de Bemal et sur les couloirs voisins expliquent le faible niveau historique et actuel de conflit et d'agression armée. Selon certains rapports, les FACA et 3R s'adonnent à une taxation illégale, et la question de la double taxation du côté tchadien et centrafricain de la frontière incite fortement les éleveurs à échapper aux autorités – ce qui peut conduire à des accusations et à des conflits.

### **Violence basée sur le genre – prévalence et prévention**

Les facteurs ayant nui à la transhumance pacifique en RCA ces dernières années sont pour la plupart des facteurs favorisant en même temps l'augmentation des incidents de violence basée sur le genre (VBG). Il s'agit notamment de l'instabilité politique, de la présence de groupes armés et des pressions liées au changement climatique. Plus précisément, comme détaillé ci-dessus, ces facteurs ont engendré la destruction ou la dégradation des infrastructures agropastorales existantes : bureaux et agences des institutions étatiques, routes désignées pour le bétail, pâturages, points d'eau, marchés aux bestiaux, parcs, terres agricoles, centres de santé et vétérinaires.

L'absence de tous ces éléments constitue un facteur aggravant du conflit généralisé autour de la transhumance dans la préfecture de l'Ouham Pendé et contribue aux conditions d'une augmentation des incidences de VBG. Lors de l'interrogation sur la VBG, les questions étaient posées de manière à s'assurer que les gens savaient sur quel type de comportement et d'incidents ils étaient interrogés, notamment :

1. Le déni de ressources : un mari qui n'autorise pas sa femme à vendre au marché, à aller travailler ou à exercer toute activité susceptible de lui rapporter de l'argent ;
2. Le mariage forcé des enfants ;

---

<sup>33</sup> M.T. Nwati, "The Anglophone Crisis: The Rise of Arms Trafficking and Smuggling, its Effects on the Two English Regions of Cameroon Morgan Tebei Nwati", *Advances in Applied Sociology*, 11(1), janvier 2021.

3. Torture ou autres violences physiques ;
4. Torture ou autre violence psychologique ;
5. Violence sexuelle ;
6. Viol.

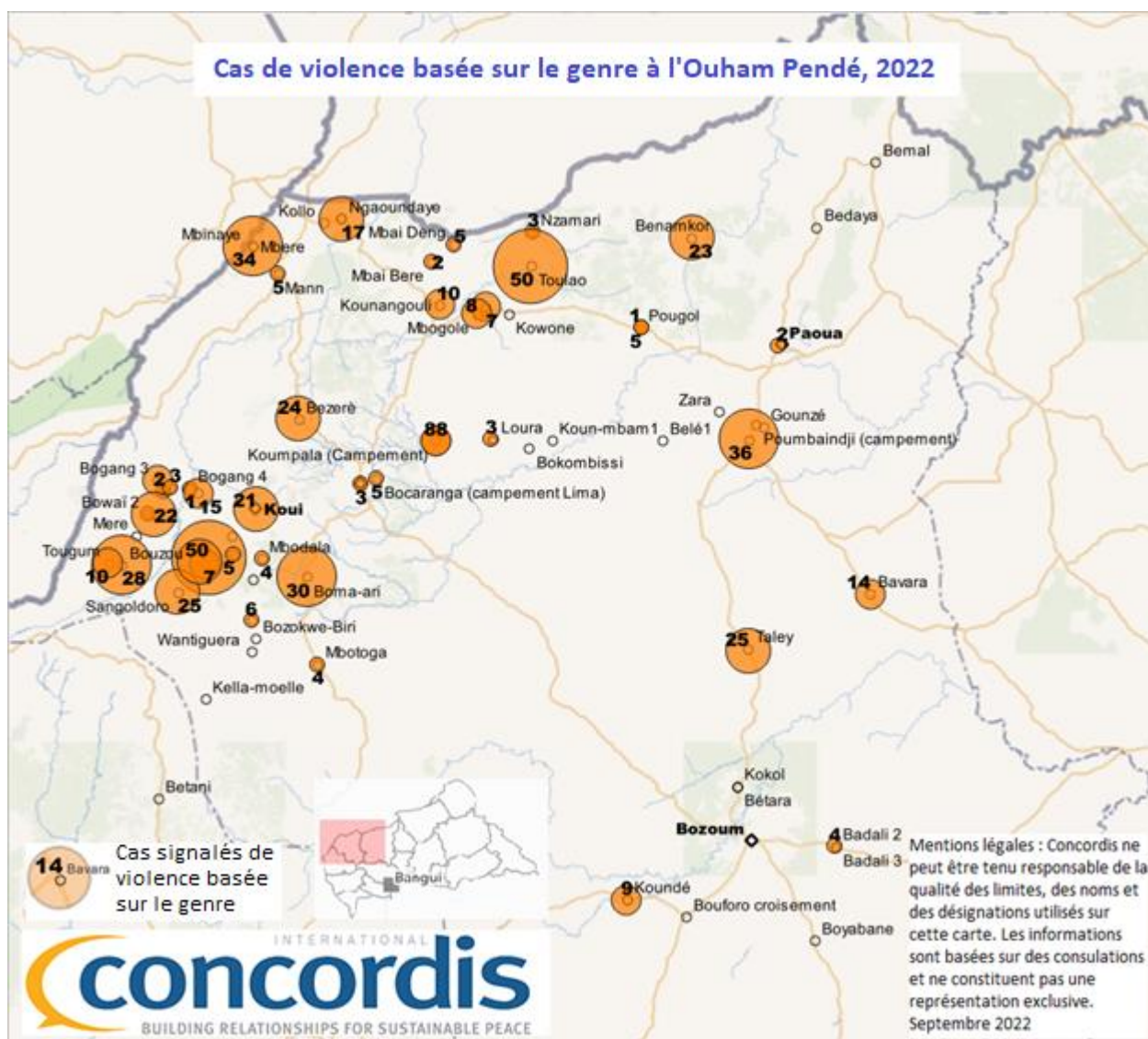
Les données collectées à travers l'Ouham Pendé révèlent des corrélations entre le manque d'infrastructures agropastorales, la présence de groupes armés (y compris les transhumants armés) et la violence physique et basée sur le genre. Par exemple, les participants interrogés à Pougol, Bavara et Benamkor ont remarqué que les VBG sont souvent commises par le groupe armé 3R. Il serait cependant réducteur voire dangereux de prétendre que les VBG sont toujours infligées par l'autre : dans le village de Gouzé, les participants ont noté que les VBG sont dans la plupart des cas orchestrées par les partenaires intimes, qui les malmènent physiquement, ainsi que par les transhumants armés venus du Tchad.

Les données montrent que les femmes sont particulièrement vulnérables aux VBG en dehors de la maison, les victimes étant agressées sur le chemin du marché, du point d'eau et des champs. Lors d'une discussion de groupe, les agriculteurs de Taley ont déclaré que "la VBG est un événement récurrent dans notre localité car les femmes sont souvent violées par les groupes armés dans les fermes".

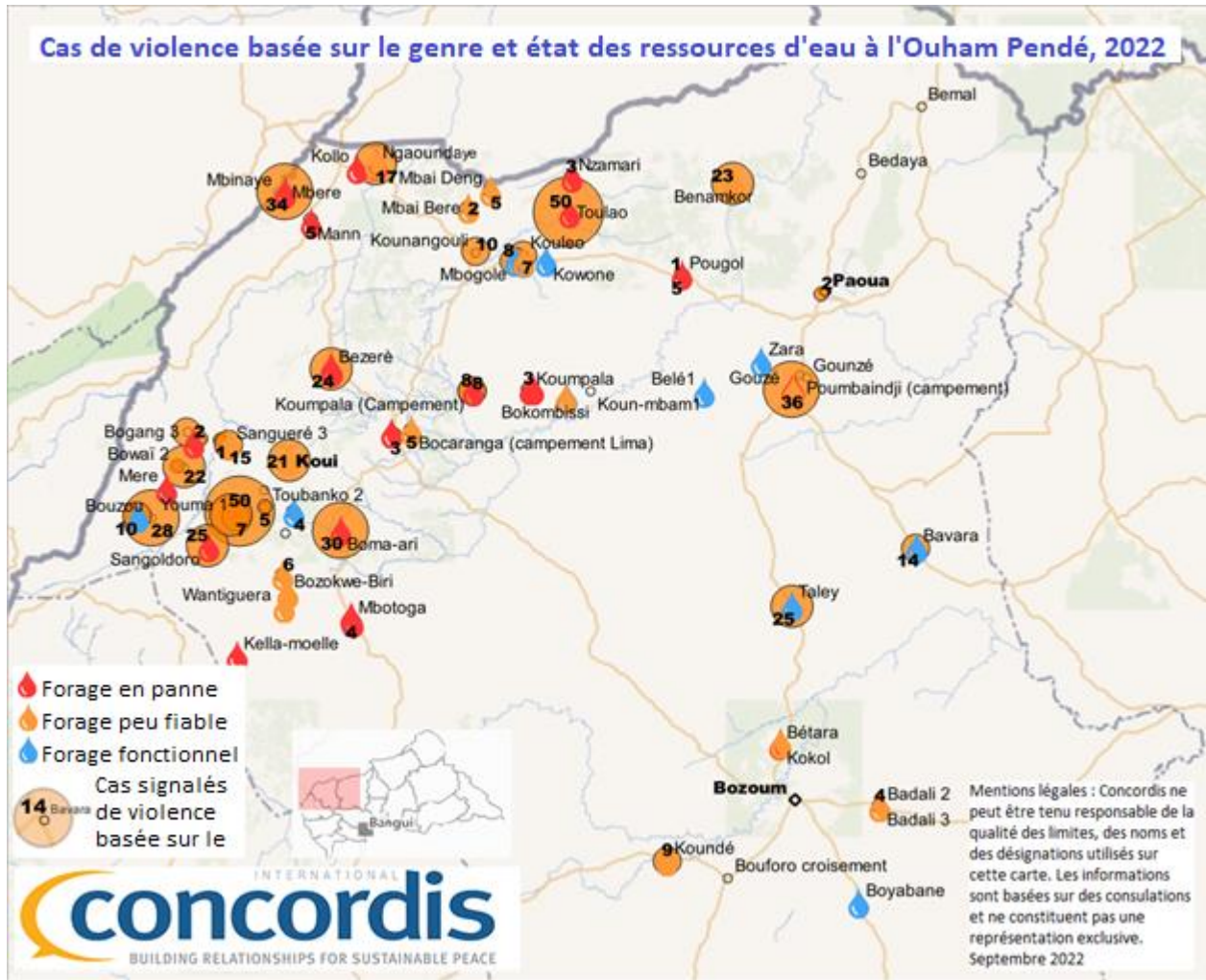
Il ne fait aucun doute que les cas de VBG ne sont pas suffisamment signalés dans le monde. Il est probable que cela soit encore plus vrai en RCA en raison de facteurs tels que la stigmatisation des victimes, les expériences passées et la peur d'être déshérité ou de devenir sans abri, entre autres considérations culturelles. De plus, la réticence à signaler les cas n'est pas facilitée par le manque de structures d'intervention adéquates permettant de soutenir les victimes pendant ce processus.

Bien qu'il soit important de séparer corrélation et causalité – et davantage encore de ne pas laisser ces résultats conférer l'impunité aux auteurs de VBG domestiques – les cartes et tableaux ci-dessous suggèrent fortement que la réhabilitation et la rénovation des infrastructures agropastorales, en particulier l'accès sécurisé aux points d'eau, réduiraient les incidences de la VBG et augmenteraient ainsi la probabilité d'une transhumance pacifique dans la préfecture d'Ouham Pendé. La différence entre le nombre de cas de VBG rapportés (durant l'année écoulée) dans les villages où il y a un puits fonctionnel et ceux où il n'y a pas de puits ou un puits peu fiable, est particulièrement frappante : 12 des 14 villages qui rapportent le plus de cas de VBG ne rapportent également aucun puits ou un puits peu fiable, et neuf villages qui font état d'un puits fonctionnel rapportent également moins de cinq cas de VBG. Il convient de noter un cas particulier, Taley, qui a déclaré avoir un puits fonctionnel et un nombre élevé de cas de VBG, et où la communauté a réclamé la construction de plus de puits et a également déclaré dépendre de la rivière comme source d'eau. La nécessité pour certaines femmes d'aller à la rivière en raison de la capacité insuffisante du puits en service pour l'ensemble de la communauté risque de les rendre plus vulnérables à la VBG ou de favoriser les incidents violents autour du puits, les usagers se disputant le peu d'eau disponible.

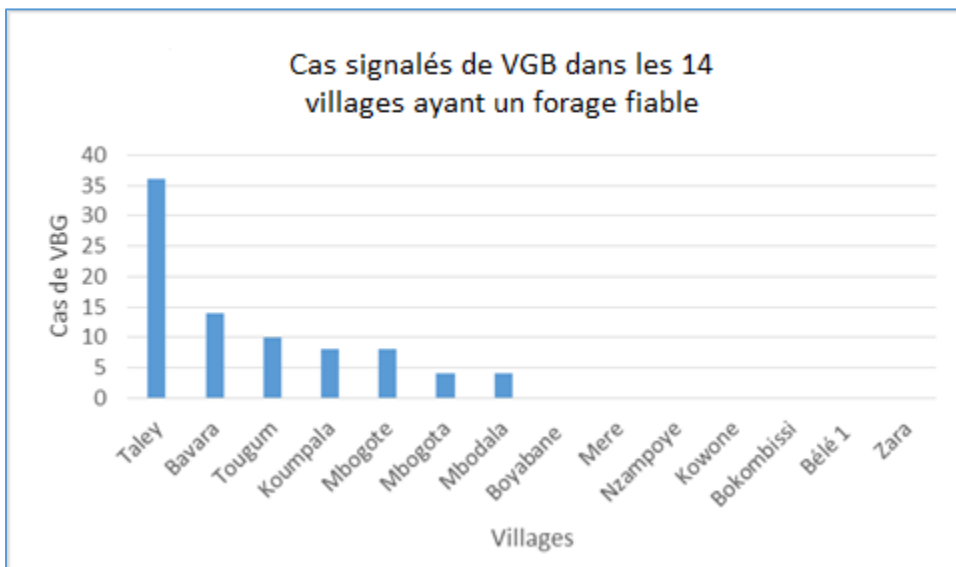
**Cartographie de la violence basée sur le genre dans les localités visitées :**

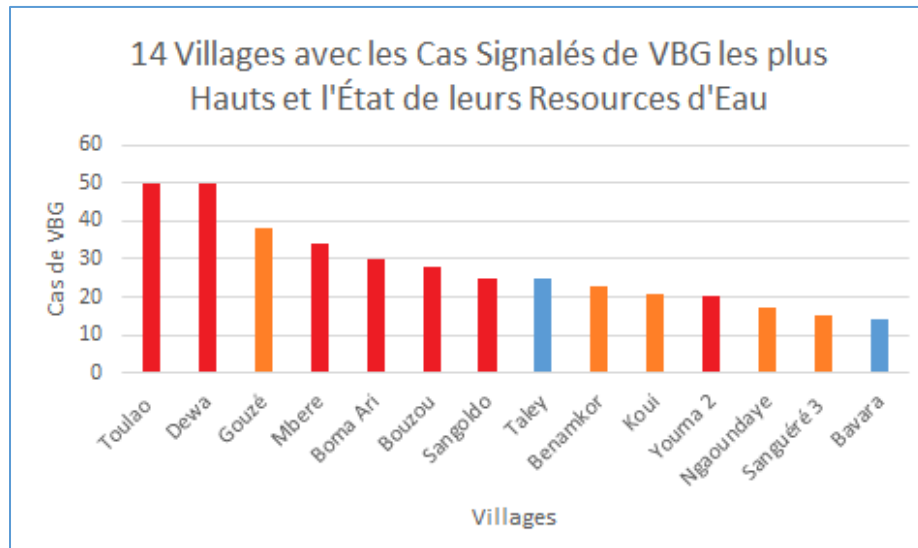


## Cas de violence basée sur le genre et état des ressources d'eau à l'Ouham Pendé, 2022



Cas signalés de VGB dans les 14 villages ayant un forage fiable





**Légende:**

**Rouge** = pas de puits, dépendant de la rivière pour l'eau potable

**Orange** = puits non fiable

**Bleu** = puits fiable

## Partie 3 : Les infrastructures et leur contribution à la coexistence pacifique

### Infrastructure autour de l'eau

L'accès à l'eau constitue le moteur de la transhumance. Les éleveurs migrent afin de préserver la santé de leur bétail pendant la saison sèche. Ils prennent les risques de la transhumance en estimant que ceux-ci sont supérieurs au risque de perdre tout leur bétail par manque de pâturage et d'eau. Chaque année, à la fin des pluies, les éleveurs du Tchad commencent à se déplacer vers le sud à la recherche de pâturages



dans des régions du Tchad comme le Moyen-Chari et de l'autre côté de la frontière dans des régions comme l'Ouham et l'Ouham Pendé.<sup>34</sup> La concurrence pour l'eau est l'une des raisons qui pousse les éleveurs à commencer leurs voyages plus tôt, et les critères des groupes transhumants pour choisir leurs itinéraires et le moment de leur transhumance incluent l'accès aux points d'eau en cours de route.

L'accès à l'eau est également un problème d'infrastructure urgent pour les communautés sédentaires. Les communautés de l'Ouham Pendé décrivent le manque d'accès à l'eau potable comme l'un de leurs principaux défis quotidiens.

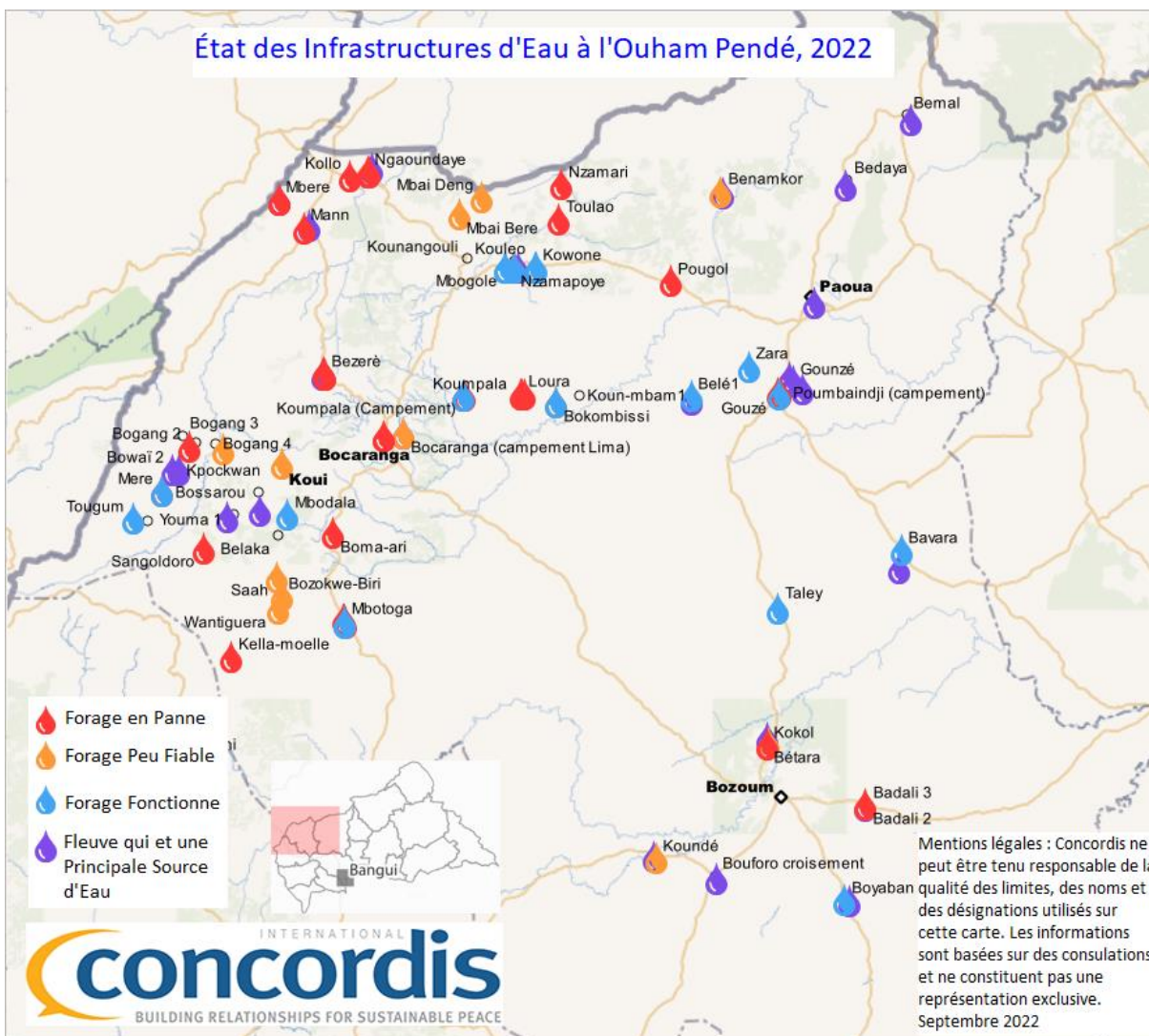
L'eau est également devenue une source de tension. Bien que les équipes chargées des rapports aient constaté une plus grande collaboration sur l'utilisation des points d'eau en 2021 qu'en 2019, elle demeure un facteur de conflit. Les éleveurs de retour expriment leur mécontentement envers certaines communautés sédentaires qui ne respectent pas les couloirs de transhumance traditionnels et qui cultivent des terres près des points d'eau, historiquement utilisées par les éleveurs. Des infrastructures limitées ou défectueuses peuvent faire de l'eau une ressource contestée entre les éleveurs transhumants et les communautés sédentaires. Pourtant, les forages et autres points d'eau sont aussi des endroits où les éleveurs transhumants et les membres des communautés sédentaires locales se rencontrent. Des sources d'eau réhabilitées, bien entretenues et gérées, peuvent transformer les points d'eau en sites où les communautés sédentaires et les groupes en déplacement peuvent se rencontrer et s'informer sur les biens et services de chacun. Plus important encore, ils peuvent résoudre les conflits potentiels en échangeant des informations à un stade précoce, sur des sujets allant des mouvements de transhumance dans la région aux champs qui n'ont pas encore été récoltés.

Tout au long des consultations de Concordis en 2019 et 2021, les participants aux ateliers ont demandé la réhabilitation des points d'eau – à Ndim et Letélé, dans les zones frontalières avec le Tchad, dans les régions proches de Paoua (Bilakaré et Gouzé), plus au sud (Boyaban) et dans les régions de l'ouest (Bezéré, Koundé et Betoko). Dans de nombreuses régions, la prestation de services publics en faveur de la

<sup>34</sup> OIM, Tchad — Dashboard de suivi des mouvements de transhumance 3 (décembre 2019 — mars 2020), <https://migration.iom.int/node/8764>

transhumance, y compris l'entretien des infrastructures d'eau, a cessé. Les communautés considèrent la réhabilitation et l'entretien des points d'eau comme faisant partie du rôle de l'État en matière de sécurité. Les participants réclament de l'aide pour aménager et entretenir les points d'eau, notamment en créant des accès séparés pour les personnes et le bétail, éloignant ainsi les troupeaux des sources d'eau utilisées par les communautés sédentaires pour leur consommation. Ils demandent également des marchés autour des points d'eau pour faciliter le commerce et renforcer le potentiel de partage d'informations et d'interaction sociale. Les équipes chargées des rapports notent la référence à des approches des points d'eau au Tchad qui semblent bien fonctionner et qui pourraient être adoptées et adaptées en RCA.

Les deux principales sources d'eau dans l'Ouham Pendé sont les rivières et les puits. Ces puits diffèrent en taille et en structure : un petit forage creusé dans la roche peut fournir un seul cours d'eau, tandis qu'un puits communautaire pastoral creusé jusqu'à la nappe phréatique peut fournir des cours d'eau séparés pour les personnes et les animaux. L'eau est également nécessaire pour des activités autres que boire, telles que l'irrigation et les activités liées à l'élevage du bétail, comme la désinfection du bétail contre les maladies.



La carte indique les rivières utilisées par les communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes comme principale source d'eau et les puits qui fonctionnent, ne fonctionnent pas ou ne sont pas fiables.

Ceux qui sont indiqués comme non fiables comprennent, par exemple, un puits de forage à Kouï qui n'est pas suffisant pour la population et qui peut ne pas fonctionner en raison d'une utilisation excessive.

### **Infrastructure autour de l'eau : Bocaranga et Kouï**

Certaines communautés transhumantes, semi-nomades et sédentaires s'approvisionnent en eau à partir de rivières et d'autres sources naturelles. Les communautés sédentaires de Bezere citent les rivières Mbimbali et Tare, les semi-nomades campent près du ruisseau Lima ou de la rivière (M)Bimbo et les éleveurs Peulhs mentionnent également l'approvisionnement en eau des rivières Lim, Lemaus et Ngou-Moundou. Ces groupes signalent encore quelques problèmes avec les infrastructures d'eau : les éleveurs rapportent que les agriculteurs ont maintenant cultivé les régions proches de la rivière qui étaient auparavant réservées au bétail et les communautés transhumantes, semi-nomades et sédentaires signalent que les points d'eau ou les forages sont cassés. Les transhumants de Bokombissi affirment que les sources d'eau naturelles sur leurs itinéraires sont parfois contaminées, tandis que les semi-nomades de Loura soulignent qu'il est difficile de trouver de l'eau pendant la saison sèche.

La plupart des communautés disent que les infrastructures autour de l'eau ne fonctionnent plus comme avant la crise de 2012 et 2013. Les forages sont cassés, les puits se sont asséchés et les communautés n'ont pas les moyens financiers ou les compétences techniques pour les réparer et reconstruire.

Les communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes recommandent toutes de construire davantage de puits et de réparer les puits cassés.

Des puits – ou plus de puits que ceux qui existent déjà – sont demandés à Bocaranga, Bokombissi, Kouï, Loura, Ngoutéré et plus généralement le long des couloirs de transhumance. Les éleveurs Peulhs dans plusieurs localités, les agriculteurs sur l'axe Mbotoga Bouar et à Herba et Tollé affirment que les puits pastoraux contribueraient à améliorer les relations entre agriculteurs et éleveurs et la transhumance dans la région. Les agriculteurs de Kouï affirment que les seules infrastructures agropastorales qui provoquent des conflits sont les forages : l'eau ne suffit pas à la population de la ville et certains quartiers manquent d'eau potable, les femmes devant parcourir une longue distance pendant une longue période pour aller chercher de l'eau.

La réparation des puits cassés est demandée par les groupes de Bezere (où un puits sur trois est cassé), Bokombissi, Herba, Kouï, Koumpala, Mbinaye, Mbotoga (où trois puits sont cassés), Ngoutéré et Tollé (où deux puits sur quatre sont cassés).

Les agriculteurs de Ngoutéré affirment que les relations entre agriculteurs et éleveurs seraient améliorées par la mise en place d'un abreuvoir.

Les groupes de Bokombissi, (M)Bezere et Mbinaye font état de conflits autour des sources d'eau naturelles.

### **Infrastructure autour de l'eau : Bozoum**

Les communautés autour de Bozoum dépendent des sources d'eau naturelles, en particulier là où les puits sont en panne. Les semi-nomades de Badali disent que pour le moment, en raison de l'insécurité, il n'y a rien d'autre que les rivières naturelles. Les semi-nomades de Kokol n'ont aucun problème d'eau car le camp est très proche de la rivière. Les éleveurs peulhs de Taley disent que les rivières sont des infrastructures qui fonctionnent.

Plusieurs groupes affirment que les infrastructures d'eau, ainsi que d'autres infrastructures, se sont effondrées depuis la crise. Un boucher rapporte que des puits fonctionnels existaient sur l'axe Bocaranga



Tataley, Bouar Kparé, Koundé, l'axe Bokayan, l'axe Bossemtélé Boyabane, l'axe Boyaram Bobalo, l'axe Paoua Kokol, mais certains sont maintenant détruits et d'autres cassés.

Des puits sont signalés comme étant cassés et/ou leur réparation demandée à Badali (trois forages, dont deux cassés), Boyabane (deux cassés), au marché de Kokol (une pompe à eau est en panne depuis un certain temps) et à Pompey.

Des puits – ou plus de puits – sont demandés à Badali, Bouforo, en priorité le long de l'itinéraire suivi par les semi-nomades interrogés à Boyabane, à Pompey et à Taley.

L'eau est signalée comme une source de conflit. Les semi-nomades de Boyabane disent que le seul conflit dans la région se situe autour d'un marécage à 10 km au sud du village. Ce rapport indique qu'un groupe de sédentaires armés d'armes traditionnelles empêche les éleveurs d'y abreuver leur bétail car ils ont besoin de l'eau pour préparer le manioc pour le marché. Les éleveurs disent que le cours d'eau Zouin, au sud-ouest de Boyabane, fonctionne, mais que le cours d'eau Djoué provoque des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs qui doivent utiliser la même source d'eau en raison du manque de forages et de puits. Les agriculteurs de Bouforo décrivent une autre source d'eau naturelle qui crée des conflits : l'eau de source naturelle est utilisée par la communauté sédentaire et par les éleveurs pour leur bétail, ce qui entraîne souvent des conflits autour du point d'eau.

Les communautés font des suggestions pour réduire les conflits autour de l'eau. Les communautés de Badali, Bouforo, Boyabane et Taley disent que l'existence de puits pastoraux ou de multiples forages communautaires renforcerait les liens intercommunautaires. D'autres suggestions incluent un système de gestion de l'utilisation de l'eau et des abreuvoirs pour le bétail. Certains demandent la mise en place de sources d'eau séparées pour les communautés sédentaires et transhumantes. Les agriculteurs de Bouforo réclament des forages dans le village, les éleveurs utilisant des sources d'eau naturelles à 3 km de la ville. Cela pourrait réduire les conflits mais aussi les chances de renforcer la cohésion sociale et le commerce.

Les rapports diffèrent parfois d'une communauté à l'autre. A Koundé, par exemple, les agriculteurs rapportent un forage qui fonctionne et un autre qui ne fonctionne pas, mais les éleveurs disent que les pâturages fonctionnent et ne signalent pas de problèmes d'infrastructures autour de l'eau.

### **Infrastructure autour de l'eau : Paoua**

Comme le révèle la carte, pour de nombreuses communautés de Paoua et des environs, le fleuve est l'une des principales sources d'eau. Les éleveurs transhumants de Bedaya parlent du fleuve, un groupe de Benamkor utilise la rivière Pende pour abreuver leur bétail et ceux de Bavara disent que les rivières Nana et Bimbi jouent un rôle très important dans l'élevage de leur bétail car il n'y a pas d'autre source d'eau sur le couloir. Les semi-nomades de Benamkor disent utiliser les cours d'eau naturels. Un groupe de femmes semi-nomades Peulhs du campement de Poubaindji nomme les cours d'eau Mbiba et Naraye et la rivière Vouh est également mentionnée. Les semi-nomades affirment que l'eau est leur principale préoccupation : certains cours d'eau commencent déjà à s'assécher. Ceux de Belé racontent qu'il est difficile de trouver suffisamment de pâturages et d'eau de source naturelle pendant la saison sèche, car les cours d'eau s'assèchent.

L'utilisation de l'eau des rivières est source de conflits. Les éleveurs de Bemal affirment que sur la rivière Naraye, à 2 km de Bemal, les toxines que la population sédentaire verse dans la rivière pour abattre les oiseaux nuisent également au bétail. Les agriculteurs de Gouzé affirment que l'utilisation du cours d'eau de la Nana, qui ne faisait pas l'objet de conflits dans le passé, est devenue conflictuelle du fait de la nouvelle vague de transhumants qui ne respectent pas les champs plantés près de l'eau.

Les communautés prennent des mesures pour compléter l'eau naturelle. Les semi-nomades de Benamkor ont construit un puits au camp pour leur famille. Les usagers du fleuve à Bedaya, Bavara, Belé, Benamkor, Gouzé et au campement de Poubaindji demandent la réalisation d'autres forages et les transhumants demandent des puits pastoraux, notamment sur le couloir de Bemal à Bedaya et sur le couloir traversant Benamkor et plus particulièrement à Biakombo 2, ce qui, selon eux, renforcerait les liens intercommunautaires ou améliorerait la transhumance. Un groupe de Peulhs près de Paoua estime que les autorités manquent d'initiative pour construire ou réhabiliter des points d'eau le long des couloirs ou autour des camps.

Malgré la présence d'eau naturelle, les communautés de la région affirment que le manque d'eau potable crée des conflits, notamment des disputes entre femmes à la recherche d'eau. Les éleveurs de Bavara évitent d'utiliser les deux forages pour s'abreuver en raison des affrontements avec les femmes sédentaires qui les empêchent d'accéder aux forages. Les éleveurs de Bemal et les femmes Peulhs du camp de Poubaindji affirment que l'absence de forages dans les deux régions pousse les femmes sédentaires à venir chercher de l'eau à la rivière, entraînant des conflits lorsque le bétail descend sur le même cours d'eau. Les agriculteurs de Bavara affirment qu'il n'y a qu'un seul forage pour alimenter tout le village et que le forage de plus de puits améliorerait les relations entre les communautés.

Les communautés éloignées des sources d'eau naturelles autour de Paoua décrivent plus de conflits autour de l'eau. Cela est dû à un nombre insuffisant de forages dans des endroits comme Pougol, où les trois forages ne sont pas suffisants pour toute la population, ce qui entraîne des affrontements autour de ces points d'eau, et Benamkor, où les agriculteurs déclarent que les forages sont tombés en panne et doivent être réhabilités afin de réduire les conflits entre les communautés autour de l'eau. Les agriculteurs de Gouzé, où il y a quatre forages en bon état et quatre en mauvais état, disent que les femmes sont obligées d'aller chercher de l'eau dans la forêt à cause des conflits liés à l'insuffisance d'eau aux points d'eau. Un groupe de semi-nomades Peulhs explique que les points d'eau sont la principale source de conflit entre agriculteurs et éleveurs et que de nombreuses altercations s'y produisent. La première chose à faire est de construire des points d'eau dans les camps et sur les couloirs, ce qui évitera aux éleveurs d'interférer avec ceux utilisés par les agriculteurs.

Les agriculteurs de Benamkor ont été le seul groupe autour de Paoua à mentionner le système de gestion de l'eau comme source de conflit. Selon eux, les FACA contrôlent un point d'eau et quiconque veut l'utiliser doit payer.

## L'infrastructure autour de la santé du bétail

### L'importance de l'infrastructure autour de la santé du bétail

Les éleveurs transhumants comme les communautés sédentaires se disent préoccupés par ce qu'ils décrivent comme une absence de services vétérinaires. Les éleveurs transhumants se plaignent de la forte diminution des services vétérinaires et soulignent que la santé de leur bétail est essentielle à leur propre survie. Les communautés sédentaires indiquent que la réduction des services de vaccination et des installations vétérinaires ainsi que le nombre croissant de grands troupeaux



entrant en RCA ont entraîné une détérioration de la santé du bétail transhumant, laissant les communautés sédentaires préoccupées par l'infection de leurs propres troupeaux. Les troupeaux appartenant aux hommes semi-sédentaires de Wankobankoe, par exemple, dans le camp de Konkpala, seraient tombés malades en raison de l'absence de contrôles sur le bétail introduit en RCA.

Les éleveurs sont disposés à payer des taxes raisonnables, cohérentes et liées à la fourniture de services de vaccination, d'information et autres.<sup>35</sup> Les communautés sédentaires souhaitent également que des services vétérinaires soient fournis aux éleveurs transhumants, en insistant pour qu'ils soient situés aux postes frontières afin de réduire la probabilité d'une contamination transfrontalière, et plus largement à travers la RCA, y compris aux communautés sédentaires.

La mise en place de services de vaccination et de services vétérinaires aux postes frontières incitera également les éleveurs transhumants à traverser aux endroits officiellement désignés et permettra l'enregistrement et d'autres contrôles réglementaires. Lors du passage de la vaccination et des autres services vétérinaires aux postes frontières, il sera également possible d'interroger les éleveurs transhumants sur leurs itinéraires prévus.

### **Institutions publiques soutenant la santé du bétail**

Dans le meilleur des cas, les institutions publiques organisent la vie sociale et économique, réduisant les frictions potentielles en séparant les activités incompatibles ou en jouant le rôle de médiateur entre des intérêts concurrents. L'importance d'organiser la transhumance a été bien comprise par le gouvernement



centrafricain lorsqu'il a tenté de réserver des terres pour le pâturage et l'agriculture dans les années 1960. Bien que le degré de mise en œuvre de cette politique soit encore débattu, la situation du pays aujourd'hui fait qu'elle n'est plus en vigueur.

Les principales institutions publiques interrogées dans le cadre de cette consultation sont la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC), l'Agence nationale pour le développement de l'élevage (ANDE) (qui fait partie du ministère de l'élevage et de la santé animale) et l'Agence centrafricaine pour le développement agricole (ACDA).

En tant qu'association nationale d'éleveurs, les agents de la FNEC défendent les droits des éleveurs, délivrent les Cartes des Eleveurs indispensables pour différencier les éleveurs des groupes armés, et fournissent des services, notamment des fournitures pharmaceutiques vétérinaires et des logements pour les éleveurs. En outre, dans le cadre de l'organisation d'une transhumance pacifique, ils sont également en mesure de participer à la résolution pacifique des conflits, notamment lorsqu'un éleveur estime être victime d'un traitement injuste.

---

<sup>35</sup> Concordis, *Promoting peaceful transhumance in northern Central African Republic: Findings from the 2021 consultations in Ouham-Pendé and western Ouham*, Londres, 2021, p.8.

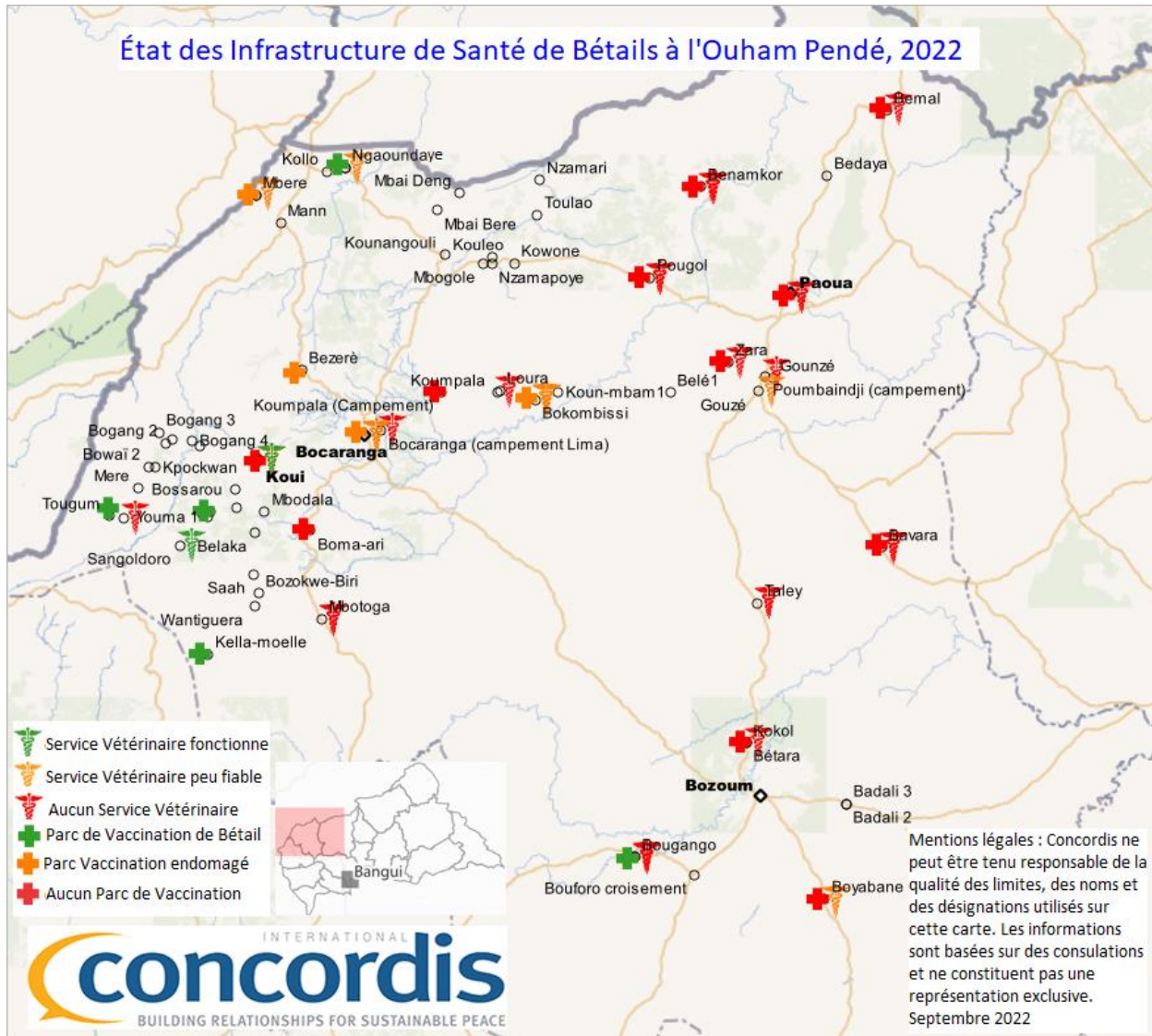
L'ACDA (pour les agriculteurs) et l'ANDE (pour les éleveurs) fournissent des conseils et sont essentiels pour gérer les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Ils avaient l'habitude de se déployer lorsqu'il y avait des dommages aux cultures pour évaluer et estimer le paiement des dommages. En outre, l'ANDE est responsable des campagnes de vaccination du bétail et des conseils vétérinaires : l'intention est que tous les chefs de secteur de l'ANDE aient une formation vétérinaire.

Les agents de la FNEC, de l'ANDE et de l'ACDA manquent de moyens de transport : ils sont présents dans les préfectures, mais leur capacité à fournir des services liés à la transhumance en dehors des grandes villes est entravée par leur incapacité à se déplacer.

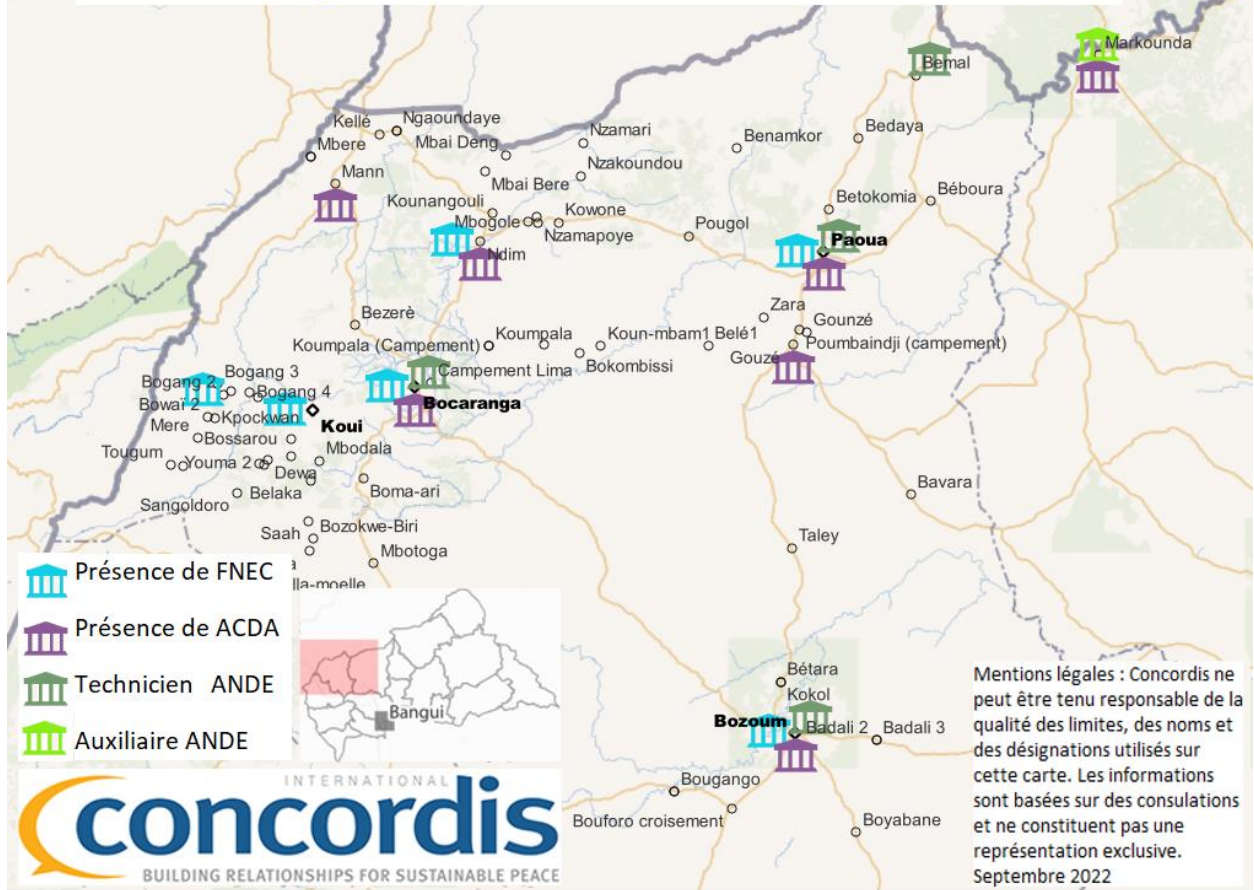
Cela peut expliquer le décalage entre la présence réelle et perçue de ces institutions. Comme le montre la carte, la FNEC et l'ACDA sont présents dans chaque sous-préfecture, tandis que l'ANDE est présente dans toutes les sous-préfectures sauf Ngaoundaye. Cette présence n'est pleinement rapportée par les personnes interrogées qu'à Bocaranga et Kouï : dans toutes les autres sous-préfectures, la présence rapportée est bien inférieure à la présence réelle, laissant supposer que les personnes interrogées ne font pas l'expérience de services ou d'appuis qui leur font prendre conscience de l'existence de ces représentants.

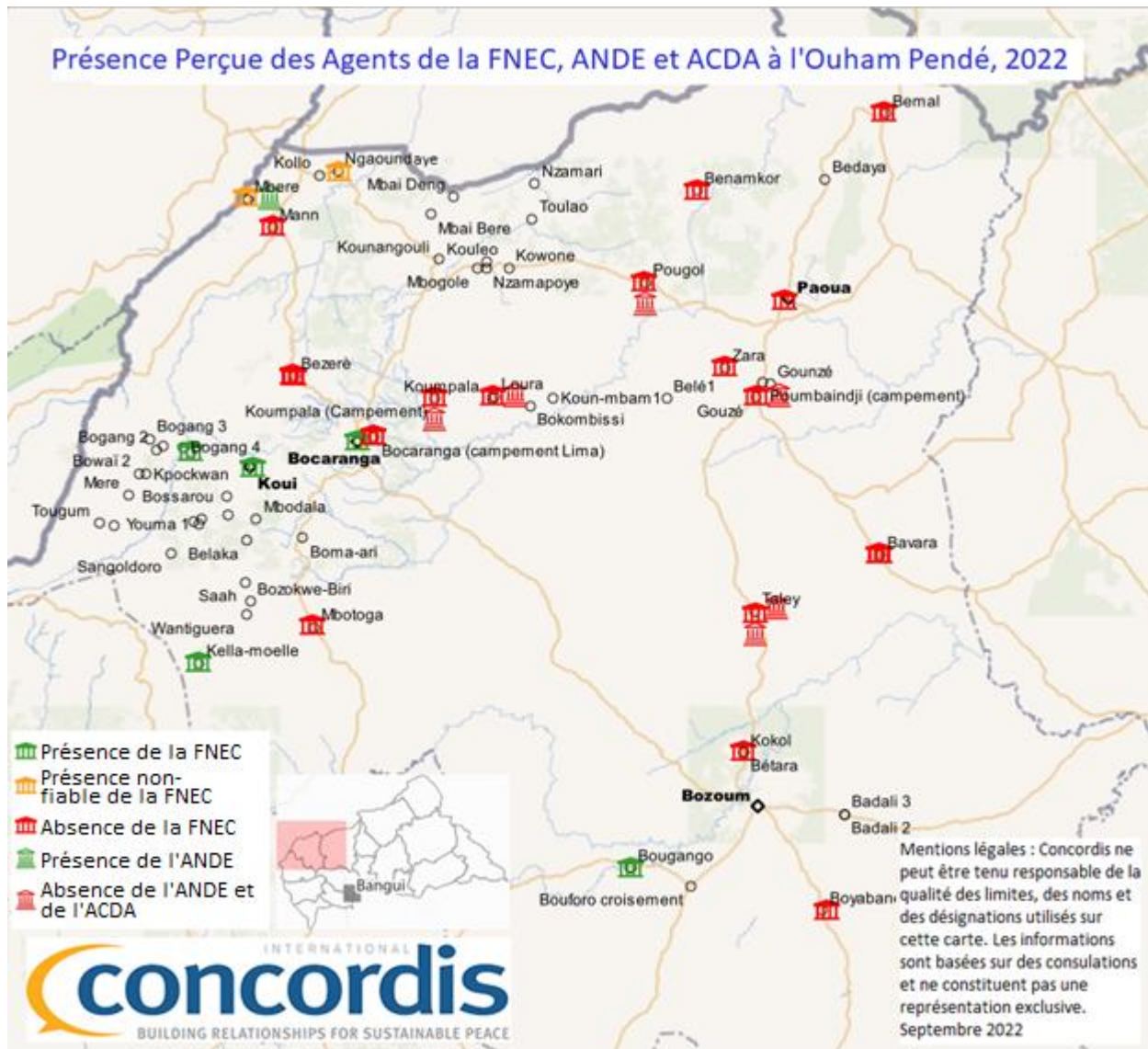
En réponse à la question "Qu'est-ce qui pourrait solidifier les relations dans cette localité ?" 13% des réponses appellent à une présence accrue de ces trois institutions. La répartition par profession entre les répondants sédentaires, semi-nomades et éleveurs n'a pas d'effet significatif sur la proportion de ceux qui demandent une plus grande présence institutionnelle.

## État des Infrastructures de Santé de Bétails à l'Ouham Pendé, 2022



## Présence des Agents de la FNEC, ANDE et ACDA à l'Ouham Pendé, 2022





### Infrastructure autour des services vétérinaires : Paoua

Comme le montre la carte, la FNEC, l'ACDA et l'ANDE (technicien) sont présents autour de Paoua, mais dans les entretiens, les personnes interrogées rapportent qu'aucune de ces institutions n'est présente.

En effet, aucune communauté ne fait état d'infrastructures autour des services vétérinaires qui fonctionnent dans la région de Paoua. Les semi-nomades Peulhs disent que des postes vétérinaires existaient avant la crise à Bemal, Gouzé et Bavara, avec une bonne pharmacie à Paoua, mais depuis la crise, il n'y a aucun poste vétérinaire dans la sous-préfecture de Paoua et la pharmacie de Paoua est seulement en cours de construction.

Les semi-nomades et transhumants peuls de Bernal citent les pharmacies vétérinaires et le bâtiment de la FNEC comme des infrastructures qui ne fonctionnent pas. Les transhumants Peulhs disent également qu'il n'y a pas de pharmacies vétérinaires dans la région de Bedaya et que s'ils ont besoin de produits vétérinaires, ils doivent les acheter à Paoua ou de l'autre côté de la frontière au Tchad. Les agriculteurs disent qu'il n'y a pas d'infrastructure de vaccination à Benamkor et qu'il n'y a plus de représentant de la FNEC dans la région : les agriculteurs du Pougol voisin disent que le parc de vaccination doit être réparé et

qu'avant la crise de 2013, la FNEC et l'ANDE venaient de Paoua. Les semi-nomades de Belé citent une pharmacie vétérinaire, un parc de vaccination du bétail et une représentation de la FNEC comme des infrastructures inexistantes. Les agriculteurs de Gouzé disent qu'il y avait une pharmacie vétérinaire, des agents de la FNEC et une présence de l'ANDE, mais que les infrastructures autour ont toutes été détruites. Les éleveurs Peulhs du campement de Poubaindji citent une pharmacie vétérinaire et un parc de vaccination comme infrastructures inexistantes autour du campement et de Gouzé.

Les éleveurs transhumants de Bavara disent qu'il y avait une pharmacie vétérinaire, un sous-poste vétérinaire et un parc de vaccination, mais tous les responsables sont partis à cause de l'insécurité suite à la crise militaro-politique de mars 2013, et maintenant rien ne fonctionne et tout est tombé en ruine. Les agriculteurs de Bavara mentionnent également un bâtiment du CEPN et la présence d'agents du CEPN qui, selon eux, faisaient efficacement leur travail, mais ont perdu leur matériel, ont disparu et ne sont pas revenus depuis la crise.

Les semi-nomades et les transhumants peuls disent que la présence d'une pharmacie vétérinaire à Bemal et d'un parc de vaccination à Bedaya renforcera les relations entre agriculteurs et éleveurs et que le parc de vaccination améliorera la transhumance. Un autre groupe de transhumants réclament à la fois une pharmacie vétérinaire et un parc de vaccination à Bedaya : le parc de vaccination améliorera la transhumance et les deux amélioreront les relations entre éleveurs et agriculteurs. Les transhumants tchadiens de Benamkor ont besoin en priorité d'une pharmacie vétérinaire avec un poste vétérinaire, tandis que les agriculteurs de Benamkor affirment que la présence d'agents de la FNEC est importante pour améliorer la transhumance. Les agriculteurs du Pougol et les semi-nomades de Belé demandent une pharmacie vétérinaire, un parc de vaccination du bétail et une représentation de la FNEC/ANDE pour améliorer la transhumance dans la région, et les semi-nomades de Bleat demandent également ces trois mêmes infrastructures, y compris la réhabilitation du parc de vaccination. Les agriculteurs de Gouzé affirment que la réhabilitation de la pharmacie vétérinaire favoriserait la cohésion sociale, tout comme le rétablissement de la présence de la FNEC et de l'ACDA : les éleveurs du campement voisin de Poubaindji réclament à la fois une pharmacie vétérinaire et un parc de vaccination pour améliorer la transhumance et renforcer les relations entre agriculteurs et éleveurs.

A Bavara, les communautés de transhumants et de sédentaires demandent une pharmacie vétérinaire et un parc de vaccination et les agriculteurs demandent le redéploiement de la FNEC.

Les transhumants affirment que la FNEC est actuellement incapable de reconstruire ou de construire des postes vétérinaires en raison de la présence de groupes armés autour des camps et des forces de sécurité intérieure de la ville qui empêchent ou interfèrent avec le travail de la FNEC, la laissant impuissante à agir.

### **Infrastructure autour des services vétérinaires : Bocaranga et Kouï**

L'état des infrastructures liées à la santé du bétail à Bocaranga et à Kouï est plus mitigé. Il s'agit de la seule région de l'Ouham Pendé où certaines communautés rapportent que les services vétérinaires fonctionnent parfaitement. Comme le montre la carte, la FNEC est bien présente à Bocaranga et à Kouï, ce qui est reconnu dans les entretiens. Sa présence est également reconnue dans le sud (Kelle Moelle). La carte fait également état de la présence de l'ACDA et d'un technicien de l'ANDE à Bocaranga, ce qui n'a pas été mentionné dans les entretiens.

Les agriculteurs de Bezere rapportent qu'il existe un bureau de santé vétérinaire à 2 km de Bezere à Borodoul, qui suit la santé des animaux dans la région. Les agriculteurs de Kouï affirment que la présence de la FNEC et les vaccinations fonctionnent bien dans la ville. Un poste vétérinaire et une pharmacie vétérinaire sont disponibles dans la région. Les éleveurs transhumants et semi-nomades de Mbotoga affirment que les agents de la FNEC de Kouï effectuent des travaux à Mbotoga.



Les agriculteurs de Bezere affirment qu'il n'y a pas de présence de la FNEC ou de l'ANDE. Les transhumants camerounais rencontrés à Bezere s'accordent à dire que la FNEC est absente, de même que la pharmacie vétérinaire et le poste vétérinaire. Les semi-nomades de Loura affirment que la pharmacie vétérinaire et le bâtiment de la FNEC nécessitent des réparations. Les agriculteurs de Herba affirment qu'il n'existe aucune infrastructure de santé animale : parc de vaccination, bâtiments de la FNEC sont absents et, si par le passé les agents de la FNEC et de l'ANDE y transitaient, désormais ils ne s'y déplacent plus. De même, les éleveurs transhumants et semi-nomades déclarent que rien ne fonctionne dans le camp de Koumpala : il n'y a ni parc de vaccination ni pharmacie vétérinaire et en cette absence, ils doivent se procurer des produits inefficaces auprès de commerçants ambulants sur les marchés hebdomadaires. Les transhumants et semi-nomades de Mbotoga expliquent qu'il y avait autrefois une pharmacie vétérinaire qui s'occupait des produits pour les soins du bétail, mais qu'eux aussi achètent désormais des produits inefficaces auprès de commerçants. Les agriculteurs de Mbotoga reconnaissent qu'il n'y a plus de pharmacie vétérinaire, mais ils disent aussi qu'il n'y a ni poste vétérinaire, ni représentant de l'ANDE ou de l'ACDA et, bien que les représentants de l'ANDE et de la FNEC aient été présents dans la localité par le passé par le biais d'agents de Bocaranga venant de temps en temps, ces derniers ne se sont pas rendus dans la région depuis la crise. Les agriculteurs de Ngoutéré affirment qu'il existe un poste vétérinaire mais qu'il manque de médicaments, et que le parc de vaccination est dégradé. Les agriculteurs de Tollé déclarent ne disposer ni de poste vétérinaire ni de parc de vaccination : s'il n'y a pas eu de présence de la FNEC ou de l'ANDE à Tollé, elles étaient toutefois présentes à Ngoutéré. En revanche, il n'y a pas de présence de l'ANDE à Kouï.

Les agriculteurs de Bezere demandent (par ordre de préférence) une présence de l'ANDE et de la FNEC et une pharmacie vétérinaire pour le traitement du bétail. Les transhumants de Bezere demandent la réhabilitation du parc de vaccination et affirment que la présence de représentants de la pharmacie et des vétérinaires et une campagne de vaccination amélioreront les relations entre agriculteurs et éleveurs. Les transhumants de Bokombissi ont une liste de recommandations plus longue : ils demandent également la réhabilitation du parc de vaccination et de la pharmacie vétérinaire ainsi qu'une campagne de vaccination du bétail, mais y ajoutent une représentation de la FNEC. Les semi-nomades de la localité voisine de Loura affirment que la transhumance serait améliorée par la présence d'une pharmacie vétérinaire, d'une campagne de vaccination ainsi que d'un représentant de la FNEC dans les différentes localités. Les agriculteurs de Herba recommandent également une campagne de vaccination du bétail et la présence de la FNEC. Les transhumants et semi-nomades du campement de Koumpala affirment qu'une pharmacie vétérinaire avec des produits de qualité est essentielle : ils recommandent également un parc de vaccination et un bâtiment de la FNEC. Les agriculteurs de Ngoutéré préconisent la réhabilitation du parc de vaccination et de la présence et des installations de la FNEC/ANDE ainsi qu'un poste de vétérinaire. Les transhumants et semi-nomades désirent un poste vétérinaire sur place à Mbotoga et demandent une formation des éleveurs sur les soins essentiels du bétail. Les agriculteurs de Mbotoga aspirent également à la création d'un poste et d'un agent vétérinaire, ce qui favoriserait une transhumance plus pacifique. Les semi-nomades de Bocaranga demandent la réhabilitation de la pharmacie vétérinaire et de la FNEC : ils ajoutent que le représentant actuel ne comprend pas les problèmes des éleveurs et ils veulent un représentant qui soit un éleveur qui comprendra le fonctionnement des activités. Une présence de l'ANDE à Kouï aiderait les relations entre agriculteurs et éleveurs.

### **Infrastructure autour des services vétérinaires : Bozoum et Bossemptélé**

Comme en atteste la carte, Bozoum a une présence de la FNEC, de l'ACDA et de l'ANDE, mais les personnes interrogées disent qu'il y a très peu d'infrastructures fonctionnelles autour des services vétérinaires et de santé du bétail dans la région, la seule présence mentionnée étant celle de la FNEC dans le sud-ouest (Bougango).

Un boucher musulman interrogé à Bozoum énumère les infrastructures qui existaient auparavant. Il y avait des centres vétérinaires sur l'axe Paoua, Baloua, Bocaranga, Tataley et à Bokayan, avec des sous-stations vétérinaires sur l'axe Boaro, le village de Yawa, Koundé, l'axe Bossangoa, le village de Voutou, Badali 4. Il existait également des parcs de vaccination pour le bétail sur l'axe Bouar, Kparé, Yao, Koundé, Bokayan, axe Bocaranga, Tataley, axe Paoua, Kokol, axe Bossangoa, Badal et Voutou, axe Bowé, à Gbangba. Aujourd'hui, certains sont détruits, d'autres endommagés. Les activités reprennent et une pharmacie vétérinaire a été construite, même si elle manque de médicaments.

Les semi-nomades de Badali affirment que des infrastructures existaient avant la crise, notamment un poste vétérinaire, un parc de vaccination et des représentants de la FNEC, de l'ACDA et de l'ANDE. L'insécurité a poussé les responsables de ces structures à quitter la région et à présent rien ne fonctionne. Les semi-nomades de Boyabane rapportent également qu'il y avait des infrastructures fonctionnelles avant la crise : un poste vétérinaire avec une pharmacie pour les soins du bétail et un représentant de la FNEC. Suite à l'insécurité croissante dans la région, ces infrastructures ont été endommagées et les responsables à leur tête sont partis ou ont été tués par les exactions de la crise. Un groupe de transhumants à Boyabane cite le parc de vaccination et la pharmacie vétérinaire parmi les infrastructures manquantes, tandis qu'un autre groupe de semi-nomades mentionne le parc de vaccination comme étant non fonctionnel. Les agriculteurs de Bouforo affirment que les représentants de la FNEC et de l'ANDE venaient autrefois de Bozoum, mais qu'ils sont aujourd'hui inexistantes. Les semi-nomades de Kokol affirment qu'il existait autrefois un parc de vaccination du bétail, un poste vétérinaire, une pharmacie vétérinaire et un représentant de la FNEC, mais que tous ces services ont disparu de la région.

Les éleveurs de Koundé disent que la pharmacie vétérinaire n'existe plus après la crise, ce qui les oblige à apporter des médicaments avec eux lorsqu'ils commencent leur transhumance car le prix est moins cher qu'en RCA. Il y avait également une représentation de la FNEC avant la crise, mais elle n'existe plus. Les agriculteurs de Taley racontent une histoire similaire : les infrastructures, dont un centre vétérinaire, un poste vétérinaire et un parc de vaccination, sont toutes abandonnées depuis la crise et ceux qui les géraient ne sont plus dans la région. Les agriculteurs avaient l'habitude d'utiliser la pharmacie vétérinaire pour soigner les petits animaux et la volaille. Les agents de la FNEC et de l'ANDE étaient autrefois présents dans le village, mais ils n'ont plus de bâtiments dans la région.

Par ordre de priorité, les semi-nomades de Badali souhaitent un parc de vaccination et une pharmacie vétérinaire. Les groupes de semi-nomades et de transhumants de Boyabane demandent la construction d'une pharmacie et d'un poste vétérinaire ainsi que d'un parc de vaccination, affirmant que cela améliorera la transhumance et les relations entre éleveurs et agriculteurs. Les semi-nomades de Kokol partagent les priorités de la FAO : ils demandent une campagne de vaccination des bœufs dans toutes les sous-préfectures de l'Ouham Pendé. Les agriculteurs de Taley souhaitent une pharmacie vétérinaire et des représentants de la FNEC et de l'ANDE pour améliorer les relations entre éleveurs et agriculteurs.

Le boucher musulman de Bozoum, peut-être sans surprise étant donné son moyen de subsistance, donne la priorité à la réhabilitation des marchés alimentaires et de bétail avant les postes vétérinaires.

### **Infrastructure autour des services vétérinaires : Ngaoundaye**

La carte montre une présence de la FNEC et de l'ACDA à deux endroits. Ce rapport fait état d'une présence peu fiable de la FNEC près des frontières tchadienne et camerounaise, et la seule mention d'une présence opérationnelle de l'ANDE dans toute la préfecture de l'Ouham Pendé se trouve près de la frontière camerounaise, à l'ouest de Ngaoundaye, où l'ANDE n'est pas présente. Les personnes interrogées ont également fait état d'un parc de vaccination opérationnel à Ngaoundaye, près de la frontière avec le Tchad.

Les groupes de discussion n'ont pas été organisés dans cette région dans le cadre du programme de collecte de données de l'organisation partenaire en raison de menaces pour la sécurité.

### Infrastructures d'élevage

Les infrastructures d'élevage, définies ici comme les parcs à bétail (enclos pour le bétail) et les puits pastoraux, sont essentielles pour des relations pacifiques le long des routes de transhumance.



Les enclos à bétail permettent de contenir les troupeaux afin qu'ils ne s'égarer pas dans la brousse ou ne piétinent pas les champs de cultures. Ils assurent la sécurité contre le vol : sans eux, les animaux sont au mieux attachés à des arbres en plein air. Ils séparent également le bétail des transhumants de celui des villageois, réduisant ainsi les risques d'accidents et la propagation des maladies – d'autant plus si un puits permet aux personnes et à leurs animaux d'utiliser une eau séparée.

Un enclos à bétail peut être basique ou multifonctionnel, servant d'enclos pour le bétail, de marché aux bestiaux et même de parc de vaccination, doté d'un petit couloir dans lequel le bétail est canalisé et qui l'empêche de se déplacer pendant la

vaccination. Les cartes indiquent que là où il n'y a pas d'enclos pour le bétail, il n'y a pas non plus de marché aux bestiaux fiable – témoignant ainsi des liens entre cette infrastructure et l'activité économique et la santé nutritionnelle de la population.

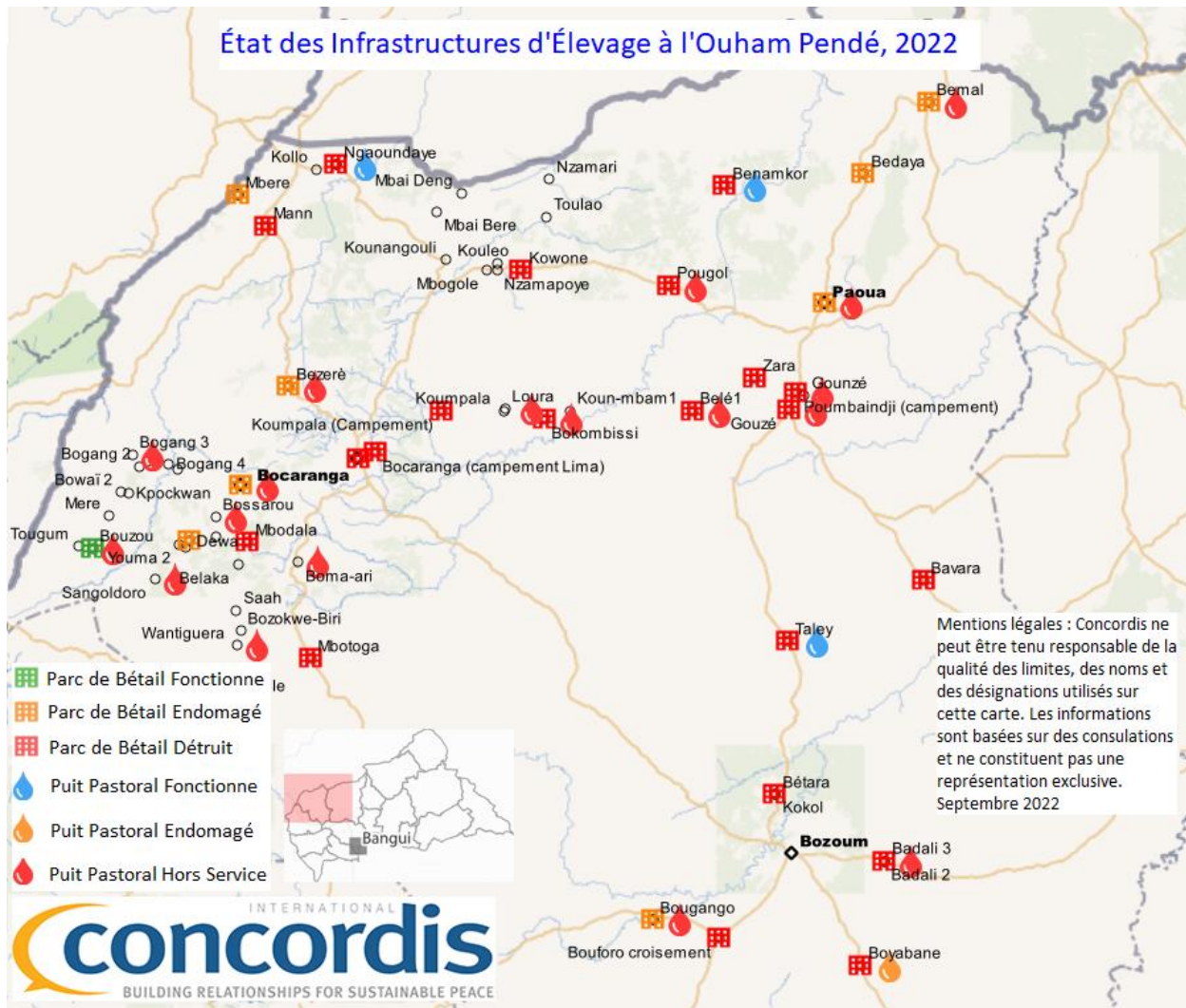
Un puit pastoral est un puit creusé aussi profond que nécessaire pour atteindre l'eau, généralement dans le lit d'une rivière asséchée dont le niveau n'est pas trop bas. L'eau est aspirée manuellement (sans pompe) et versée dans un lit d'eau créé près du puits. Dans certains endroits, le puit pastoral est accompagné d'un abreuvoir – un récipient de la taille d'une baignoire dans lequel l'eau du puits peut être versée et où les animaux peuvent ensuite boire.

L'exercice de cartographie a également permis de trouver des traces de stations de trempage – des tranchées remplies d'eau utilisées pour administrer un produit destiné à désinfecter le bétail des tiques. Les tiques sont à l'origine des maladies les plus mortelles pour le bétail en Afrique centrale et sont les plus destructrices sur le plan économique.<sup>36</sup> Bakary Cissé<sup>37</sup>, spécialiste de la transhumance à la FAO, a confirmé que ces stations de trempage ne sont plus utilisées en raison de la toxicité des produits utilisés pour désinfecter le bétail. Aujourd'hui, les stations de trempage ont été remplacées par des sprays déposés sur le dos des vaches : ceux-ci sont moins dommageables pour l'environnement et plus efficaces.

---

<sup>36</sup> <https://parasitesandvectors.biomedcentral.com/articles/10.1186/s13071-019-3738-7>

<sup>37</sup> L'équipe Concordis a perdu un partenaire et ami respecté lorsque Bakary Cissé nous a quitté en RCA en novembre 2022.



## Infrastructure et Commerce

### L'importance des infrastructures autour du commerce

Malgré les difficultés à produire des cultures et à maintenir le bétail en bonne santé, le commerce entre les communautés sédentaires et les éleveurs transhumants se poursuit. Les communautés sédentaires et transhumantes reconnaissent que le commerce intercommunautaire est important pour leurs moyens de subsistance. Beaucoup considèrent le commerce comme essentiel à leur survie. La quasi-totalité des éleveurs interrogés lors des consultations de Concordis déclarent que les fournitures acquises sur les marchés villageois sont essentielles à leur subsistance et 90% d'entre eux y achètent des produits agricoles au moins une fois par semaine. Aucun transhumant et seulement 2% des sédentaires interrogés disent acheter ou vendre uniquement pour des raisons mercantiles. 90% des agriculteurs interrogés disent que la vente de leurs surplus aux transhumants est importante pour leur subsistance. Plus de 70% des personnes sédentaires reconnaissent qu'elles dépendent de l'obtention de produits auprès des éleveurs – principalement du bétail (41%), de la viande (35%) et du lait (19%). De nombreux villageois dépendent désormais également des éleveurs transhumants pour obtenir des produits importés. Les équipes chargées des rapports ont observé une augmentation des échanges économiques entre 2019 et 2021.

Les bouchers, qui profitent directement de la transhumance grâce à leur commerce, reconnaissent aisément les bienfaits de la présence des éleveurs.

L'un des principaux enseignements des consultations de Concordis en 2019 et 2021 dans l'Ouham Pendé est que le commerce entre les communautés sédentaires et les éleveurs transhumants forme une relation socialement cohésive et économiquement symbiotique qui contribue à une transhumance en paix. En dehors des échanges économiques ayant lieu principalement les jours de marché, les interactions entre éleveurs et agriculteurs sont sensiblement plus rares aujourd'hui que dans toute l'histoire de la transhumance. Les relations économiques sont mutuellement bénéfiques et les femmes des groupes sédentaires et transhumants font beaucoup de commerce entre elles. En somme, le commerce est un élément crucial des relations qui encouragent la transhumance pacifique.

Le commerce intercommunautaire, ainsi que la diversification des moyens de subsistance mutuellement bénéfiques et offrant des échanges de biens et de services entre les communautés, renforcent également la résilience aux conflits, de par une plus grande interdépendance et donc un coût d'opportunité plus élevé des conflits violents. Il en résulte une amélioration des relations sociales et un sentiment de sécurité. Il existe un potentiel non négligeable d'augmentation du commerce et de diversification économique si davantage d'argent circule – ce qui pourrait conduire les communautés à être plus résistantes aux chocs et moins dépendantes d'une seule activité pour leur sécurité alimentaire.

La plupart des échanges entre éleveurs et agriculteurs ont lieu sur les marchés hebdomadaires, qui représentent un lieu de rencontre neutre et important. Les femmes effectuent la plupart des échanges. L'accès aux marchés pour monnayer leurs produits, ainsi que la diversification des moyens de subsistance d'un ménage pour répartir les risques, sont essentiels pour favoriser la résilience aux chocs et aux effets du changement climatique.

L'absence d'un accès facile et sûr aux marchés constitue un obstacle au commerce. Les femmes transhumantes étrangères se rendant au marché pour échanger du lait contre des produits à Létélé expliquent qu'elles évitent la route principale et empruntent plutôt des sentiers improvisés afin d'éviter le harcèlement des groupes armés, tant 3R que le RJ (dissous depuis) ; néanmoins, elles courent ainsi le risque de se déplacer à travers les champs et de se heurter aux agriculteurs.<sup>38</sup> À Tollé, un groupe d'éleveurs exprime le désir de se rendre dans les grandes villes et sur les marchés aux bestiaux comme Paoua, Bozoum et Bocaranga pour obtenir de meilleurs prix pour leur bétail, mais explique que le harcèlement des groupes armés autour de ces villes les en empêche depuis 2013. Lorsque les éleveurs transhumants quittent les routes officielles pour des régions plus sûres, afin de protéger leurs troupeaux, la perte de commerce est également ressentie par les communautés sédentaires.

Il est nécessaire d'investir dans les infrastructures qui améliorent l'accès aux marchés, comme la couverture de téléphonie mobile, l'entretien des routes et l'amélioration des transports publics.

Le commerce est au cœur des échanges économiques dans les communautés transhumantes sédentaires et semi-sédentaires de l'Ouham Pendé. Dans la plupart des villages et localités, les activités commerciales ont lieu sur les marchés. Deux grands types de marchés ont été identifiés à partir des données collectées : les marchés réguliers et les marchés aux bestiaux. Sur les marchés ordinaires, les agriculteurs vendent des produits agricoles tels que le millet, le manioc et les légumes, tandis que les éleveurs vendent les produits du bétail, notamment le lait, les produits laitiers et la viande. Les marchés aux bestiaux sont tout aussi importants car c'est là qu'est acheté et vendu le bétail. Les bouchers sont présents à la fois sur les marchés ordinaires et sur les marchés aux bestiaux – ils abattent parfois le bétail dans les abattoirs et

---

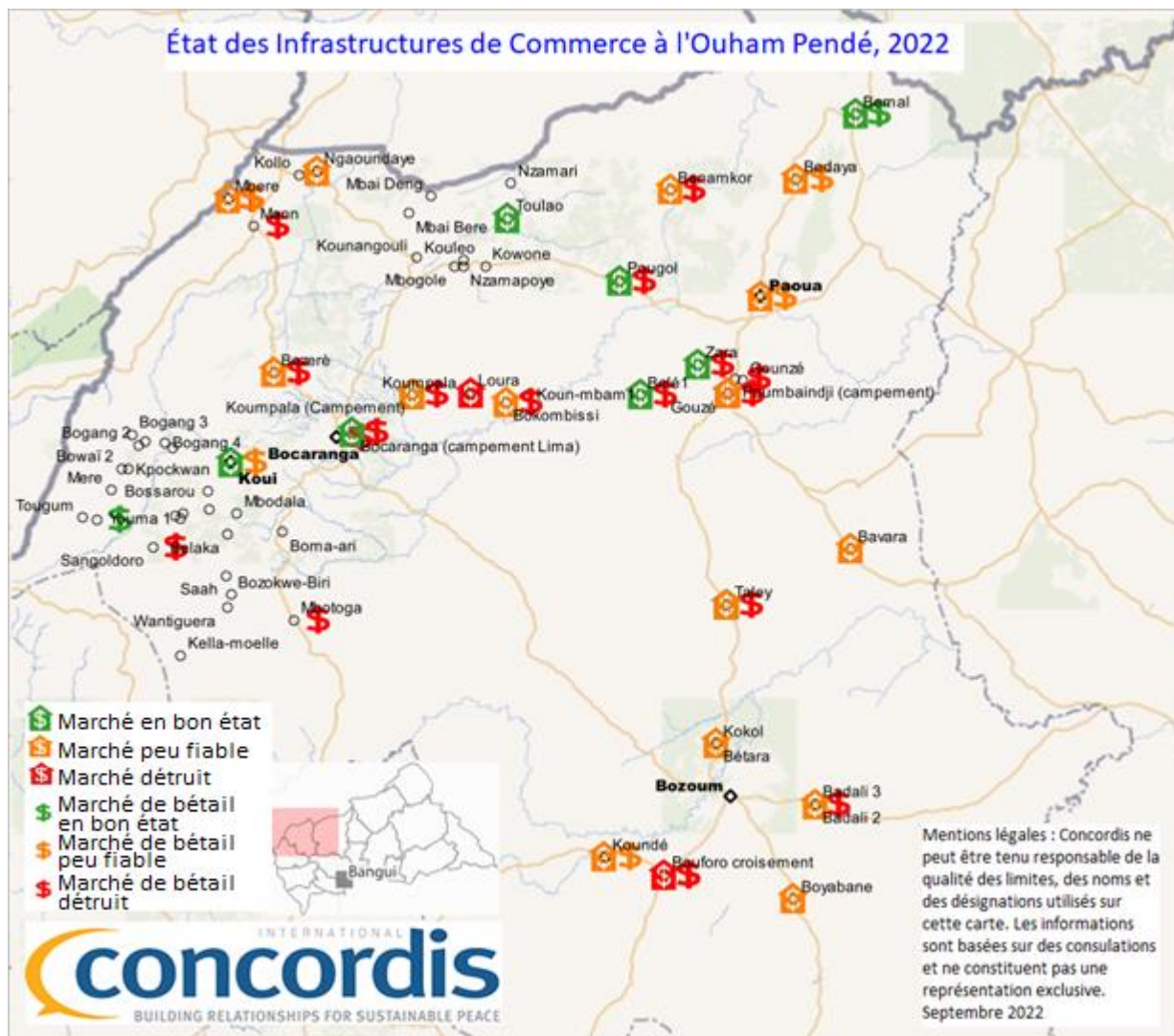
<sup>38</sup> Groupe de discussion avec les pasteurs transhumants de Danedji, Létélé, 28 mars 2019.

transportent la viande au marché ordinaire afin de la vendre. En opérant sur une base hebdomadaire et en constituant un point de rencontre pour les éleveurs et les agriculteurs, tous les marchés offrent un moyen de cohésion sociale et de développement économique dans les préfectures.



Malheureusement, de nombreux facteurs s'opposent à ce que cet échange de biens et de services se fasse au niveau qu'ont connu les communautés dans le passé. Les personnes interrogées ont souligné l'inexistence des marchés, la destruction des hangars, le déplacement de la population résidente, le manque d'accès aux marchés et la présence de groupes armés, entre autres. Il en est de même pour les marchés intercommunautaires qui permettent aux agriculteurs et aux éleveurs de communautés différentes et limitrophes de faire commerce ensemble. Ces marchés offrent sans aucun doute des débouchés prometteurs pour la cohésion sociale entre les communautés de transhumants et les communautés sédentaires, mais ils sont souvent inaccessibles en raison de

problèmes d'infrastructure, notamment la rupture des ponts de liaison, en particulier pendant la saison des pluies. La reconstruction et la réhabilitation des infrastructures et des installations endommagées, à la fois en direction et à l'intérieur des marchés, sont essentielles pour améliorer les activités économiques et la cohésion sociale dans ces régions.



La carte ci-dessus donne une image de l'état actuel des marchés de l'Ouham Pendé, notamment dans les villages et régions situés dans les sous-préfectures de Paoua, Bocaranga, Kouï et Bozoum.

L'état des marchés de la préfecture est classé en trois catégories :

- (a) Les marchés en bon état de fonctionnement ;
- (b) Les marchés qui fonctionnent mais qui ne sont pas fiables d'une manière ou d'une autre ;
- (3) Les marchés qui sont totalement endommagés.

Selon les données recueillies dans la plupart des villages, la plupart des marchés aux bestiaux sont en mauvais état, si bien que les commerçants ont beaucoup de mal à vendre leurs marchandises et à entretenir des relations cordiales les jours de marché.

Par exemple, les participants de Boyabane, sous-préfecture de Bozoum, ont déclaré que le marché hebdomadaire de leur village, le marché de Boyabane, est aujourd'hui dans un état déplorable, dépourvu de hangars et d'endroits pour exposer les marchandises. Les commerçants, pour la plupart des femmes, sont contraints d'étaler leurs produits à même le sol sur un grand espace souvent traversé par des

passages. Les participants ont également souligné combien ces limitations ont un impact négatif sur leurs relations, tant sur les marchés qu'en dehors.

De même, à Gouzé, une grande communauté qui attire une énorme population de commerçants d'autres villages le jour du marché, les participants ont décrié l'état de leur marché hebdomadaire dépourvu des installations nécessaires, telles que des hangars destinés aux bouchers pour exposer la viande à vendre. En l'absence de hangars, les bouchers n'ont d'autre choix que d'étaler leurs produits sur le sol, ce qui, aux dires des participants, n'est pas hygiénique.

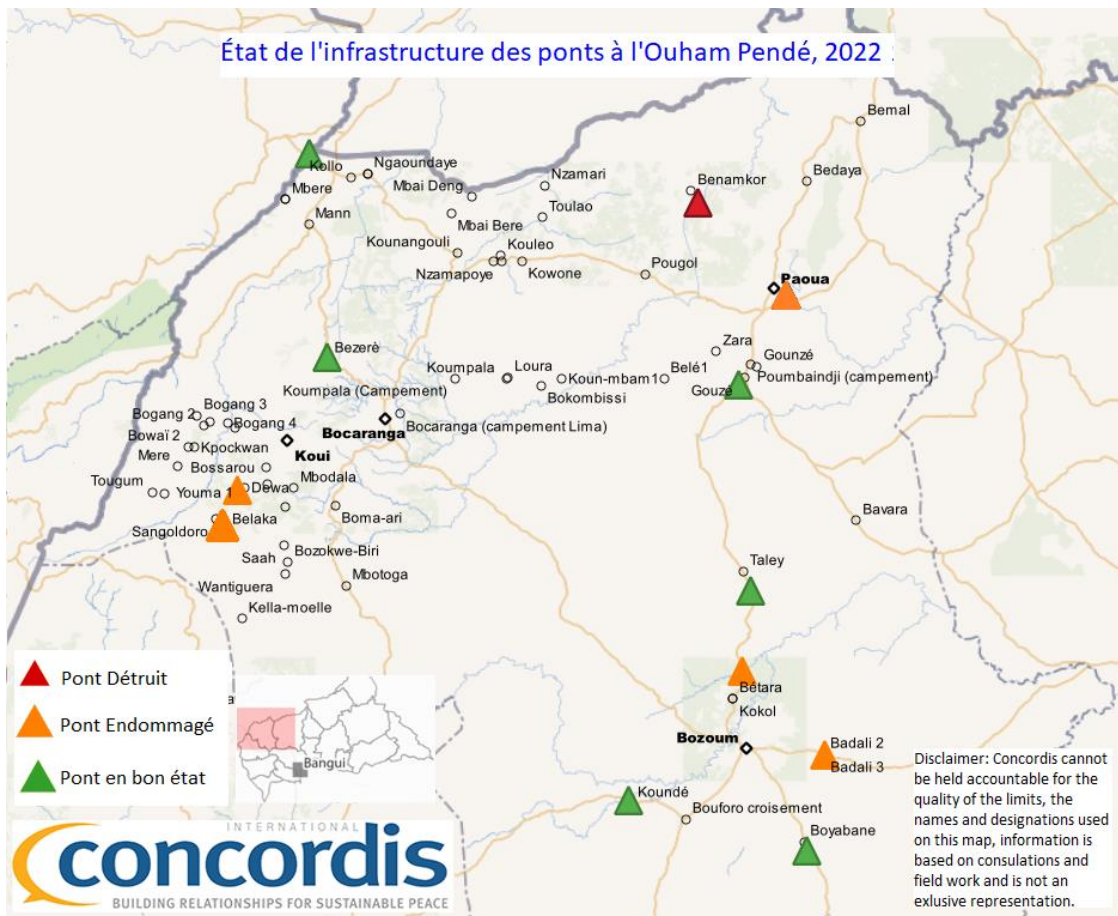
Bemal, un village situé à environ 53 km de Paoua, près de la frontière avec le Tchad, a un marché hebdomadaire qui réunit de nombreuses communautés sédentaires ainsi que des éleveurs d'autres zones, y compris des commerçants tchadiens qui viennent les jours de marché. Cependant, d'après les données recueillies, le marché a besoin d'être rénové : la plupart des hangars et du matériel d'exposition sont renversés par de fortes pluies. Une discussion de groupe menée parmi la communauté agricole sédentaire de Ngoutéré, à Bocaranga, a révélé que le marché est non seulement petit, mais qu'il manque également de hangars et de bâtiments. Ailleurs à Tollé, les participants ont fait remarquer que la majeure partie des infrastructures agropastorales ont été détruites suite à la crise de 2013 en RCA. Un accent particulier a été porté sur le marché qui ne dispose pas de bâtiment ni de hangar pour permettre aux commerçants d'exposer leurs marchandises.

Une des principales plaintes des personnes interrogées est que les marchés sont privés de marchandises et d'acheteurs en raison de l'état des infrastructures routières et des ponts, qui entravent la circulation des marchandises dans la région. Même si de nombreux ponts le long des routes principales sont fonctionnels, certaines structures endommagées ont été remises en état avec les moyens du bord et sont considérées comme dangereuses.

La photo (en bas à droite) illustre l'un de ces ponts rénovés localement près de Sangoldoro. Il est opérationnel, certes, mais ne permet pas de transporter de gros véhicules ou du bétail, limitant ainsi la quantité de marchandises pouvant atteindre Sangoldoro. Les habitants considèrent donc que son marché aux bestiaux n'est pas fonctionnel, comme le montre la carte des infrastructures commerciales.

Un autre exemple de ce type met en évidence la difficulté d'entretenir même les ponts les plus vitaux. À Paoua, le principal passage à niveau du centre-ville a été emporté par les eaux en raison de fortes pluies et remplacé par un pont temporaire (photo ci-dessous à gauche). Cette structure est également incapable de transporter des véhicules plus lourds, ce qui constitue un obstacle logistique majeur entre l'aéroport et le marché de Paoua. Cette solution temporaire risque de ne durer que quelques mois, car le budget de la MINUSCA ne couvre pas les travaux de construction pendant la saison des pluies.





### Des infrastructures pour favoriser une coexistence en paix

Tout au long des consultations, les répondants ont été interrogés non seulement sur les infrastructures existantes, leur état et les besoins de remplacement ou de réparation, mais aussi sur les infrastructures

qui contribueraient à favoriser une coexistence en paix entre les communautés, en particulier entre les transhumants, les semi-sédentaires et les sédentaires.

Les 244 personnes interrogées ont chacune pu donner plusieurs réponses. Celles-ci sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Infrastructure	Count	Percentage
Zone de séchage du manioc	195	16%
Marché	149	12%
Pharmacie vétérinaire	138	12%
Présence de la FNEC	107	9%
Forage	103	8%
Puit pastoral	99	9%
Poste vétérinaire	74	6%
Zone de vaccination du bétail	58	5%
Hangar communautaire	57	4%
Enclos pour le bétail	43	4%
Présence de l'ACDA	40	3%
Abattoir	30	2%
Abreuvoir	30	3%
Boucher	19	2%
Pont	17	1%
Présence de l'ANDE	14	1%
Centre de santé	11	1%
Graines	6	1%
Zones de pâturage	4	0%
Articles non alimentaires	4	0%
Infrastructure routière	2	0%

Les réponses étaient variées mais indiquent ce qui est considéré comme les infrastructures clés pour une coexistence en paix (dans l'ordre) : les aires de séchage du manioc, les marchés, les pharmacies pour animaux, les puits pastoraux, la présence de la FNEC, les puits villageois et pastoraux.

### **Pourquoi le séchage du manioc est-il une source potentielle de conflit ?**

Le manioc se prête bien à la cultivation en RCA : c'est l'une des cultures les plus tolérantes à la sécheresse, pouvant être pratiquée avec succès sur des sols marginaux et donnant des rendements raisonnables dans des situations où de nombreuses autres cultures ne le peuvent pas.

Le manioc est également un légume-racine toxique. Il doit être traité selon un processus très long pour extraire le poison et le rendre non-toxique pour la consommation. Le traitement comprend :

1. Récolter la racine du sol sous sa forme brute (tubercule) ;
2. La laisser dans l'eau pendant trois jours, le temps que le poison soit absorbé et que la racine devienne molle ;
3. Retirer la peau extérieure, mettre la chair molle dans un sac et le placer sous un poids lourd pendant un certain temps afin de drainer l'eau ;

4. Le placer sur une surface sèche et plate (l'aire de dessiccation/séchage du manioc) pour faire sécher les morceaux de chair ;
5. Le moudre en poudre ou en farine, manuellement ou dans un moulin, afin qu'il soit prêt à être mélangé à de l'eau bouillante pour former une pâte épaisse.

Les aires de séchage du manioc doivent être bien aérées et plates. Les producteurs recourent donc souvent à des rochers ou à des trottoirs : on peut ainsi observer de la chair de manioc étalée au bord de routes pavées (à proximité de la pollution due aux gaz d'échappement) ou sur des rochers plats qui sont souvent proches de points d'eau et de puits. Le bétail qui tombe sur le manioc est certain de le consommer étant donné qu'il s'agit pour lui d'un aliment de luxe. Les éleveurs cependant tardent parfois à les en empêcher : ils affirment que le manioc donne beaucoup de lait et une plus grande fertilité aux vaches.

#### **Regrouper les infrastructures pour soutenir une coexistence en paix.**

Pour mieux illustrer les réponses, celles-ci ont été regroupées dans les catégories suivantes :

**Santé et eau communautaires** : Centres de santé et puits de forage pour les villageois.

**Agriculture** : Aires de séchage du manioc, entrepôts communautaires et semences.

**Routes et ponts** : Ponts et infrastructures routières.

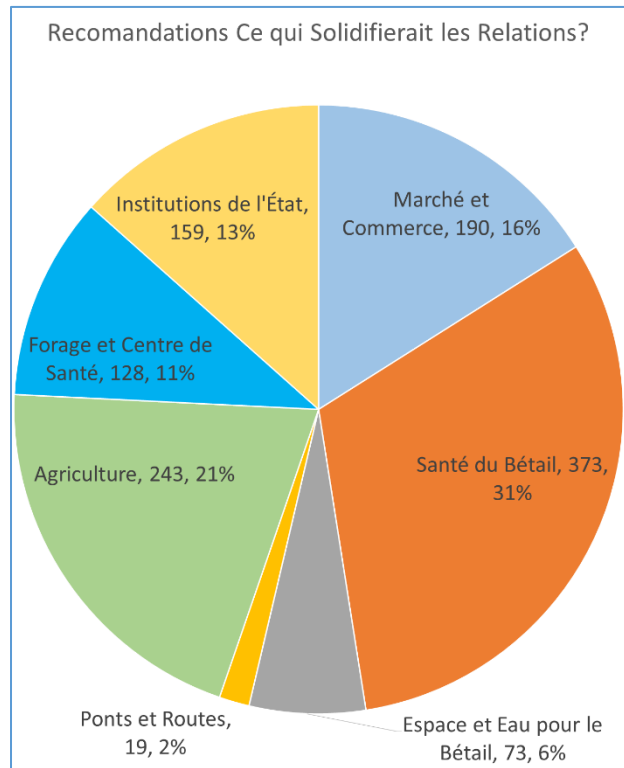
**Marchés et commerce** : Marchés, abattoirs et boucheries.

**Santé animale** : Parcs de vaccination du bétail, pharmacies pour animaux, postes vétérinaires et puits pastoraux.

**Infrastructures d'élevage** : Enclos et abreuvoirs pour bovins.

**Institutions publiques** : présence de la FNEC, de l'ACDA et de l'ANDE.

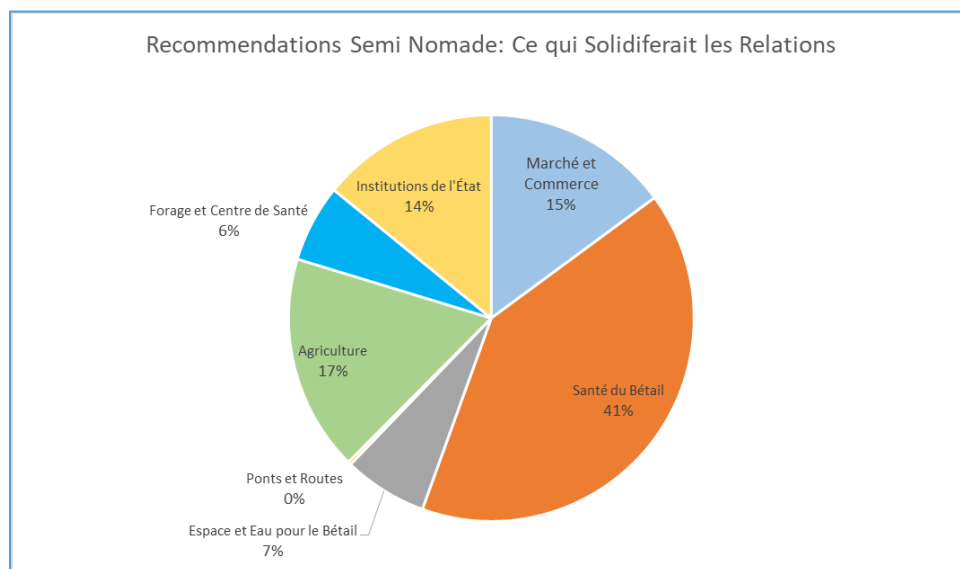
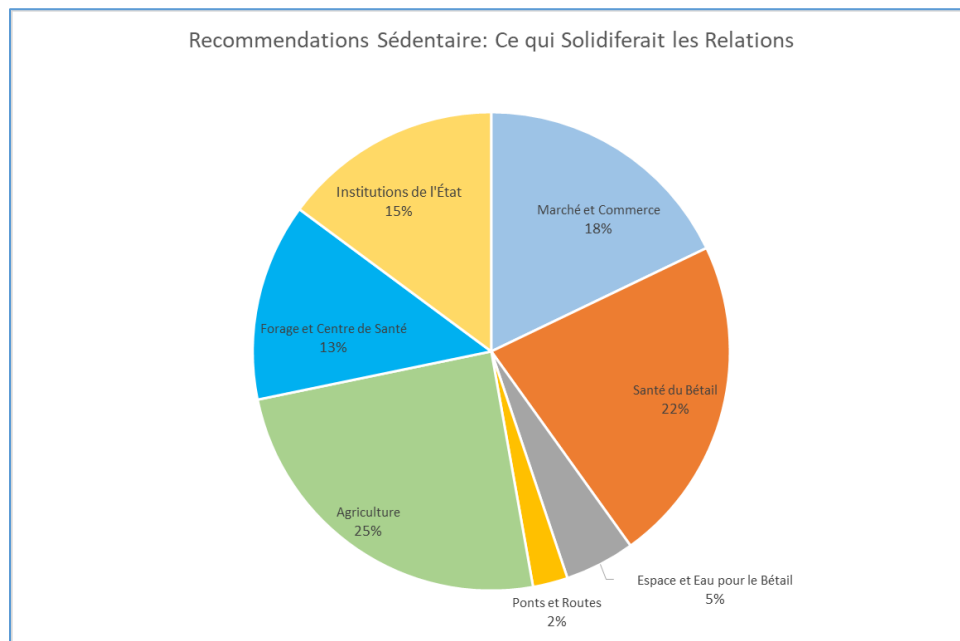
L'analyse selon ces regroupements est présentée ci-dessous.

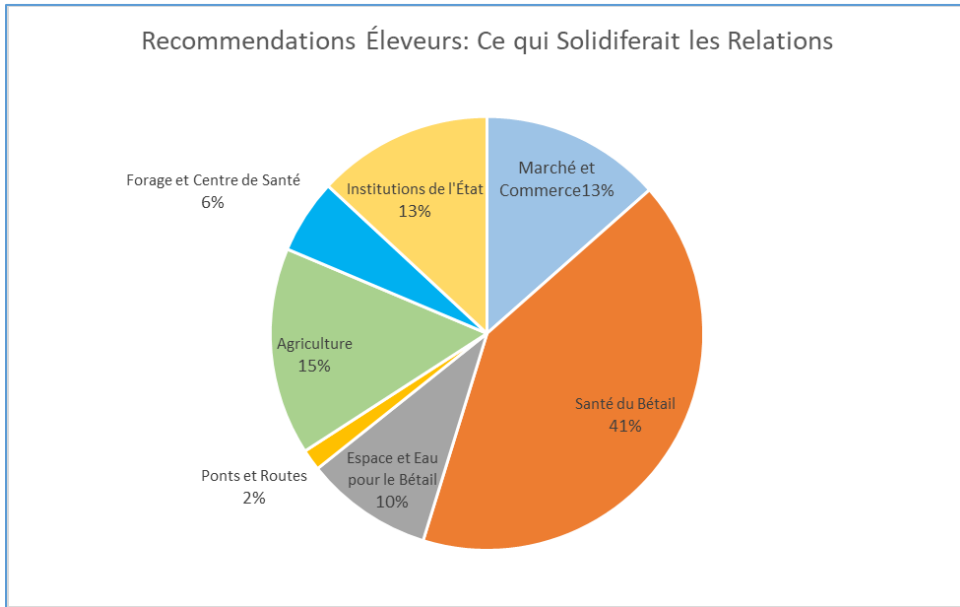


Les principales recommandations portent sur la santé animale, l'agriculture, le commerce et les institutions publiques. Dans la mesure où les institutions de l'État sont fortement liées à la santé animale (FNEC, ANDE) et à l'agriculture (ACDA), ce sont ces régions qui ressortent avec de fortes majorités.

Si l'on pouvait supposer que les personnes interrogées réclameraient davantage d'infrastructures servant à leur subsistance, une autre tendance encourageante a été observée : les éleveurs et les agriculteurs recommandent d'améliorer les infrastructures clés de l'autre en plus des leurs. Ceci laisse penser que, lorsqu'on considère ce qui est nécessaire pour une coexistence en paix, chacun reconnaît l'avantage pour l'autre de disposer des infrastructures nécessaires à sa subsistance. Comme indiqué ci-dessous, bien que les personnes interrogées sédentaires, semi-sédentaires et éleveurs donnent la priorité aux infrastructures qu'ils utilisent eux-mêmes, la priorité de l'autre vient en deuxième position. Les personnes interrogées sédentaires étaient à peine plus susceptibles de recommander des infrastructures agricoles plutôt que des infrastructures de santé animale pour soutenir une coexistence pacifique : sans doute car elles sont conscientes des infrastructures de santé animale qui existaient dans le passé dans le cadre d'une transhumance plus pacifique.

**Réponses réparties par profession :**  
**Sédentaires, semi-nomades, éleveurs**

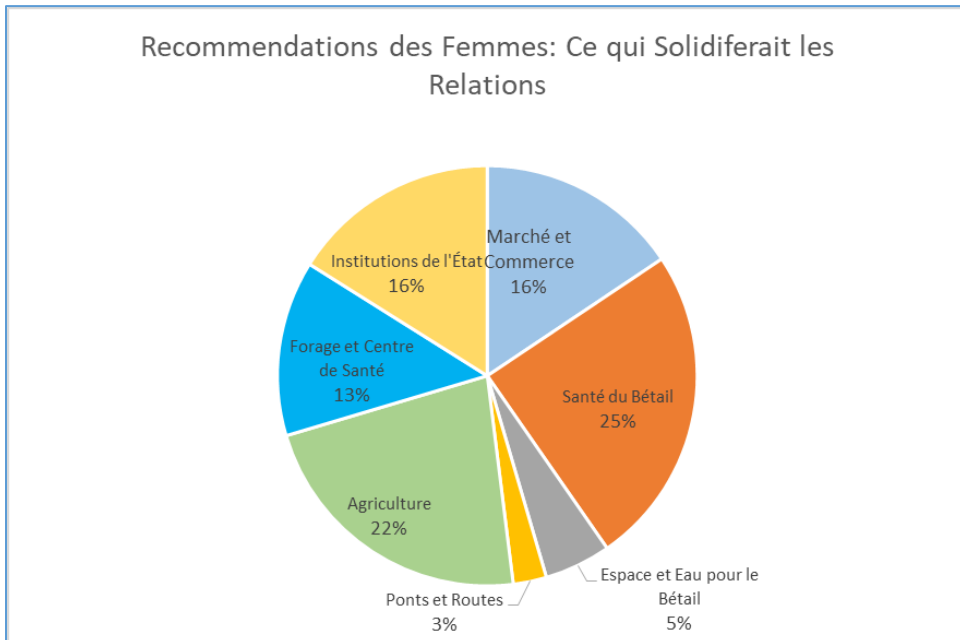


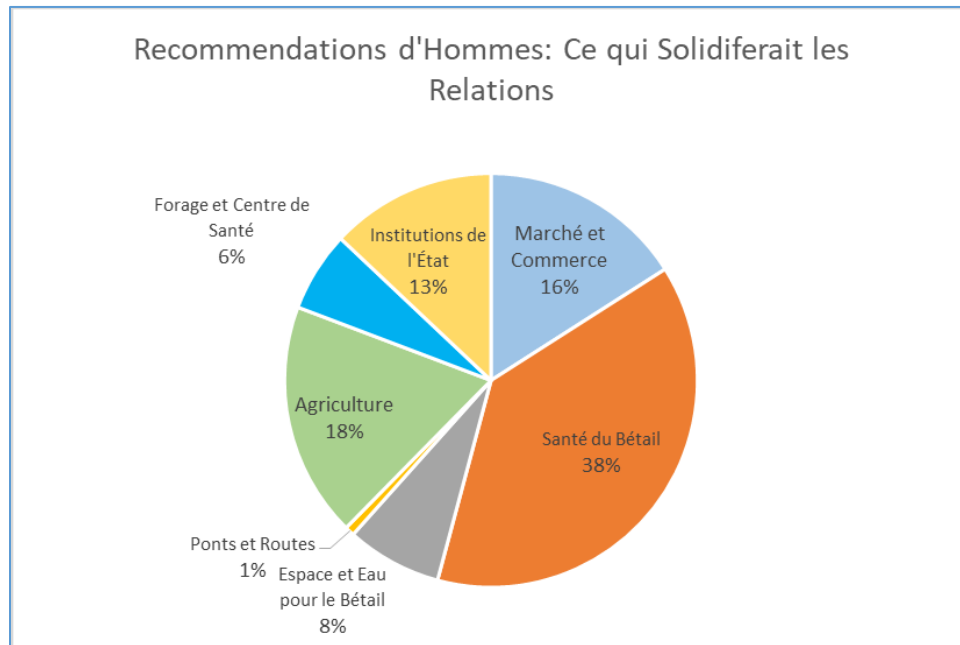


Ces réponses, où toutes les professions estiment que la santé animale est un facteur important de coexistence pacifique, indiquent qu'une campagne de vaccination du bétail telle que celle menée par la FAO dans le cadre de ce programme est susceptible d'avoir un effet positif important sur les relations entre les communautés.

**Réponses réparties par genre :**

**Femmes, Hommes**





La différence entre les réponses des participants selon le genre suggère une tendance à recommander des infrastructures applicables dans les domaines où l'un ou l'autre est traditionnellement plus actif. Les femmes sont plus susceptibles d'être celles qui collectent l'eau pour l'usage domestique et de vivre les conflits qui en découlent<sup>39</sup> : elles ont été plus nombreuses à répondre que des points d'eau communaux favoriseraient une coexistence en paix. Les hommes ont été plus nombreux à dire qu'il fallait davantage d'espaces pour les troupeaux et de points d'eau pour les animaux afin que les communautés puissent coexister en paix : cela peut s'expliquer par le fait qu'ils sont plus susceptibles de vivre directement les conflits liés à l'alimentation et à l'abreuvement du bétail.

<sup>39</sup> Il convient de noter que, bien que Concordis n'ait interrogé que des adultes, les femmes sont souvent accompagnées d'enfants pour aller chercher de l'eau.

## Conclusion et recommandations

Ce rapport décrit les origines de la transhumance en RCA et la création de relations d'interdépendance entre éleveurs et agriculteurs. L'élevage saisonnier et l'agriculture peuvent offrir des systèmes de production mutuellement bénéfiques. L'interdépendance entre ces moyens de subsistance est une base solide pour stimuler l'interaction économique et sociale, rendre les communautés plus résilientes et augmenter le coût d'opportunité de la violence. La préfecture de l'Ouham Pendé a historiquement bénéficié de la complémentarité de ces moyens de subsistance.

Cependant, le rapport fait également référence à l'impact de la crise de 2012 et 2013, qui a laissé les communautés sédentaires craintives et sur la défensive vis-à-vis des éleveurs transhumants, et qui a déplacé et stigmatisé les éleveurs. En conséquence, les schémas traditionnels d'élevage ont été perturbés, le commerce a été sapé et ces relations mutuellement bénéfiques qui ont longtemps permis une transhumance pacifique dans la région ont été endommagées.

Avec l'instabilité et le retrait de l'État et de ses institutions, certains groupes armés ont activement cherché à s'approprier des rôles et des prérogatives normalement associés aux autorités de l'État, notamment en matière de sécurité, de résolution des conflits, de fiscalité, de gestion des marchés aux bestiaux et d'autorisation de la transhumance transfrontalière. Néanmoins, la plupart des personnes interrogées continuent d'identifier l'État comme le principal pourvoyeur de sécurité.

Toutes les communautés définissent la sécurité par rapport aux moyens de subsistance, et la fourniture de services et l'entretien des infrastructures soutenant les moyens de subsistance sont considérés comme primordiaux. C'est dans cette optique que le rapport a dressé une carte de l'état des infrastructures liées à la transhumance dans la préfecture de l'Ouham Pendé. Bien utilisées, ces cartes constitueront une référence solide pour cibler les financements et les activités futurs concernant les infrastructures destinées à soutenir la transhumance pacifique. Comme l'illustrent les cartes et le rapport, des travaux de réparation et de restauration sont indispensables. Concordis a déjà utilisé les données pour élaborer des propositions de réparation et de restauration des infrastructures, notamment des puits, des marchés, des parcs à bétail multifonctionnels et des zones de dessiccation du manioc.

Dans la section suivante, nous fournissons des recommandations qui contribueraient à prévenir les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs autour de la transhumance. Certaines des recommandations suivantes sont communes à toutes les zones de l'Ouham Pendé. Elles préconisent un meilleur accès à l'eau, la restauration des infrastructures pour maintenir et améliorer la santé du bétail, l'amélioration des infrastructures autour des marchés et la possibilité de réduire les VBG en réduisant la distance que les femmes doivent parcourir pour atteindre les infrastructures agropastorales. Des recommandations spécifiques en matière d'infrastructures géographiques et techniques pour les sous-préfectures de Ngaoundaye, Paoua, Bocaranga et Kouï, Bozoum et Bossemptélé sont également fournies.

La mise en œuvre de ces recommandations constituerait un grand pas en avant vers la réalisation du potentiel de transhumance pacifique décrit dans le rapport.

### Recommandations communes à toutes les régions

1. **Améliorer l'accès à l'eau.** Le manque d'eau est un défi quotidien pour les communautés d'éleveurs et les communautés sédentaires et un facteur de conflit. Les personnes et les animaux ont besoin d'endroits séparés pour accéder à l'eau potable, sans obstacles qui les bloquent ou rendent leur accès dangereux. Il est recommandé de réparer les trous de sonde cassés et d'en construire de nouveaux dans les zones qui le nécessitent afin de fournir une source d'eau sûre et adéquate à chaque communauté. Il est également recommandé de prévoir un accès séparé aux points d'eau pour les personnes et le bétail.



2. **Réhabiliter les infrastructures pour maintenir et améliorer la santé du bétail.** Il y a un réel manque de services vétérinaires, notamment de postes vétérinaires, de cliniques et de pharmacies, dans toutes les régions visées par ce programme. La réhabilitation de ces services est recommandée afin de permettre un accès adéquat dans toutes les régions. La réhabilitation des parcs de vaccination dans toutes les régions est également recommandée. La mise en place d'infrastructures pour la santé du bétail doit s'accompagner de la fourniture de matériel à utiliser avec ces infrastructures : les services vétérinaires ont besoin de médicaments et les parcs de vaccination ont besoin de vaccins.
3. **Améliorer les infrastructures autour et l'accès aux marchés.** L'absence d'un accès facile et sûr aux marchés constitue un obstacle au commerce. Il est recommandé de construire des marchés à suffisamment de sites pour permettre à chaque communauté d'y accéder facilement et en toute sécurité. Il est également recommandé de développer les infrastructures permettant d'améliorer l'accès aux marchés, notamment la couverture en téléphonie mobile, l'entretien des routes et des ponts et l'amélioration des transports publics, ainsi que les infrastructures sur les marchés, telles que les étals ("étalages") qui évitent aux vendeurs de devoir déposer leurs marchandises sur le sol.
4. **Réduire la distance parcourue par les femmes pour accéder aux infrastructures agropastorales.** Il existe une corrélation entre l'absence d'infrastructures agropastorales, la présence de VBG et de violences physiques. La plupart des victimes de VBG en dehors du foyer sont agressées sur leur trajet vers les marchés, les points d'eau et les champs qu'elles cultivent. La réhabilitation et la mise à disposition d'infrastructures agropastorales sont recommandées pour réduire la distance que doivent parcourir les femmes pour se rendre à ces infrastructures et ainsi réduire l'incidence des VBG hors foyer.

### Recommandations : Ngaoundaye

1. **Réparer et construire des forages et des puits.** Bien que la communauté autour de Ngaoundaye priorise d'autres infrastructures en vue d'améliorer les relations entre éleveurs et agriculteurs, la carte des structures hydrauliques de l'Ouham Pendé indique une absence de forages et de puits fonctionnels au nord-ouest (Mann, Mbere, Kollo, Ngaoundaye) et au nord-est (Nzamari, Toulao) de la sous-préfecture. Il est recommandé de réparer ou de construire des puits dans ces localités et d'entretenir les puits du centre de la sous-préfecture (Mbai Deng, Mbai Bere) pour assurer leur fonctionnement.
2. **Fournir plus d'infrastructures de services vétérinaires, en particulier à la frontière.** Il n'existe qu'un seul parc de vaccination pleinement opérationnel autour de Ngaoundaye. La réhabilitation du parc de vaccination à la frontière de Mbere est fortement recommandée : les communautés transhumantes et sédentaires préconisent la vaccination du bétail à l'entrée en RCA. Les services vétérinaires de la région n'étant pas performants, il est recommandé de réhabiliter ceux de Mbere et de Ngaoundaye et de fournir des services vétérinaires supplémentaires dans la région entre Ngaoundaye et Pougol. La réhabilitation d'une présence reconnue de la FNEC, de l'ACDA et de l'ANDE dans la sous-préfecture est cruciale dans cette région frontalière. En effet, la FNEC et l'ACDA sont présents sans être reconnus comme tels par les personnes interrogées, tandis que la présence de l'ANDE est constatée malgré une réelle absence de celle-ci. Il est également recommandé que les agents vétérinaires locaux indiquent si les installations existantes pour traiter le bétail contre les tiques sont suffisantes pour la région ou si d'autres doivent être construites afin de permettre le traitement de tout le bétail, y compris celui qui traverse la frontière.

3. **Réhabiliter les infrastructures autour des marchés réguliers et des marchés aux bestiaux.** Il est recommandé de réparer les marchés de Ngaoundaye et de Mbere, ainsi que le marché aux bestiaux de Mbere. Les autorités locales sont invitées à décider si le marché aux bestiaux de Mann doit être réhabilité ou si le marché de Mbere est suffisant pour cette région. Aucun enclos à bétail en bon état de fonctionnement n'est signalé dans la région : il est recommandé de réparer en priorité celui de Mbere, situé près de la frontière et d'un marché aux bestiaux, et de reconstruire ceux de Kowone, Mann et Ngaoundaye.

### Recommandations : Bocaranga & Kouï

1. **Réparer et construire des forages et des puits.** La réparation des forages ou puits cassés est recommandée à Bezere, Bokombissi, Herba, Kouï, Koumpala, Mbinaye, Mbotoga, Ngoutéré et Tollé. La construction de nouveaux forages ou puits est recommandée à Bocaranga, Bokombissi, Herba, Kouï, Loura, Ngoutéré et Tollé. Tous les puits pastoraux autour de Bocaranga et de Kouï notés lors des entretiens ont été signalés comme étant hors service : il est recommandé de les réparer ou de les creuser à nouveau pour offrir des abreuvoirs suffisants au bétail.
2. **Fournir une infrastructure plus étendue autour des services vétérinaires.** Le réapprovisionnement du poste vétérinaire de Ngoutéré (demandé par un groupe de discussion, non représenté sur la carte) ainsi que la réparation des pharmacies vétérinaires de Bocaranga et Loura sont recommandés. La plupart des communautés réclament une pharmacie vétérinaire dans leur village : il est recommandé d'en ouvrir d'autres à Bezere et Mbotoga ou dans les environs pour garantir à toutes les communautés d'en avoir une à proximité. La réparation des parcs de vaccination de Bezere, Bokombissi et Ngoutéré est recommandée. D'autres communautés réclament également un parc de vaccination, et des vérifications sont nécessaires pour s'assurer que ces réparations offriront une capacité suffisante et une facilité d'accès permettant la vaccination de tout le bétail. Il est recommandé d'augmenter le nombre de pharmaciens et de représentants vétérinaires : un poste de vétérinaire à Mbotoga, la présence d'agents de la FNEC à l'est et au sud de Bocaranga, où il n'y en a pas, y compris l'examen de la réparation du bâtiment de la FNEC à Loura. Une action est préconisée afin de faire reconnaître la présence existante de l'ACDA et de l'ANDE dans les sous-préfectures. Une présence de l'ANDE est sollicitée à Bezere et Kouï, malgré la présence à proximité de Bocaranga d'un technicien de l'ANDE.
3. **Réhabilitation des infrastructures autour des marchés réguliers et des marchés aux bestiaux.** Il est recommandé de réparer et d'aménager les marchés réguliers et les marchés aux bestiaux entre Bocaranga et Belé (à Koumpala, Loura, Bokombissi, Koun-Mbam) afin qu'ils puissent fonctionner pleinement et de réhabiliter les marchés aux bestiaux de Belaka et Mbotoga. Dans le sud-ouest, les besoins en parcs à bétail sont presque tout aussi pressants que la santé animale et les marchés (et plus pressants encore que dans toute autre sous-préfecture). Il est recommandé de reconstruire les parcs à bétail de Koumpala, du camp de Lima (Bocaranga), de Loura, de Mbodala et de Mbotoga et de réparer ceux de Bezere, de Bocaranga et de Dewa.
4. **Améliorer l'accès aux marchés.** Les personnes interrogées à Kouï n'ont pas cité la réparation des ponts comme une priorité pour la paix, mais il est recommandé de renforcer et de réparer les ponts de Sangoldoro et de Dewa afin qu'ils ne constituent pas un obstacle au commerce entre les communautés qui améliore la cohésion sociale.

## Recommandations : Bozoum & Bossempaté

1. **Réparer et construire des forages et des puits.** La réparation des forages ou puits cassés est recommandée à Badali, Boyabane, Kokol (marché) et Pompey. La construction de nouveaux forages ou puits est recommandée à Badali, Bouforo, Boyabane et Taley. Les puits pastoraux de Badali et Bougango ne fonctionnent pas et le puits pastoral de Boyabane est signalé comme étant endommagé : il est recommandé de les réparer ou de les rénover tous les trois afin de disposer de points d'eau suffisants pour le bétail.
2. **Fournir plus d'infrastructures autour des services vétérinaires.** La réhabilitation des services vétérinaires, y compris un poste vétérinaire et une pharmacie, est recommandée à Badali, Bouforo, Boyabane, Kokol et Taley. Il est recommandé de mettre en place des parcs de vaccination en nombre suffisant pour assurer une capacité et une facilité d'accès suffisantes pour permettre la vaccination de tout le bétail, en complément du parc de vaccination de Bougango qui fonctionne : des parcs pourraient être implantés à Boyabane, Kokol et Taley, en utilisant les sites abandonnés depuis la crise. Des mesures de sensibilisation à la présence de la FNEC, de l'ANDE et de l'ACDA dans la sous-préfecture sont recommandées : Bozoum dispose de la FNEC, de l'ACDA et d'un technicien de l'ANDE, mais les personnes interrogées rapportent l'absence de ces structures partout sauf à Bougango. Le problème peut résider dans la capacité des agents à se déplacer et la probabilité que la situation sécuritaire le permette.
3. **Réhabiliter les infrastructures autour des marchés réguliers et de bétail.** Aucun marché autour de Bozoum n'est décrit comme fonctionnant bien. Il est recommandé de réparer ou de rénover les marchés de Badali, Boyabane, Bouforo, Koundé, Kokol et Taley afin qu'ils soient pleinement fonctionnels. Il conviendrait, par exemple, d'ériger des hangars et des endroits où les vendeurs pourraient exposer leurs produits autrement qu'à même le sol au marché de Boyabane. Les enclos à bétail doivent être réparés à Bougango ou Bouforo (de façon à ce qu'il y en ait un près du marché de Bouforo) et reconstruits à Badali, Bavara, Bétara, Boyabane et Taley.
4. **Améliorer l'accès aux marchés.** Des ponts sont signalés comme étant endommagés à Badali et Bétara. Il est recommandé de réparer celui de Badali pour améliorer l'accès aux marchés réguliers et aux marchés aux bestiaux et que les autorités locales décident si la réparation du pont de Bétara est également une priorité.

## Recommandations : Paoua

1. **Réparer et construire des forages et des puits.** La réparation des forages ou puits cassés est recommandée à Benamkor et Gouzé. La construction de nouveaux forages ou puits est recommandée à Bedaya, Bavara, Belé, Benamkor, Biakombo 2, Gouzé, Poubaindji, Pougol et sur le couloir entre Bemal et Bedaya. Le puits pastoral de Benamkor est l'un des trois seuls puits de toute la préfecture de l'Ouham Pendé signalés comme étant fonctionnels : il est recommandé de réparer ou de creuser à nouveau les puits signalés comme étant inopérants à Bemal, Pougol, Paoua, Gounzé, Poubaindji et Gouzé afin d'offrir des points d'eau suffisants pour le bétail.
2. **Fournir des infrastructures autour des services vétérinaires.** Des services vétérinaires sont nécessaires dans toute la sous-préfecture de Paoua. Des pharmacies vétérinaires sont recommandées pour faciliter l'accès à ceux de Bemal, Bedaya, Belé, Benamkor, Bleat, Gouzé, le camp de Poubaindji et Pougol : si chaque communauté demande une pharmacie locale, il peut suffire aux transhumants d'avoir accès à deux ou trois pharmacies sur un couloir et aux communautés sédentaires d'en avoir une à distance de marche. La réparation des parcs de

vaccination de Bleat, Pougol et la construction de parcs de vaccination à Bedaya et Bavara sont sollicitées : ceci semble susceptible de permettre un accès adéquat dans toute la sous-préfecture. Des mesures de sensibilisation à la présence de la FNEC, de l'ANDE et de l'ACDA dans la sous-préfecture sont recommandées : Paoua a la FNEC, l'ACDA et un technicien de l'ANDE, mais les personnes interrogées rapportent le manque de présence partout dans la sous-préfecture. Ceci reflète potentiellement le manque de capacité des agents à se déplacer – le Secteur Chef de Paoua a perdu sa moto dans une attaque de groupe armé – et les difficultés de la situation sécuritaire.

3. **Réhabiliter les infrastructures autour des marchés réguliers et des marchés aux bestiaux.** Il est recommandé que les marchés réguliers de Bedaya, Benamkor, Gouzé et Paoua soient réparés et réaménagés, par exemple en construisant à Gouzé des hangars permettant aux bouchers d'exposer la viande à vendre. Les marchés aux bestiaux doivent également être réparés à Bedaya, Belé, Benamkor, Gounzé, Paoua, Pougol, au camp de Poubaindji et à Zara. A noter que, bien que les communautés rapportent que les marchés réguliers et les marchés aux bestiaux de Bernal fonctionnent, ceux-ci nécessitent encore des travaux afin d'éviter que les hangars et les zones d'exposition ne soient démolis par les fortes pluies. Les enclos à bétail sur l'axe Bernal-Paoua – à Bernal, Bedaya et Paoua – doivent être réparés. Ceux de Benamkor et Pougol sont à reconstruire et il est recommandé aux autorités locales de décider du nombre de parcs à bétail nécessaires dans le sud de la sous-préfecture, pour desservir les marchés aux bestiaux de Belé, Gounzé et du campement de Poubaindji.
4. **Réparer le pont de Paoua.** Comme indiqué ailleurs dans ce rapport, le remplacement du principal passage à niveau de la ville par une structure temporaire qui ne peut pas supporter des véhicules plus lourds est un obstacle à un passage fluide vers le marché. Il est recommandé de faire de la réparation de ce pont une priorité.

## Annexe I : Méthodologie détaillée

### Cartographie

Les outils utilisés pour la collecte de données dans le contexte de la cartographie ont été les suivants :

1. Des téléphones tactiles, avec :
  - Un questionnaire portant sur les infrastructures existantes liées à la transhumance, les infrastructures nécessitant une réhabilitation et l'occurrence de conflits ;
  - Un second questionnaire sur la localisation des infrastructures : il enregistre les codes GPS (*Global Positioning System*) et une photo.
2. Des groupes de discussion pour recueillir des réponses qualitatives concernant les infrastructures liées à la transhumance, les conflits et la violence sexiste.
3. Des échanges individuels avec des personnes qui connaissent la région, la transhumance ou les deux, notamment des ardos, des chefs de village et des chefs traditionnels.

### Création de cartes

La cartographie a nécessité la collecte de trois types de données : des données identifiant les infrastructures existantes, des données identifiant les infrastructures à rénover et des données sur les installations à réparer ou à reconstruire en priorité en fonction de leur rôle dans la création d'une coexistence pacifique entre les communautés pastorales et agricoles.

Les emplacements GPS ont été rassemblés à partir des informations sur les infrastructures et superposés sur une carte pour produire le résultat final.

### Détail du travail de cartographie

La collecte des données a eu lieu de février à mars 2022.

Sous-préfecture	Nombre de villages visités	Nombre de personnes consultées	Nombre de femmes consultées	Nombre d'éleveurs consultés
Bozoum	10	300	132	142
Paoua	10	233	43	152
Bocaranga*	5	190	55	105
Ngaoundaye**		41	4	33
Koui***		70	10	17

\*L'équipe de Concordis n'a pas pu accéder à certaines régions de Bocaranga en raison de la présence de mines explosives et d'affrontements entre les FSI et les groupes armés. La collecte des données a donc été effectuée par les membres locaux du groupe consultatif, plus largement acceptés.

\*\*La consultation à Ngaoundaye fut courte dans la mesure où il était très difficile de trouver des éleveurs. Ces derniers sont restés dans la région de Kowonne et de Ndim, inaccessible en raison de la présence de groupes armés.

\*\*\*L'organisation non gouvernementale partenaire GDAP a collecté des données dans les régions proches de la frontière pour la consultation à Kouï.

### Surmonter les défis

La collecte d'informations sur les infrastructures a posé de multiples défis aux équipes sur le terrain : les problèmes de sécurité entraînant l'inaccessibilité de certaines régions, les infrastructures à rechercher et la manière de quantifier l'état des infrastructures dans la localité.

En premier lieu, les équipes ont utilisé deux techniques différentes pour collecter des informations. La première était la plus directe : demander la permission de se rendre aux infrastructures importantes de la localité afin de les géolocaliser et de les photographier en expliquant si elles étaient fonctionnelles ou non. A travers l'Ouham Pendé, les équipes ont localisé et photographié 143 infrastructures de ce type, dont des puits, des marchés et des ponts. Les photos en question sont disponibles en annexe de ce rapport.

La deuxième façon de collecter des informations consistait en des groupes de discussion et des questionnaires dans lesquels les équipes sur le terrain ont interrogé les infrastructures qui fonctionnaient dans la localité et celles qui ne fonctionnaient pas. Ces connaissances locales ont permis d'identifier les régions inaccessibles en termes de sécurité et de comprendre pourquoi l'infrastructure ne fonctionnait pas.

Les questions posées lors des consultations ont défini la portée du projet : afin de créer un ensemble de données gérable pour les cartes, les équipes ont identifié 13 types d'infrastructures les plus pertinentes pour la transhumance. Ces types d'infrastructures sont présentés séparément dans ce rapport, regroupés comme suit :

**Accès à l'eau** : Forages (puits forés), puits (puits creusés), rivières utilisées pour l'eau potable.

**Santé du bétail** : Les parcs de vaccination du bétail, les services vétérinaires, la présence d'agents ACDA, ANDE ou FNEC.

**Infrastructure d'élevage** : Enclos à bétail et puits pastoraux (pour les troupeaux).

**Commerce** : Marchés ordinaires et aux bestiaux.

**Infrastructure routière** : Ponts.

Parmi les autres infrastructures recensées figurent les zones de séchage du manioc, les abattoirs et les entrepôts communaux.

Au-delà des infrastructures existantes, les consultations ont également permis aux populations locales de s'exprimer sur le type d'infrastructure qui réduirait la possibilité de tensions autour de la transhumance dans la localité, sur les conflits qui ont eu lieu et leur raison au cours de l'année écoulée et sur les cas de VBG.

La quantification de l'état des infrastructures fut un élément essentiel de la carte. Pour cela, une définition à trois niveaux a été appliquée : les infrastructures ont été classées comme fonctionnelles, peu fiables ou endommagées. Le niveau intermédiaire s'est avéré nécessaire étant donné que les réponses aux questionnaires ont fait apparaître des désaccords quant au caractère fonctionnel ou non de certaines infrastructures. Si certains ponts étaient praticables, de nombreuses personnes interrogées les considéraient comme peu sûrs, tandis que certains marchés et boucheries étaient opérationnels mais ne disposaient pas de toits ou souffraient de pénuries en raison du mauvais état des routes. Un exemple commun cité par les participants est celui des puits de forage, dont le nombre est insuffisant pour la population et qui se dégradent régulièrement du fait de leur surutilisation. Par conséquent, la catégorie intermédiaire des infrastructures non fiables a été incluse.

## Annex II : Acronymes et abréviations

<b>ACDA</b>	Agence centrafricaine pour le développement agricole
<b>ANDE</b>	Agence nationale du développement de l'élevage
<b>CPC</b>	Coalition des patriotes pour le changement
<b>FACA</b>	Forces armées centrafricaines
<b>FAO</b>	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FDPC</b>	Front démocratique du peuple centrafricain
<b>FNEC</b>	Fédération nationale des éleveurs centrafricains
<b>GC</b>	Groupe de Conseil
<b>GDAP</b>	Groupement pour le développement agro-pastoral
<b>GPS</b>	Global Positioning System
<b>MINUSCA</b>	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
<b>MPC</b>	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
<b>RCA</b>	République centrafricaine
<b>RJ</b>	Révolution et justice
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>3R</b>	Retour, réclamation et réhabilitation